|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2020** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 15** | **Révision 1 du Document C20/42-F** |
| **30 octobre 2020** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE ANNUEL 2019 | |

|  |
| --- |
| Résumé  Aux termes du numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général est prié de soumettre, chaque année au Conseil, un rapport de gestion financière.  Le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2019 présente:  • Les comptes vérifiés de l'exercice annuel 2019 du Budget de l'Union.  • Les comptes vérifiés de 2019 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.  • Les comptes vérifiés relatifs à la manifestation ITU Telecom World 2019.  Suite à donner  Le rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés ainsi que le projet de Résolution figurant à l'Annexe A sont soumis au Conseil pour **examen** et **approbation**.  Une fois examiné et approuvé par le Conseil, le rapport sera communiqué aux États Membres et aux Membres de Secteur.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  *Numéro* [*101*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-f.pdf) *de la Convention* [*Article 30*](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)*du Règlement financier de l'Union* |

**Annexes**: 12



Rapport de gestion financière

Le présent Rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés donne les résultats financiers au 31 décembre 2019 des comptes tenus par l'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément aux dispositions de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2018).

Les états financiers sont établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) depuis 2010 et couvrent les points suivants:

– L'exercice financier 2019 de l'Union.

– La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour l'exercice 2019.

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice 2019.

– Les projets de coopération technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice 2019.

– Les fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 2019.

– Les contributions volontaires pour l'exercice 2019.

– Le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication pour l'exercice 2019.

– La manifestation ITU TELECOM World 2019.

– Le projet de nouveau bâtiment.

**Table des matières**

Page

[Avant-propos du Secrétaire général 5](#_Toc41814914)

[Rapport de gestion 2019 16](#_Toc41814926)

[Déclaration sur le contrôle interne pour 2019 19](#_Toc41814928)

[Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2019 23](#_Toc41814935)

[ÉTATS FINANCIERS 24](#_Toc41814936)

[I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2019 avec chiffres comparatifs   
au 31 décembre 2018 26](#_Toc41814937)

[II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2018 27](#_Toc41814938)

[III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 28](#_Toc41814939)

[IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 29](#_Toc41814940)

[V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2019 30](#_Toc41814941)

[VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B5) 82](#_Toc41814996)

[VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B6) 82](#_Toc41814997)

[VIII ITU TELECOM WORLD 2019 (ANNEXE B7) 82](#_Toc41814998)

[IX DÉCLARATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE 83](#_Toc41814999)

[X VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION 84](#_Toc41815000)

[ANNEXE A 85](#_Toc41815001)

[ANNEXE B1 86](#_Toc41815002)

[ANNEXE B2 87](#_Toc41815003)

[ANNEXE B3 88](#_Toc41815004)

[ANNEXE B4 89](#_Toc41815005)

[ANNEXE B5 95](#_Toc41815006)

[ANNEXE B6 100](#_Toc41815007)

[ANNEXE B7 101](#_Toc41815008)

[ANNEXE C 102](#_Toc41815009)

[ANNEXE D 117](#_Toc41815010)

[ANNEXE E 120](#_Toc41815011)

[ANNEXE F 121](#_Toc41815012)

# Avant-propos du Secrétaire général

1 J'ai l'honneur de présenter au Conseil pour examen, conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2018), les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

2 Le Rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers de 2019, ainsi que son opinion concernant les états financiers, comme le prescrivent l'Article 28 du Règlement financier de l'Union ainsi que son Annexe 1, seront également soumis au Conseil dans un document distinct.

3 Les états financiers de 2019 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le Règlement financier prévoit que le budget de l'Union couvre un exercice budgétaire de deux années, mais pour mettre en œuvre intégralement les normes IPSAS, les états financiers sont présentés sur une base annuelle.

4 L'UIT a appliqué les normes IPSAS en vigueur depuis le 1er janvier 2019 et les principes comptables applicables sont décrits dans la Note 2. La seule dérogation faite dans les états financiers présentés est la non-capitalisation des coûts de main‑d'œuvre directs dans l'évaluation des publications, contrairement aux exigences de la norme IPSAS 12. La capitalisation des coûts de main‑d'œuvre risquerait de se traduire par une évaluation du prix des publications bien supérieure à la valeur nette de réalisation fondée sur les prix courants des publications et, de ce fait, par une dégradation du prix de remplacement courant si l'on applique un prix plus bas ou la valeur nette de réalisation.

5 On trouvera dans le Document C11/INF/9 la définition de plusieurs termes financiers clés qui permettront au lecteur d'utiliser et de comprendre plus facilement les états financiers.

Principales réunions et manifestations pendant l'exercice 2019

6 Le programme d'activités de l'Union réalisé en 2019 comprenait, parmi de nombreuses réunions et conférences, les grandes manifestations suivantes:

7 Le troisième [Forum mondial sur les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/default.aspx) (GET-19) s'est tenu à Maurice du 6 au 8 mars 2019 et a été l'occasion de souligner l'importance des systèmes d'alerte avancée et de surveillance, ainsi que les besoins et les possibilités de partenariats et de coopération.

8 Le Forum 2019 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a eu lieu du 8 au 12 avril 2019 à Genève. Il était accueilli par l'UIT et coorganisé par l'UIT, l'UNESCO, le PNUD et la CNUCED en collaboration avec plus de 30 organismes des Nations Unies. Plus de 3 000 experts des technologies de l'information et de la communication (TIC) et acteurs de leur mise en œuvre ont contribué et participé à ce Forum, afin d'encourager les partenariats, d'échanger de bonnes pratiques et de présenter des innovations ainsi que de nouveaux outils et initiatives visant à utiliser les grandes orientations du SMSI (TIC) en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies. Le Forum du SMSI s'est révélé être une tribune mondiale efficace rassemblant de multiples parties prenantes et axée sur les résultats, qui est ouverte et inclusive pour toutes les parties prenantes, avec pour objectif de renforcer les liens entre le processus du SMSI et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

9 Le 3ème Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social, qui s'est tenu du 28 au 31 mai 2019 à Genève, était organisé par l'UIT en partenariat avec la Fondation XPRIZE, leader mondial de l'organisation de concours fondés sur l'incitation par les récompenses, l'Association for Computing Machinery (ACM) et d'autres institutions du système des Nations Unies. Les sommets mondiaux sur l'intelligence artificielle au service du bien social constituent la principale tribune des Nations unies permettant de nouer un dialogue sur l'intelligence artificielle. En 2019, le Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social a rassemblé plus de 2 300 participants venant de plus de 90 pays et accueilli plus de 370 orateurs. Le Sommet de 2019, qui était tourné vers l'action, a déterminé les applications pratiques de l'intelligence artificielle ainsi que des stratégies d'accompagnement propres à améliorer la qualité de vie et un cadre de vie durable sur notre planète. Les participants au Sommet ont formulé d'autres stratégies destinées à garantir le développement fiable, sûr et inclusif des technologies faisant appel à l'intelligence artificielle et à faire en sorte que chacun puisse bénéficier d'un accès équitable aux avantages qu'offrent ces technologies.

10 L'édition de 2019 du Colloque mondial des régulateurs (GSR) a eu lieu du 9 au 12 juillet 2019 à Port-Vila (Vanuatu), sur le thème "Connectivité inclusive – L'avenir de la régulation". Les régulateurs ont défini et approuvé un ensemble de **Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques** en matière de réglementation afin d'accélérer la mise en place de la connectivité numérique.

11 ITU Telecom World 2019 a eu lieu du 9 au 12 septembre 2019 à Budapest (Hongrie). La 19ème édition d'ITU Telecom World était accueillie par le Gouvernement de la Hongrie et consacrée au thème "Innover ensemble: la connectivité avant tout". Plus de 250 experts orateurs ont assisté à cette manifestation, mettant à l'honneur l'innovation, les talents et les possibilités d'investissement du monde entier.

12 La Commission "Le large bande au service du développement durable" s'est réunie le 22 septembre 2019 à New York, à l'occasion de la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et a publié son rapport intitulé "*The State of Broadband 2019: Broadband as Foundation for Sustainable Development*" (La situation du large bande en 2019: le large bande en tant que fondement du développement durable), qui préconise d'adopter de nouvelles stratégies collaboratives au service de la notion de "connectivité universelle efficace" en mettant davantage l'accent sur le partage des ressources ainsi que sur une approche plus globale selon laquelle le large bande serait considéré comme une infrastructure de base d'utilité publique.

13 La Conférence mondiale des radiocommunications de 2019 (CMR-19) de l'UIT a eu lieu à Charm el-Cheick (Égypte) du 28 octobre au 22 novembre 2019. La Conférence a examiné et révisé le Règlement des radiocommunications, traité international régissant l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires et des orbites de satellites non-géostationnaires.

14 Un nombre record de 3 420 participants ont assisté à la CMR-19, parmi lesquels des délégués de la plupart des 193 États Membres de l'UIT et plus de 260 Membres du Secteur des radiocommunications de l'UIT représentant des organisations internationales, des équipementiers, des opérateurs de réseau ainsi que des consortiums du secteur, qui ont participé en qualité d'observateur.

15 L'Assemblée des radiocommunications de 2019 a eu lieu du 21 au 25 octobre 2019 et la première session de la Réunion de préparation à la Conférence en vue de la CMR-23 s'est tenue les 25 et 26 novembre 2019. Ces deux manifestations ont défini le programme de travail et la gouvernance de l'UIT-R pour les quatre années à venir.

16 Ces réalisations et mises en œuvre d'activités ont été rendues possibles grâce à une gestion cohérente et optimale des ressources financières de l'Union.

17 En 2019, l'Union a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les procédures de coordination et de réduire les coûts, conformément à l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

18 L'UIT participe activement aux activités financées conjointement avec les Nations Unies. Plusieurs initiatives récentes ont eu pour résultat de diminuer les coûts pour les organismes participants, soit: baisse des coûts de l'électricité, des fournitures de bureau, du mazout et des services de courrier et négociations avec les compagnies aériennes.

19 Depuis le 1er janvier 2020, sur la base d'une recommandation du Comité de la Convention Collective Assurance Maladie, le Secrétaire général a pris la décision d'intégrer l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS), qui regroupe plusieurs organisations et institutions spécialisées des Nations Unies basées à Genève et comprend le personnel de l'Office des Nations Unies, du HCR et de l'OMM.

Éléments essentiels du Rapport de gestion financière

20 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés tiennent compte des activités extrabudgétaires de l'Union.

21 Le tableau ci-après récapitule la situation financière de l'UIT en 2019, par rapport à 2018.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Milliers CHF |  | 2019 | 2018 |
| Produits |  | 187 177 | 176 389 |
| Charges |  | 244 640 | 184 365 |
| Excédent (Déficit) | | –57 463 | –7 976 |
| Actif |  | 415 470 | 410 645 |
| Passif |  | 868 118 | 805 823 |
| Actif net | | –452 645 | –395 178 |

22 Les résultats financiers indiqués dans le tableau ci-dessus couvrent certains postes non budgétés, par exemple les amortissements et l'ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Conformément à la norme IPSAS 24, la comparaison entre les montants budgétés et les montants effectifs, sur une base comparable, est donnée dans le Tableau V des états financiers.

23 Sur un plan budgétaire, l'Union a enregistré un excédent de 4,78 millions CHF pour l'exercice 2019. Les attributions proposées ci-après seront exécutées sur la base des Décisions et Résolutions adoptées par le Conseil à sa session de 2019.

| Excédent découlant de la mise en œuvre du budget de 2019 | |
| --- | --- |
|  | *CHF* |
| **Excédent 2019** | **4 778 998** |
|  |  |
| Activités reportées – BDT | **30 000** |
|  |  |
| Décision 616 – Présence régionale | 500 000 |
| Rés. 1396: 4 postes supplémentaires de statisticien pour le BDT | 1 044 000 |
| Décision 619 Nouveau bâtiment/Coûts indirects | 935 000 |
| BDT ERP/DL 10 | 500 000 |
| IS protectas – Renforcement de la sécurité | 206 000 |
| **Sous-total – Demandes approuvées par le Conseil en 2019** | **3 185 000** |
| **Fonds ASHI (Déc. 5)** | 500 000 |
| **Excédent restant** | **1 063 998** |

24 Conformément au paragraphe 5 de l'Article 10 et au paragraphe 4 de l'Article 12 du Règlement financier et des Règles financières, les attributions de l'excédent budgétaire dégagé en 2019 présentées dans le tableau ci-dessous sont proposées:

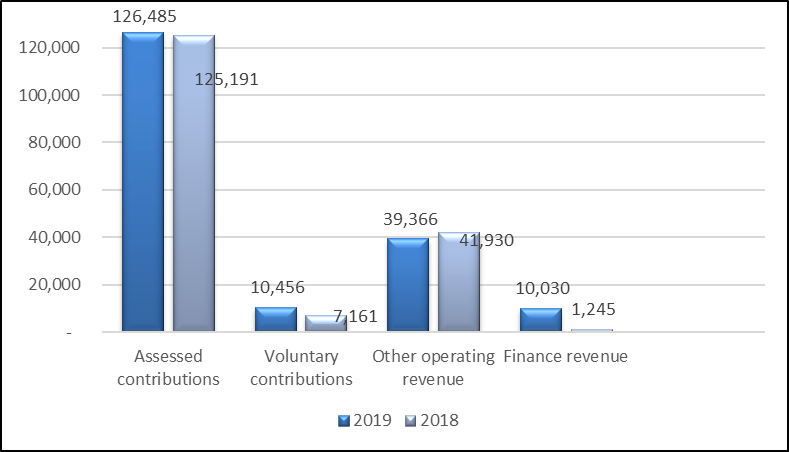
|  |  |
| --- | --- |
| Excédent restant | 1 063 998 |
| Attributions proposées |  |
| Projets du TSB | 200 000 |
| Réseau LAN/SAN du Département IS | 500 000 |
| Projets du BR | 363 998 |

25 Il convient de noter que, conformément à la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires et à la Décision 582 du Conseil, un montant de 2,6 millions CHF a été prélevé sur le Fonds de réserve pour financer le programme de départ volontaire. Vingt fonctionnaires ont bénéficié de ce programme.

26 En 2019, l'attribution de l'excédent de l'exercice précédent a fait l'objet d'un suivi. Un montant de 1,42 million CHF provenant des économies réalisées non utilisées a été transféré vers le nouveau Fonds pour le registre des risques pour le projet de nouveau bâtiment.

27 Le solde restant, qui s'élève à 186 000 CHF, a été versé sur le Fonds de réserve. Au 31 décembre 2019, le solde du Fonds de réserve s'établissait à 24,9 millions CHF (contre 27,2 millions CHF en 2018), soit 15,1% du budget pour 2019.

28 En 2019, les produits de l'UIT se chiffraient à 187,177 millions CHF (176,389 millions CHF en 2018), comme indiqué ci-après:



Autres produits d'exploitation

Contributions volontaires

Contributions mises en recouvrement

7,161

41,930

1,245

10,030

39,366

10,456

125,191

126,485

120,000

100,000

80,000

60,000

40,000

20,000

-

Produits financiers

29 Les produits proviennent essentiellement des contributions mises en recouvrement (68% en 2019, un chiffre qui a légèrement augmenté par rapport à 2018); viennent ensuite les produits provenant des recouvrements des coûts (21%, essentiellement les produits tirés des ventes des publications et des fiches de notification des réseaux à satellite).

30 En 2019, les charges de l'UIT s'élevaient à 244,640 millions CHF (contre 184,365 millions CHF en 2018), comme indiqué ci-après:

250,000

200,000

150,000

100,000

50,000

0

Charges de personnel

Frais de mission

Services contractuels

Location et entretien des locaux et équipements

Équipements et fournitures

Amortissement et pertes de valeurs

Frais d'expédition et   
de télécommunications et services

Autres charges

Charges financières

31 En 2019, une hausse de 32,7% a été enregistrée, qui s'explique principalement par l'évaluation de la provision ASHI et la réévaluation du coût des prestations au titre des services rendus découlant de l'abandon de CIGNA au profit de l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS). Cette charge est considérée comme une charge non budgétaire.

Position financière: représentation de l'actif pour 2019

Position financière: Comparaison de l'actif entre 2019 et 2018

200,000

180,000

160,000

140,000

120,000

100,000

80,000

60,000

40,000

20,000

-

Autres créances

Autres actifs

Immobilisations

corporelles

Créances

Placements

Trésorerie et  
équivalents   
de trésorerie

32 La comparaison de l'actif montre une situation stable. Depuis l'introduction, en 2015, des taux d'intérêts négatifs sur le franc suisse et l'euro, l'UIT a dû procéder à un réaménagement de la trésorerie. La situation des marchés financiers est restée inchangée en 2019, ce qui explique le faible niveau des investissements par rapport à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie. Les investissements consistent principalement en des dépôts à court terme en USD.

33 Les charges habituelles pour l'exécution du budget 2019 sont restées stables grâce à un suivi rigoureux du budget.

Position financière: représentation du passif pour 2019

Comparaison du passif: le passif au 31 décembre 2019 s'établissait au total à 868 116 CHF

Fonds   
de tiers

Avantages   
accordés au  
personnel

Emprunts

Autres  
passifs

Produits différés

Dettes et  
créances

34 Le passif le plus important est constitué par les futurs avantages du personnel acquis par les fonctionnaires en service et les retraités. Il représentait 73% du passif total de l'UIT au 31 décembre 2019.

35 Le passif de l'ASHI représentait toujours 96% du passif de l'ensemble des avantages du personnel, soit un chiffre stable malgré une augmentation du passif de l'ASHI due à la baisse du taux d'actualisation, qui est passé de 1,2% à 0,6%, et du passage de CIGNA à l'UNSMIS.

36 L'excédent budgétaire pour l'exercice 2019 est le résultat d'une gestion rigoureuse constante des ressources de l'UIT.

37 Il convient de souligner que certaines charges n'étaient pas inscrites au budget. Il s'agit notamment des amortissements, des pertes et des gains sur cours non réalisés et d'un ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Ces charges sont essentiellement statistiques et ne représentent pas de sorties de fonds pendant l'année. Un aperçu de ces positions figure dans le Tableau V du présent document (Comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2019).

38 Les contributions en espèces reçues pour les fonds d'affectation spéciale se sont chiffrées à 11,8 millions CHF en 2019 (12 millions CHF en 2018).

39 Les contributions volontaires en espèce reçues pour les diverses activités se sont chiffrées à 2,1 millions CHF en 2019, soit une augmentation de 16,6% par rapport à 2018 (1,8 million CHF).

40 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 4,6 millions CHF au 31 décembre 2019 (4,3 millions CHF au 31 décembre 2018).

41 En 2019, le total des charges pour les projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se chiffrait à 8,2 millions CHF, ce qui équivaut à 0,41 million CHF de produits au titre de l'appui aux projets.

42 La manifestation ITU Telecom World 2019 a affiché un excédent de 847 000 CHF qui a été versé au Fonds de roulement des expositions. Le solde du Fonds de roulement des expositions était de 8,21 millions CHF au 31 décembre 2019 (contre 7,95 millions CHF au 31 décembre 2018).

43 Au titre de la Résolution 11 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, 750 000 CHF ont été affectés en vue de procéder à un examen des activités de TELECOM. Un cabinet de conseil a été recruté et a débuté l'examen. Les fonds disponibles pour ce projet au 31 décembre 2019 s'élèvent à 351 350 CHF.

44 L'Annexe D du présent document montre l'évolution des arriérés pour ce qui est des manifestations TELECOM.

45 Les notes relatives aux états financiers fournissent des informations utiles sur les aspects financiers concernant l'exercice 2019.

Principaux indicateurs financiers

46 Depuis 2015, l'UIT présente des indicateurs clés qui constituent un outil utile pour comprendre l'évolution de la situation financière d'une organisation et qui sont très importants dans un cadre de budgétisation axée sur les résultats et de gestion axée sur les résultats.

47 Il faut interpréter avec soin les résultats fournis par ces indicateurs pour que la comparaison avec d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies soit significative.

Stabilité et sécurité financière/risque



Réserve de capitaux propres et de trésorerie



48 La réserve de trésorerie est évaluée en nombre de mois et fait apparaître une stabilité au fil des ans. Il est à noter qu'une partie de la trésorerie n'est pas immédiatement disponible et qu'il faut donc être vigilant pour couvrir les besoins mensuels.

Solvabilité immédiate





49 Le ratio de solvabilité permet d'évaluer plus facilement la santé financière de l'Union à court terme. Les bons résultats, respectivement 208% et 140% pour ces deux ratios, confirment la bonne santé de l'Union et le fait qu'elle est en mesure de faire face à ses engagements à court terme.

Résultats financiers

50 Ce ratio représente les résultats financiers pour le budget ordinaire approuvé et il est basé sur les résultats budgétaires.





51 L'évolution du ratio pour les dépenses de personnel a été relativement stable au cours des quatre dernières années. La majeure partie des charges (83% en 2019) est affectée aux dépenses de personnel, ce qui permet à l'UIT de mettre en œuvre son programme d'activités, conformément à ce qui a été décidé dans le plan opérationnel pendant la Conférence de plénipotentiaires de 2018. L'augmentation du ratio entre les dépenses de personnel et les produits pourrait s'expliquer par le changement de caisse d'assurance maladie, pour passer de CIGNA à UNSMIS. Ce changement aura un effet unique qui entraînera l'inscription des coûts des prestations au titre des services rendus dans le passé pour un montant de 50 millions CHF (voir la note 17.2). Pour 2020, nous pourrions attendre le retour d'un ratio dépenses de personnel/produits équivalent à celui des années précédentes.

Continuité

52 J'ai évalué les incidences de toute réduction potentielle des contributions que pourraient entraîner les crises économique et financière mondiales et analysé la question de savoir si cela entraînerait une réduction des activités de l'Union. Compte tenu des activités projetées et des risques correspondants, je peux affirmer que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à opérer à moyen terme. Nous continuerons par conséquent d'établir les états financiers de l'Union sur la base de la méthode de l'activité continue.

53 Je suis conscient de la responsabilité qui est la mienne quant à la transparence du rapport annuel du CCIG, du rapport annuel du Vérificateur extérieur des comptes et du rapport annuel d'audit interne et à leur accessibilité pour le public, une fois qu'ils auront été approuvés par le Conseil.

54 La déclaration sur le contrôle interne pour 2019 est jointe au présent Rapport de gestion financière.

Responsabilité

55 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, j'ai le plaisir de soumettre les états financiers ci-après, qui ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Je certifie que, pour autant que je sache, toutes les opérations de l'exercice ont été dûment comptabilisées dans les écritures et que ces opérations, ainsi que les états financiers et notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2019.

I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2019

II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2019

# Rapport de gestion 2019

Genève, le 30 mars 2020

Rapport de gestion de la direction de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Dans le cadre de la vérification des comptes annuels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice 2019 clos le 31 décembre 2019, nous présentons le rapport de gestion ci-après.

Nous avons établi les comptes annuels, lesquels seront soumis au Vérificateur extérieur, puis transmis au Conseil de l'UIT pour approbation. Nous sommes conscients de notre responsabilité en ce qui concerne la transparence des comptes annuels et l'accessibilité à ces comptes, la mise en place et la tenue à jour de systèmes viables pour la comptabilité et le contrôle interne, ainsi que les mesures à prendre pour éviter et déceler des erreurs graves et des cas de fraude.

1) Les comptes annuels et les notes y relatives ainsi que les informations financières associées sont conformes aux normes IPSAS, au Règlement financier et aux Règles financières et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation.

2) Toutes les opérations ont été dûment documentées. Nous avons communiqué toutes les informations pertinentes au Vérificateur extérieur de l'UIT, nous lui avons fourni ainsi qu'à ses collègues un accès aux comptes et aux pièces comptables de l'organisation ainsi qu'à la correspondance commerciale, et nous les avons informés de toute décision pouvant avoir des répercussions importantes sur les comptes annuels. Nos Vérificateurs extérieurs ont pu s'entretenir librement avec les personnes au sein de l'entité auprès desquelles il a été estimé nécessaire de recueillir des éléments probants.

3) Toutes les opérations pour l'exercice 2019 ont été comptabilisées, avec les montants qui leur ont été affectés, dans l'état de la performance financière. Tous les actifs, les passifs et les soldes de capitaux propres, avec les montants qui leur ont été affectés, ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'UIT détient juridiquement suffisamment de droits sur tous les actifs inscrits dans le bilan financier, de sorte qu'il n'existe pas d'autres actifs de l'UIT donnés en nantissement ou grevés que ceux qui sont indiqués dans l'annexe. Les relations et opérations avec les parties liées ont été dûment comptabilisées et communiquées, conformément aux exigences des normes IPSAS. Aucun autre contrat, accord de crédit, litige ou autre différend n'est susceptible de modifier sensiblement l'analyse des comptes annuels de l'UIT.

4) Tous les événements postérieurs à la date des états financiers pour lesquels les normes IPSAS requièrent un ajustement ou une information à fournir, ont fait l'objet du traitement requis.

5) Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations et les informations relatives aux justes valeurs sont, d'après nous, appropriées, traduisent notre intention et sont conformes aux principes comptables appliqués.

6) Nous confirmons qu'un système de contrôle interne de l'information financière a été mis en place quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des comptes annuels destinés à un usage externe, selon le Règlement financier et les Règles financières. Ce système inclut les politiques et les procédés appropriés qui:

• se rapportent à la tenue de registres raisonnablement détaillés qui reflètent avec précision les opérations et en donnent une image fidèle;

• fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des comptes annuels et que les recouvrements et dépenses sont effectués conformément aux autorisations de la direction, selon le Règlement financier et les Règles financières;

• fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs.

7) Nous confirmons que les risques identifiés et les recommandations formulées par l'auditeur interne, le Vérificateur extérieur et le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) sont pris en compte et que nous y donnerons suite, le cas échéant. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines est informé chaque année de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations.

8) En outre, un groupe de travail interne a été créé pour renforcer les contrôles internes du BDT (au siège et dans les bureaux régionaux/de zone), auquel participent toutes les parties prenantes concernées du BDT et des départements du Secrétariat général. Ce groupe est chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour le BDT, et l'UIT en général, et de traiter toutes les premières conclusions et les recommandations de l'Unité de l'audit interne et du vérificateur extérieur des comptes.

9) Nous sommes d'avis que l'incidence des différences non ajustées – prises séparément ou ensemble – identifiées au cours de la vérification est négligeable pour ce qui est des états financiers globaux.

10) Aucun nouveau cas de fraude ou de présomption de fraude n'a été signalé en 2019, ni pendant la vérification extérieure des comptes. À notre connaissance, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2019. Nous n'avons pas connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.

11) Nous confirmons que nous respectons le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT (paragraphe 9 de l'Article 28), selon lesquels *tout cas de fraude ou de présomption de fraude est soumis sans délai par le Secrétaire général au Vérificateur extérieur des comptes*. Nous n'avons pas non plus connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.

12) À cet égard, et en vue de limiter le risque de fraude, une nouvelle procédure de passation de marchés a été élaborée pour des types de cas spécifiques, afin de garantir un niveau de contrôle approprié, ainsi qu'une séparation des tâches entre les fonctions liées aux demandes, à l'approbation du financement et à la passation de marchés. Ces procédures ont été introduites en 2019. En outre, un manuel sur la passation de marchés a été publié en juin 2019, ce qui permet également de renforcer encore la fonction de passation de marchés à l'UIT.

13) Toutes les circonstances ayant une incidence sur les comptes qui se sont produites avant la fin des travaux de vérification extérieure ont été dûment prises en compte dans l'établissement des comptes annuels. Nous ne manquerons pas d'informer immédiatement le Vérificateur extérieur au cas où des faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence a posteriori sur les comptes annuels serait porté à notre attention d'ici à la date de la prochaine session du Conseil.

Chef du Département de la gestion Secrétaire général  
des ressources financières

# Déclaration sur le contrôle interne pour 2019

Champ de responsabilité

En qualité de Secrétaire général de l**'**Union internationale des télécommunications (UIT), j**'**agis en tant que représentant légal de l**'**Union. Je prends toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l**'**Union soient utilisées avec économie et suis responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l**'**Union, conformément aux responsabilités qui m'incombent, en application, notamment des dispositions des numéros 73*bis* et 75 (article 11) de la Constitution et des Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 des Règles financières et du Règlement financier.

Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet de réduire et gérer, et non de supprimer le risque de ne pas atteindre les buts et objectifs de l'Organisation et de ne pas mettre en œuvre les politiques correspondantes. En conséquence, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue d'efficacité. Il repose sur un processus continu visant à recenser les principaux risques, à en évaluer la nature et la portée, et à les gérer de manière efficiente, efficace et économique. La direction de l'UIT doit mettre en place une série de processus propres à contrôler les activités de l'Union, de manière à donner aux organes directeurs une assurance raisonnable que:

• les plans, les programmes, les buts et les objectifs de l'Organisation sont atteints;

• les ressources sont acquises de manière rationnelle et employées de façon rentable; des processus administratifs de qualité et leur amélioration constante sont privilégiés;

• les ressources dont dispose l'Organisation (y compris son personnel, ses systèmes, ses données et informations) sont protégées comme il convient;

• les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de la catégorie des conseillers supérieurs de la catégorie professionnelle et de la catégorie des services généraux agissent dans le respect des politiques, normes, plans et procédures de l'Organisation et de toutes les lois, règles et règlements en vigueur;

• les données et informations publiées, qu'elles soient destinées à un usage interne ou externe, sont exactes, fiables et à jour.

La gestion des risques et la gestion des contrôles internes sont des fonctions de la direction et font partie intégrante du processus global de gestion des activités. En conséquence, la direction de l'UIT doit, à tous les niveaux:

• identifier et évaluer les risques de perte éventuelle dans la sphère qui relève de sa responsabilité;

• définir et proposer des politiques, plans, normes opérationnelles, procédures, systèmes et autres lignes directrices à mettre en œuvre pour réduire au minimum, atténuer et/ou limiter les risques associés aux situations exposées qui ont été recensées;

• établir des processus concrets de contrôle amenant et incitant les employés à s'acquitter de leurs tâches et responsabilités de manière à concourir aux cinq objectifs de contrôle définis dans le paragraphe précédent;

• maintenir l'efficacité des processus de contrôle mis en place et favoriser leur amélioration.

Capacité de gérer les risques

La Direction de l'UIT s'emploie à mettre en œuvre, dans l'ensemble de l'organisation, un processus de gestion intégrée des risques (GIR) qui fait partie intégrante du système de contrôle interne de l'organisation.

a) Le système de contrôle interne repose sur l'utilisation du système SAP de gestion intégrée de l'information qui:

• reflète la structure, les activités et les flux hiérarchiques de l'Organisation;

• met en évidence la répartition des ressources budgétaires allouées à l'organisation, conformément aux textes fondamentaux de l'Union adoptés par la Conférence de plénipotentiaires;

• permet d'effectuer des contrôles intégrés aux systèmes et d'appliquer le principe des quatre yeux;

• permet de définir, de suivre et d'évaluer l'utilisation des ressources avec une comptabilité et l'établissement de rapports selon les normes IPSAS, des points réguliers sur la situation et des processus et contrôles documentés de l'approvisionnement.

b) La fiabilité des rapports financiers de l'UIT et le suivi de l'utilisation des ressources selon les objectifs stratégiques reposent sur le système de gestion intégré de l'information et une stricte maîtrise des engagements de ressources.

c) En outre, la Commission des marchés aide le Secrétaire général à garantir une utilisation efficace des ressources de l'UIT en prenant en considération l'intérêt supérieur de l'Union, et l'Unité des affaires juridiques fournit des conseils au niveau de l'organisation en ce qui concerne les lois, règles et règlements ainsi que la diffusion et la promotion des politiques de l'UIT en matière de déontologie. Dans le cadre de ses activités d'audit, l'Unité de l'audit interne fournit des assurances au Secrétaire général en ce qui concerne la gouvernance de l'organisation, la gestion des risques et l'efficacité des contrôles.

d) La gestion des risques stratégiques est intégrée dans le processus de planification stratégique en vigueur à l'UIT dans la mesure où les risques stratégiques sont identifiés et des mesures d'atténuation sont prises en conséquence. Le cadre de gestion des risques fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 (Résolution 71) qui a été approuvé par la Conférence de plénipotentiaires de 2014. Ce cadre de gestion des risques continue d'être défini plus avant grâce à l'élaboration d'une politique de gestion des risques, d'une déclaration sur la gestion des risques institutionnels et d'un registre de gestion des risques stratégiques.

e) La gestion des risques opérationnels fait aussi partie des processus de gestion opérationnels de l'UIT. La direction de l'Union, y compris les trois Bureaux et le Secrétariat général passe en revue régulièrement les risques associés à la réalisation des objectifs de chaque entité constitutive de l'organisation et prend les mesures nécessaires pour atténuer ces risques tout en mettant en place les mécanismes de contrôle des risques afin de suivre l'évolution des risques résiduels.

Examen de l'efficacité

1 Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne s'appuie sur le travail réalisé par les hauts responsables de l'UIT, qui sont tenus de définir et de faire appliquer le cadre de contrôle interne dans leurs domaines de responsabilité. J'obtiens les garanties au moyen des lettres de représentation interne signées par les principaux dirigeants et responsables de l'UIT, qui confirment que les exigences suivantes pour l'exercice 2019 ont été respectées:

• la conformité des engagements ou obligations et des charges avec les crédits budgétaires ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil ou avec les buts, règles et dispositions applicables aux fonds en question;

• l'emploi efficace, efficient et économique des ressources de l'Union;

• la régularité des opérations de réception, de garde et de déboursement de tous les fonds et autres ressources de l'Union;

• l'exactitude, l'exhaustivité et la fourniture dans les délais des données financières et autres données administratives.

2 Le cadre réglementaire de l'UIT est constitué des textes fondamentaux de l'Union, des règles et règlements, des ordres de service, des notes de service et des circulaires d'information.

3 Tous les systèmes, processus, opérations, fonctions et activités de l'UIT font l'objet d'un audit interne effectué par l'Unité de l'audit interne. Dans le cadre de ses travaux, l'Unité de l'audit interne s'emploie à se conformer aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Je m'appuie sur les travaux d'audit et d'enquête pour obtenir l'assurance que la gouvernance de l'organisation et la gestion des risques sont adéquats et que les contrôles internes sont efficaces.

4 Un ordre de service sur la Politique de lutte contre les pratiques frauduleuses et autres pratiques prohibées de l'UIT (la "Politique") qui présente les grandes lignes des stratégies et procédures adoptées par l'UIT pour prévenir et détecter des pratiques frauduleuses et autres pratiques prohibées et pour lutter contre ces pratiques a été publié le 2 mai 2019. Tout membre du personnel de l'UIT qui dispose d'informations ou d'éléments de preuve de nature à établir une présomption raisonnable de fraude, de corruption ou d'autres pratiques prohibées a le devoir de la ou les signaler et sera protégé contre les éventuelles représailles découlant de tels signalements. Cette Politique s'inscrit dans le cadre de la gestion des risques institutionnels de l'UIT et est mise en œuvre par l'adoption de mesures de prévention et de détection dans tous les processus institutionnels essentiels. Elle traduit l'engagement de l'UIT en faveur du respect des normes les plus strictes en matière d'éthique, de transparence et de responsabilité.

5 Un Ordre de service sur les lignes directrices en matière d'enquête à l'UIT contenant les procédures à suivre dans la conduite d'une enquête, y compris les mesures visant à éviter toute fuite d'informations confidentielles et à veiller à ce que des mesures soient prises rapidement aux cas de fraude a été publié le 2 mai 2019.

6 En outre, un groupe de travail interne a été créé pour renforcer les contrôles internes du BDT (au siège et dans les bureaux régionaux/de zone), auquel participent toutes les parties prenantes concernées du BDT et des départements du Secrétariat général. Ce groupe était chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour le BDT, et l'UIT en général, et de traiter toutes les premières conclusions et les recommandations de l'Unité de l'audit interne et du vérificateur extérieur des comptes.

7 Par ailleurs, je reçois les rapports du Vérificateur extérieur, qui contiennent des recommandations concernant les questions de contrôle interne. Toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur sont prises en considération et des plans d'action sont établis selon qu'il convient en vue d'éliminer tout éventuel point faible constaté, dans un souci d'amélioration constante. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (CWG-FHR) assure le suivi des mesures prises par la direction en application des recommandations du Vérificateur extérieur.

8 J'ai pris note des conclusions de l'auditeur interne relatives à la nécessité d'améliorer la gouvernance et la gestion des risques de certains des processus ayant été révisés et de rendre les contrôles plus efficaces dans les divers domaines contrôlés. Des mesures ont été prises et continueront d'être prises pour renforcer les contrôles internes et réduire les risques.

9 Je bénéficie en outre des avis du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), qui exerce des fonctions consultatives spécialisées et aide le Conseil ainsi que le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance, et notamment à assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance de l'UIT.

Faits importants survenus au cours de l'année en matière de contrôle interne

10 J'ai été informé qu'il pourrait être nécessaire de renforcer certains domaines relevant de la fonction de passation de marchés et j'ai donc sollicité les bureaux concernés afin qu'ils prennent les mesures nécessaires en vue d'améliorer les contrôles dans ces domaines.

11 Dans cette optique, de nouvelles procédures ont été élaborées pour la passation des marchés d'une valeur inférieure à 20 000 CHF, afin de garantir une séparation appropriée des tâches entre les demandes, l'approbation du financement et la fonction de passation de marchés. Ces procédures ont été introduites en 2019. En outre, un manuel sur la passation de marchés a été publié en juin 2019, ce qui permettra également de renforcer encore la fonction de passation de marchés à l'UIT.

Déclaration

12 Je m'engage à garantir une amélioration continue du système de contrôle interne. Aussi bien conçu et efficace soit-il, le contrôle interne souffre intrinsèquement de limites, compte tenu notamment de la possibilité de le contourner. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et pas une assurance absolue. En outre, la situation pouvant évoluer, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

13 La direction s'efforce de remédier aux insuffisances qui ont été constatées dans les contrôles internes pendant les activités courantes de l'UIT ou qui ont été identifiées dans les observations relatives à la supervision, essentiellement à travers la procédure de suivi mise en place l'an dernier pour la mise en œuvre des recommandations relatives au contrôle. Sur cette base, je conclus que l'Union disposait d'un système efficace de contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et jusqu'à la date de l'approbation des états financiers.

Secrétaire général de l'UIT

Genève, le 30 mars 2020

# 

# Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2019

**Union internationale des télécommunications, Genève**

Conformément à l'Article 30 du Règlement financier, les comptes et les états financiers de l'Union internationale des télécommunications ont été établis et tenus conformément aux normes IPSAS. Les états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2019 ainsi que les notes relatives à ces états financiers et les annexes pertinentes ont été examinés et sont approuvés.

Le 30 mars 2020



Chef du Département de la gestion des ressources financières

Secrétaire général

# ÉTATS FINANCIERS

Page

[I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2019 avec chiffres comparatifs   
au 31 décembre 2018 26](#_Toc41567825)

[II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 avec   
chiffres comparatifs au 31 décembre 2018 27](#_Toc41567826)

[III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 28](#_Toc41567827)

[IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 29](#_Toc41567828)

[V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour   
l'exercice 2019 30](#_Toc41567829)

[Notes relatives aux états financiers 31](#_Toc41567830)

[Note 1 Objectifs de l'Union 31](#_Toc41567831)

[Note 2 Principaux principes comptables 33](#_Toc41567832)

[Monnaies étrangères 33](#_Toc41567833)

[Instruments financiers 33](#_Toc41567834)

[Évaluation de la provision pour dépréciation des créances 35](#_Toc41567835)

[Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs 36](#_Toc41567836)

[Stocks 36](#_Toc41567837)

[Immobilisations corporelles 37](#_Toc41567838)

[Immobilisations acquises en contrats de location 38](#_Toc41567839)

[Immobilisations incorporelles 39](#_Toc41567840)

[Provisions 40](#_Toc41567841)

[Actifs et passifs éventuels 40](#_Toc41567842)

[Prestations dues aux employés 40](#_Toc41567843)

[Comptabilisation des fonds 41](#_Toc41567844)

[Fonds de réserve 42](#_Toc41567845)

[Autres fonds 43](#_Toc41567846)

[Fonds pour le nouveau bâtiment 43](#_Toc41567847)

[Fonds destinés aux activités extrabudgétaires 44](#_Toc41567848)

[Comptabilisation des produits 45](#_Toc41567849)

[Présentation de l'information sectorielle 46](#_Toc41567850)

[Comparaison budgétaire 47](#_Toc41567851)

[Note 3 Gestion de l'actif net 47](#_Toc41567852)

[Note 4 Gestion des risques financiers 47](#_Toc41567853)

[Note 5 Jugement et estimations comptables 50](#_Toc41567854)

[Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie 51](#_Toc41567855)

[Note 7 Placements 52](#_Toc41567856)

[Note 8 Créances 52](#_Toc41567857)

[Note 9 Stocks 53](#_Toc41567858)

[Note 10 Autres créances 54](#_Toc41567859)

[Note 11 Immobilisations corporelles 54](#_Toc41567860)

[Note 12 Immobilisations incorporelles 56](#_Toc41567861)

[Note 13 Biens en construction 56](#_Toc41567862)

[Note 14 Fournisseurs et autres créanciers 57](#_Toc41567863)

[Note 15 Produits différés 57](#_Toc41567864)

[Note 16 Emprunts et autres dettes financières 58](#_Toc41567865)

[Note 17 Avantages du personnel 58](#_Toc41567866)

[17.1 Avantages du personnel à court terme 58](#_Toc41567867)

[17.2 Avantages du personnel à long terme 59](#_Toc41567868)

[Note 18 Provisions 65](#_Toc41567869)

[Note 19 Autres dettes 66](#_Toc41567870)

[Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés 66](#_Toc41567871)

[Note 21 Contributions mises en recouvrement 67](#_Toc41567872)

[Note 22 Produits 67](#_Toc41567873)

[Note 23 Charges 68](#_Toc41567875)

[Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2019 71](#_Toc41567876)

[Note 25 Présence régionale 73](#_Toc41567877)

[Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs 73](#_Toc41567878)

[Note 27 Informations relatives aux parties liées 75](#_Toc41567879)

[Note 28 Engagements 75](#_Toc41567880)

[Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan 76](#_Toc41567881)

# I – État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2019 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2018

| (en milliers de CHF) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| --- | --- | --- |
| **ACTIF** |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 178 852 | 161 826 |
| Placements | 33 329 | 48 996 |
| Créances avec contrepartie directe | 6 471 | 5 407 |
| Créances sans contrepartie directe | 88 315 | 85 356 |
| Stocks | 539 | 535 |
| Autres créances | 8 213 | 8 534 |
| Charges reportées – Assurance maladie | 21 154 | – |
| **Total des actifs courants** | **336 873** | **310 653** |
|  |  |  |
| **Actifs non courants** |  |  |
| Créances sans contrepartie directe | – | – |
| Immobilisations corporelles | 92 675 | 95 625 |
| Immobilisations incorporelles | 1 886 | 2 058 |
| Biens en construction | 5 190 | 2 309 |
| Charges reportées – Assurance maladie | 20 877 | – |
| **Total des actifs non courants** | **120 628** | **99 992** |
|  |  |  |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **415 470** | **410 645** |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 8 508 | 8 905 |
| Produits différés | 135 642 | 136 273 |
| Emprunts et dettes financières | 1 493 | 1 493 |
| Avantages du personnel | 178 | 187 |
| Provisions | 727 | 6 832 |
| Autres dettes | 4 931 | 3 195 |
| Fonds de péréquation – Assurance maladie | 21 154 | – |
| **Total des passifs courants** | **172 633** | **156 887** |
|  |  |  |
| **Passifs non courants** |  |  |
| Emprunts | 43 456 | 41 699 |
| Avantages du personnel | 634 857 | 573 412 |
| Fonds de tiers affectés | 35 141 | 31 034 |
| Fonds de tiers en cours d'affectation | 3 184 | 2 790 |
| Fonds de péréquation – Assurance maladie | 20 877 | – |
| **Total des passifs non courants** | **737 514** | **648 936** |
|  |  |  |
| **TOTAL DU PASSIF** | **868 118** | **805 823** |
| **ACTIF NET** |  |  |
| Capital de l'organisation |  |  |
| Fonds de réserve avant réaffectation de l'excédent/du déficit de l'exercice | 24 906 | 26 934 |
| Fonds extrabudgétaires | 81 041 | 75 669 |
| Pertes actuarielles de l'ASHI | –278 315 | –282 427 |
| Soldes cumulés | –222 814 | –207 378 |
| Excédent/déficit de l'exercice | –57 463 | –7 976 |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** | **–452 645** | **–395 178** |

# II – État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2018

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de francs suisses) | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|  |  |  |
| PRODUITS |  |  |
|  |  |  |
| Contributions mises en recouvrement | 126 485 | 125 191 |
| Contributions volontaires | 10 456 | 7 161 |
| Autres produits d'exploitation | 39 366 | 41 930 |
| Contributions en nature | 841 | 862 |
| Produits financiers | 10 030 | 1 245 |
|  |  |  |
| Total des produits | **187 177** | **176 389** |
|  |  |  |
| CHARGES |  |  |
|  |  |  |
| Charges de personnel | 203 942 | 148 806 |
| Frais de missions | 7 767 | 6 702 |
| Services contractuels | 13 821 | 12 691 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 4 175 | 3 971 |
| Matériels et fournitures | 3 816 | 4 509 |
| Amortissements et pertes de valeurs | 4 570 | 4 497 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services | 1 619 | 1 772 |
| Autres charges | 411 | –67 |
| Charges en nature | 841 | 862 |
| Charges financières | 3 679 | 621 |
| Total des charges | **244 640** | **184 365** |
| Excédent (déficit) de la période | –57 463 | –7 976 |

# III – État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | 31.12.2018 | Excédent/ déficit 2019 | Autres ajustements | 31.12.2019 |
| **Passage aux normes IPSAS** | **–125 100** | **0** | **0** | **–125 100** |
| **Fonds de réserve** | **27 241** | **30** | **–2 336** | **24 935** |
| **Autres réserves effectuées** | **71 677** | **3 425** | **–2 900** | **72 203** |
| Économies réalisées au cours des années précédentes | 10 370 | 3 543 | –3 661 | 10 252 |
| Fonds d'investissement | 9 821 | 876 | 1 288 | 11 985 |
| Fonds pour le nouveau bâtiment | –859 | –2 677 | –1 326 | –4 862 |
| Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | 5 095 | 3 039 | 48 | 8 182 |
| Fonds pour le registre des risques | 0 | 0 | 1 425 | 1 425 |
| Fonds de bien-être du personnel | 375 |  | –26 | 348 |
| Fonds du centenaire | 212 |  | 0 | 212 |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance | 6 183 | –17 | 0 | 6 166 |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance | 278 |  | 0 | 278 |
| Fonds ASHI | 11 500 | 500 | 0 | 12 000 |
| Fonds de l'assurance maladie | 22 349 |  | –2 016 | 20 332 |
| Réserves extrabudgétaires affectées | 5 614 | –1 838 | 1 560 | 5 336 |
| Conversion de change | 740 |  | –191 | 549 |
| **Fonds relatif aux activités extrabudgétaires** | **12 423** | **918** | **–160** | **13 180** |
| Télécom | 7 950 | 847 | –235 | 8 563 |
| Autres | 4 473 | 71 | 75 | 4 618 |
| **Pertes actuarielles de l'ASHI** | **–282 427** | **0** | **4 112** | **–278 315** |
| **Déficit cumulé IPSAS (statistique)** | **–98 993** | –61 836 | **1 279** | **–159 550** |
| **Total de l'actif net** | **–395 179** | **–57 463** | **–5** | **–452 645** |

# IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|  |  |  |
| Excédent (déficit) de l'exercice | –57 463 | –7 976 |
| Mouvements non monétaires |  |  |
| Amortissements | 4 570 | 4 497 |
| Provision ASHI | 71 694 | 22 267 |
| Provisions pour rapatriement (LT) | 1 717 | 431 |
| Provisions pour avantages du personnel (CT) | 38 | 93 |
| Provisions pour congé accumulé (LT) | 817 | 321 |
| Autres provisions | –2 087 | 5 756 |
| Provisions pour créances douteuses | –6 | –11 487 |
| Dépréciations des stocks | 31 | 19 |
| Pertes/gains sur cours non réalisés | –7 926 | – |
| Intérêts reçus | –926 | –748 |
| Excédent (déficit) retraité des mouvements non monétaires | **10 457** | **13 172** |
| (Augmentation) diminution des stocks | –35 | 107 |
| (Augmentation) diminution des créances à court terme | –4 018 | 17 797 |
| (Augmentation) diminution des autres créances à court terme | –821 | –1 029 |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs | –397 | –766 |
| Augmentation (diminution) des produits différés | –631 | 1 999 |
| Augmentation (diminution) des autres dettes | 2 878 | 1 385 |
| Utilisation de provisions pour les avantages du personnel (CT) | –46 | –131 |
| Utilisation de provisions pour le rapatriement (LT) | –558 | –575 |
| Utilisation de provisions pour les congés accumulés (LT) | –188 | –119 |
| Augmentation (diminution) − Autres provisions | –4 018 | –560 |
| Augmentation (diminution) des fonds de tiers | 4 500 | 7 530 |
| Variation des fonds propres | –4 117 | 8 044 |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | **–7 452** | **33 681** |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement |  |  |
| (Augmentation)/diminution des placements | 15 667 | 33 617 |
| Intérêts reçus sur placement à court terme | 926 | 220 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations corporelles | –656 | –1 100 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations incorporelles | –792 | –353 |
| (Acquisition)/Vente de biens en construction | –2 881 | –571 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | **12 265** | **31 813** |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie des activités de financement |  |  |
| (Augmentation) diminution des investissements financés par le prêt de la FIPOI | 1 757 | 174 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | **1 757** | **174** |
|  |  |  |
| Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie | **17 026** | **26 528** |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 161 826 | 135 297 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | **178 852** | **161 826** |

# V – État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2019

**(en milliers de CHF)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétés | | | | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **124 401** |  |  | **124 401** | **126 485** | **2,084** |
| **Recouvrement des coûts** | **36 375** |  |  | **36 375** | **29 753** | **–6 622** |
| **Intérêts** | **300** |  |  | **300** | **408** | **108** |
| **Autres produits** | **100** |  |  | **100** | **1 110** | **1 010** |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | **1 095** |  |  | **1 095** | **–** | **–1 095** |
| Économies découlant de la mise en œuvre du budget | **2 469** |  |  | **2 469** | – | **–2 469** |
| Total des produits | **164 740** | **–** |  | **164 740** | **157 757** | **–6 983** |
| Charges | Montants budgétés | | | | Montants  effectifs sur  une base  comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 | 31.12.2019 |
| *Secrétariat général* | *90 935* |  | *153* | *91 088* | *84 247* | *6 841* |
| *Secteur des radiocommunications* | *31 598* |  |  | *31 598* | *28 040* | *3 558* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 631* |  | *–153* | *13 478* | *13 456* | *22* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *28 576* |  |  | *27 576* | *27 167* | *1 409* |
| *Dépenses non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *68* | *–68* |
| Total des charges | **164 740** | **–** | **–** | **164 470** | **152 979** | **11 761** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **4 778** |  |
| *ASHI* |  |  |  |  | *–71 6994* |  |
| *Capitalisation des immobilisations* |  |  |  |  | *1 653* |  |
| *Comptabilisation des stocks* |  |  |  |  | *48* |  |
| *Amortissements* |  |  |  |  | *–4 452* |  |
| *Gains et pertes de change* |  |  |  |  | *7 906* |  |
| *Remboursement du prêt de la FIPOI non considéré comme charges* |  |  |  |  | *1 493* |  |
| *Modifications et utilisation de la Provision pour créances douteuses* |  |  |  |  | *6 065* |  |
| *Ventes d'actifs* |  |  |  |  | *2* |  |
| *Autres charges* |  |  |  |  | *–26* |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Total des différences IPSAS |  |  |  |  | **–64 494** |  |
| *Excédent/déficit Fonds 1000* |  |  |  |  | *4 778* |  |
| *Baisse des réserves du fonds d'investissement* |  |  |  |  | *170* |  |
| *Différences de périmètres* |  |  |  |  | *2 083* |  |
| Excédent/Déficit tel que montré dans l'état de la performance financière |  |  |  |  | ***–57 463*** |  |

Pour plus d'informations, voir la Note 26.

# Notes relatives aux états financiers

# Note 1 Objectifs de l'Union

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](http://www.unsystem.org/fr/content/bienvenue) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois Secteurs fondamentaux: les [radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=information&link=rhome&lang=fr), la [normalisation](https://www.itu.int/fr/ITU-T/Pages/default.aspx) et le [développement](http://www.itu.int/net/ITU-D/index-fr.aspx). L'UIT reconnaît pleinement à chaque État le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations [ITU TELECOM](http://www.itu.int/ITUTELECOM/index-fr.html), a été responsable au premier chef de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](https://www.itu.int/fr/about/Pages/default.aspx).

L'UIT a son siège à Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse, et compte 193 [États Membres](https://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel8?lang=?lang=fr) et plus de 1 200 [Membres de Secteur](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=S), [Associés](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=A) et [établissements universitaires associés à ses travaux](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=U). L'UIT a quatre bureaux régionaux, huit bureaux de zone, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une unité de coordination au siège pour l'Europe.

L'objet de l'Union est le suivant:

– Maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses États Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes.

– Favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public.

– S'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète.

– Promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques.

– Harmoniser les efforts des États Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les États Membres et les Membres des Secteurs à ces fins.

– Promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

À cet effet et plus particulièrement, l'Union:

– effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

– coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

– facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

– encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

– coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

– favorise la collaboration entre les États Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

– encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

– procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

– s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;

– encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

• détermine les principes généraux de l'Union;

• adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;

• élit les membres de l'équipe de direction de l'organisation, les Membres du [Conseil](http://www.itu.int/council/index-en.html) et les Membres du [Comité du [Règlement](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=conferences&link=rrb&lang=en) des radiocommunications](https://www.itu.int/fr/ITU-R/conferences/RRB/Pages/default.aspx).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les États Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

# Note 2 Principaux principes comptables

##### Monnaies étrangères

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des États financiers.

Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière. L'UIT applique les taux de change UNORE communiqués par l'ONU, à savoir:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CHF pour | Décembre 2019 | Décembre 2018 |
|  |  |  |
| 1 Dollar EU | 0,99900 | 0,99600 |
| 1 Euro | 1,09901 | 1,13311 |
| 1 BBD (Barbade) | 0,49950 | 0,49800 |
| 1 BRL (Brésil) | 0,23434 | 0,25884 |
| 1 CLP (Chili) | 0,00123 | 0,00149 |
| 1 ETB (Éthiopie) | 0,03304 | 0,03553 |
| 1 HNL (Honduras) | 0,04055 | 0,04098 |
| 1 IDR (Indonésie) | 0,00007 | 0,00007 |
| 1 EGP (Égypte) | 0,06195 | 0,05576 |
| 1 RUB (Russie) | 0,01560 | 0,01502 |
| 1 VND (Viet Nam) | 0,00004 | 0,00004 |
| 1 XOF (Sénégal) | 0,00168 | 0,00173 |
| 1 XAF (Cameroun) | 0,00168 | 0,00173 |
| 1 THB (Thaïlande) | 0,03305 | 0,03025 |

##### Instruments financiers

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des découverts bancaires, des prêts et des emprunts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les comptes postaux, les avoirs en banques et les comptes de dépôts auprès de la Confédération suisse – Département fédéral des finances.

Placements

Les placements à terme d'une durée de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit lors de la comptabilisation initiale. Le produit des placements est comptabilisé trimestriellement sur la base du rendement effectif.

Les placements sont comptabilisés initialement lorsque l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Tous les achats et toutes les ventes de placements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur en tenant compte des éventuels coûts de transaction qui leur sont directement imputables.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'UIT a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers et les risques y relatifs.

Les placements sont présentés au bilan en actifs et passifs courants ou non-courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de l'UIT de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expirés ou ont été transférés et lorsque tous les risques et les avantages liés au droit de propriété ont été transférés.

Autres dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI

Les autres dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées au bilan en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers portant intérêt sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs pour lesquels la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

L'UIT a emprunté des capitaux auprès de la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) lors de la construction et de la rénovation des bâtiments sis à Genève. Ces emprunts étaient originellement soumis à un intérêt. Toutefois, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a supprimé le prélèvement des intérêts à partir de 1996. Ainsi, l'UIT a uniquement l'obligation de rembourser le montant principal.

Le prêt est évalué à son coût amorti selon un taux d'intérêt à long terme de 3,25% qui correspond aux intérêts liés aux prêts accordés par la FIPOI mais non versés. La différence entre la valeur nominale et le coût amorti représente une contribution en nature qui s'élevait au 31 décembre 2019 à un montant global de 14 millions CHF. L'UIT a choisi de ne pas présenter ce montant dans la catégorie "emprunts et dettes financières" dans l'état de la situation financière. Par contre, l'UIT montre dans l'état de la performance financière, des charges et des produits en tant que contribution en nature correspondant à la diminution de l'escompte entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année écoulée.

Créances et prêts

Les créances et prêts de l'UIT sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications, et les créances sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions versées à l'UIT. Les contributions mises en recouvrement sont intégrées dans le plan financier lorsque le niveau des contributions des États Membres a été fixé lors de la Conférence de plénipotentiaires pour une période de quatre ans. Ces contributions sont reconnues sur une base annuelle.

Les contributions volontaires sont initialement reconnues lorsqu'il existe un accord signé entre l'UIT et le donateur.

Les créances et les prêts sont reconnus à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur est adaptée lors de la revue des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

##### Évaluation de la provision pour dépréciation des créances

L'évaluation du besoin de constituer ou de corriger une provision pour dépréciation d'actifs est réalisée selon la nature de la créance, sur la base des catégories de créances suivantes:

1 – États Membres

Conformément à l'article 28 paragraphe 169 de la Constitution, un État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la Constitution tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes.

Sur la base de ce paragraphe, une provision pour les États Membres ayant des arriérés de plus de deux ans est constituée. L'évaluation et le suivi se font sur la base de la notification financière. Cette notification est produite tous les trimestres. Le calcul de la provision se fait sur la base de la notification du dernier trimestre de l'année. Celle-ci est produite en début de l'année suivante.

Le montant de la provision est égal à 100% de la créance impayée depuis plus de deux ans augmentée des intérêts moratoires imputés depuis le début du retard de paiement.

2 – Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires

S'agissant des Membres de Secteur et des Associés, la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires prévoit, dans le point 6 du *décide*, que, en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT, sera suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et en cas d'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement interviendra trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension.

Toutes les créances impayées y compris les intérêts moratoires de plus de deux ans sont provisionnées à 100%.

3 – Produits provenant du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite (SNF)

L'Union constitue une provision pour les factures SNF, intérêts moratoires de 6% à partir de la date d'échéance en cas de retard de paiement. Les factures ayant une date d'échéance de six mois, une provision de 100% sera constituée au 31 décembre de l'année qui suit leur émission.

4 – Publications

Les publications sont en majorité payées d'avance, sauf lorsque le client est l'administration d'un État Membre. La constitution de cette provision est identique au principe appliqué aux contributions des États Membres et Membres de Secteur.

5 – Autres débiteurs (par exemple, contributions volontaires)

Le montant de la provision est égal à 100% des créances impayées au 31 décembre de l'année qui suit l'émission des factures.

6 – ITU TELECOM

Les créances pour les évènements ITU TELECOM sont provisionnées à 100% au moment du bouclement des comptes des expositions, lorsqu'il existe une incertitude quant au paiement.

##### Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs

Lorsque l'irrécouvrabilité d'une créance est constatée (par exemple acte de défaut de bien ou abandon de créance approuvé par le Conseil), la dette est passée par pertes et profits. La provision correspondante est alors utilisée pour équilibrer le solde des comptes. Si le montant de la dépréciation diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un évènement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple, la signature d'un plan d'amortissement de la dette), la perte de valeur comptabilisée est reprise, tout ou en partie, par une dissolution de provision.

Dans le cas des États Membres et des Membres de Secteur, la provision est diminuée des versements annuels effectués dans le cadre d'un plan d'amortissement de la dette, après paiement de chaque annuité. Les intérêts moratoires sont extournés après remboursement du capital de la dette, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ce montant inclus les créances liées aux publications.

Si au cours d'un exercice ultérieur de nouvelles créances remplissent les critères de dépréciation retenus dans le paragraphe ci-dessus, une constitution de provision doit être comptabilisée au 31 décembre de l'année.

##### Stocks

Les stocks se composent des publications et souvenirs marqués du logo de l'UIT, des magasins de consommables, des matières premières pour la maintenance et des réserves de pièces détachées non affectées à la maintenance d'actifs particuliers.

Pour les biens consommables, la valeur des stocks est calculée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La même méthode est utilisée pour tous les stocks présentant une nature et un usage similaire dans l'organisation.

Les publications sont valorisées selon un coût standard basé sur un barème mis à jour annuellement. Le coût standard ne comprend pas les coûts directs de personnel, toutefois, le coût du papier est augmenté de 253%, qui représentent les coûts directs liés à la reprographie. La valeur nette réalisable représente le prix de vente estimatif diminué des coûts estimés d'achèvement, de commercialisation, de vente et de distribution des publications.

Lorsque les stocks de publications sont distribués à un coût nul ou symbolique, ceux-ci sont évalués à la valeur que l'Organisation devrait payer pour acquérir les avantages économiques ou le potentiel de service pour réaliser les objectifs de l'Organisation. Si les avantages économiques ou le potentiel de service ne peuvent être acquis sur le marché, les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Un inventaire physique annuel de tous les stocks est réalisé. À chaque date de clôture, s'il existe un quelconque indice montrant que les stocks ont pu perdre de leur valeur, ceux-ci sont dépréciés. L'évaluation des publications se fait en deux temps: tout d'abord sur la base de dommages identifiés lors de l'inventaire physique annuel et ensuite selon l'obsolescence des publications. L'organisation détermine également si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte. S'il existe un tel indice, la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement des stocks sont estimés et mises à jour.

Les publications et articles qui ne seront plus proposés à la vente ou destinés à la distribution gratuite verront leur valeur nette comptable réduite à zéro.

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Les bâtiments ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière d'ouverture IPSAS au 1er janvier 2010 à leur valeur intrinsèque sur la base de l'étude menée par un cabinet externe. La valeur des bâtiments a été comptabilisée selon l'approche par composantes. Les terrains ne sont pas pris en compte dans le calcul de la valeur intrinsèque des bâtiments. Le droit de superficie concernant les terrains mis à disposition par l'État de Genève est sans charge pour l'Union.

Les donations en nature sont valorisées à la juste valeur estimée à la date de réception des biens mobiliers. La reconnaissance des revenus liés à des donations en espèces destinées à la création ou à l'achat d'une immobilisation spécifique est étalée sur une durée égale à la dépréciation de l'immobilisation concernée à partir de la date de mise en service.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'un coût inférieur à 5 000 CHF (biens de faible valeur) sont capitalisés lors du mois de leur acquisition et entièrement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des projets menés par les activités extrabudgétaires (notamment les Projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets d'exécution nationales et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les coûts ultérieurs liés aux immobilisations sont capitalisés et amortis lorsqu'ils entraînent une augmentation du potentiel de service lié à l'utilisation de l'immobilisation et ne concernent pas des coûts de maintenance ou de réparation de l'immobilisation concernée. Ces derniers sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Les durées moyennes d'utilité retenues sont les suivantes:

|  |  |
| --- | --- |
| Catégories et sous-catégories d'actifs | Durée d'utilité estimée (en années) |
|  |  |
| Bâtiments |  |
| Structure | 100 |
| Enveloppe (toiture plate, isolation, étanchéité ...) | 60 |
| Enveloppe (façades métalliques, vitrages aluminium ...) | 50 |
| Aménagements intérieurs (faux-planchers, partitions ...) | 50 |
| Aménagements intérieurs (revêtements sols, murs et plafonds ...) | 40 |
| Équipements spéciaux | 40 |
| Installations techniques (électricité) | 50 |
| Installations techniques (sanitaires) | 40 |
| Installations techniques (chauffage, ventilation) | 30 |
| Éléments transports | 40 |
|  |  |
| Machineries et équipements | 5 |
| Mobilier & agencement | 5 |
| Véhicules | 5 |
| Matériel informatique | 3 |
|  |  |
| Licences et progiciels | 3 |

L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle. La valeur d'utilité des actifs immobilisés utilisés à des fins non commerciales correspond à la valeur actualisée du potentiel de service attendu de leur utilisation.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations de la valeur recouvrable depuis la dernière estimation. La valeur nette comptable de l'actif est augmentée, mais ne doit pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif si aucune perte de valeur n'avait été reconnue en premier lieu. La reprise est inscrite au compte de résultat.

##### Immobilisations acquises en contrats de location

Dans le cadre de ses activités, l'UIT peut utiliser des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location ont fait l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2019, les contrats de location passés par l'UIT correspondent à la définition de contrats de location simple et sont comptabilisés comme tels. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

##### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, les licences informatiques et les logiciels d'une valeur supérieure à 50 000 CHF sont comptabilisés sur la base de leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, à l'exception du bilan d'ouverture où la valeur nette a été reprise. Les licences, progiciels, patentes, et droits sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

Tous les coûts égaux ou inférieurs à 50 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception des biens et comptabilisés entièrement en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les licences, progiciels, brevets développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

– Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.

– La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.

– Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.

– Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

– Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts directement liés au produit logiciel, qui sont capitalisés en tant qu'élément de ce produit, comprennent les dépenses de personnel liées au développement du logiciel et une part appropriée des charges indirectes correspondantes.

D'autres dépenses liées au développement, qui ne satisfont pas à ces critères, sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont engagées. Les coûts de développement qui ont été comptabilisés au préalable comme des charges ne sont pas comptabilisés dans l'actif de l'exercice suivant.

Les coûts de développement de logiciels informatiques comptabilisés comme des actifs sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée (trois ans maximum).

Les coûts associés à l'entretien des progiciels informatiques sont comptabilisés comme des charges lorsqu'ils sont engagés.

##### Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les Notes.

##### Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels sont des droits et des engagements possibles qui résultent d'évènements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non-occurrence d'un ou de plusieurs évènements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total. Ces éléments sont présentés dans les Notes.

##### Prestations dues aux employés

Les prestations suivantes qui sont dues aux employés sont comptabilisées:

– Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice pendant lequel les employés ont assuré les services correspondants.

– Les prestations à long terme dues au report possible d'avantages acquis pendant l'exercice ou les exercices précédents.

– Les prestations à long terme dues après la cessation de service.

Les prestations à long terme comprennent:

– Les engagements liés à la possibilité d'accumuler des congés non pris et qui sont pris en compte pour définir la date de départ en retraite.

– Les engagements liés aux obligations de rapatriement.

– Les engagements liés au plan de pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

– Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) tels que définis par le programme ASHI des Nations Unies.

– Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

Ces deux dernières prestations répondent à la définition de régimes à prestations définies et, comme c'est le cas également pour les obligations de rapatriement, font l'objet d'études actuarielles.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'institution dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'institution assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'institution au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

L'UIT a mis en œuvre un nouveau régime d'assurance maladie appelé Convention Collective d'Assurance Maladie (CCAM). Gérée par l'UIT, cette Convention repose sur un contrat signé avec les compagnies Cigna/Vanbreda International, Cigna étant l'assureur et Cigna/Vanbreda le gestionnaire des demandes de remboursement. Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 39 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations. Une évaluation actuarielle indépendante a été commandée par l'UIT afin d'évaluer les engagements au titre de l'ASHI fin décembre. La comptabilisation des gains et pertes actuarielles de ce plan suit la méthode AERE "Autres éléments du résultat étendu" qui prescrit une comptabilisation des gains et pertes actuarielles de l'exercice à l'actif net dans l'état de la situation financière.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes relatives aux avantages du personnel.

##### Comptabilisation des fonds

*Fonds de tiers affectés*

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que revenus que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des dépenses encourues. Les projets financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. À la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des dépenses déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

– **Programme des Nations Unies pour le développement**

L'UIT a passé un Accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et peut être exécuteur exclusif ou coexécuteur avec le PNUD de divers projets. Pour les projets exécutés, soit partiellement, soit en totalité par l'UIT, le PNUD fournit à l'UIT une allocation budgétaire. De manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; et les projets exécutés par les gouvernements.

À la fin de chaque année sur la base du "Project Delivery Report" (PDR), le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues, fixées par cette allocation. Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

– **Fonds d'affectation spéciale**

Les fonds d'affectation spéciale (FAS) servent à exécuter des projets qui sont financés par des contributions réservées, par le Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) ou par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être crédités aux projets avant que les dépenses ne soient engagées. Les fonds d'affection spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des dépenses d'appui pendant l'exécution et la mise en œuvre des projets.

**– Contributions volontaires**

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

**Fonds de tiers en cours d'affectation**

Il s'agit de fonds reçus de tiers dont l'affectation n'a pas encore été finalisée et qui ne peuvent en conséquence pas encore être dépensés.

##### Fonds de réserve

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté principalement par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

a) Le solde net positif/négatif de la mise en œuvre du budget ordinaire de chaque exercice.

b) Les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil.

c) Les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Le Fonds de réserve inclut également les fonds provenant des activités pour lesquelles l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts conformément à la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). À ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts sont les suivants:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– ITU TELECOM.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

Nonobstant la disposition 4b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

a) réduire le montant de l'unité contributive;

b) équilibrer le Budget de l'Union;

c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou

d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

##### Autres fonds

Les autres fonds incluent la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, la Caisse des pensions et le Fonds ASHI.

La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvre deux fonds:

– Le Fonds de pensions.

– Le Fonds d'intervention.

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2019, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 21 pensions de retraite et de 17 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle sert de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT depuis 2014.

##### Fonds pour le nouveau bâtiment

Par sa [Décision 588](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0124/en), le Conseil, à sa session de 2016, a décidé de remplacer le bâtiment Varembé par une nouvelle construction (ci-après dénommée "Varembé-2") incluant aussi les bureaux et les installations de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant, qui sera conservé et réaménagé.

Un prêt sans intérêt à hauteur de 150 millions CHF a été accordé par la Confédération suisse pour financer ce projet. À sa session additionnelle de 2019, le Conseil a adopté sa Décision 619 par laquelle il a fixé le budget pour le nouveau bâtiment à 170 139 000 CHF (150 000 000 CHF provenant du prêt consenti par le pays hôte et 20,14 millions CHF des parrainages, des dons et des économies provenant de l'excédent enregistré en 2018) et a demandé de prévoir un fonds de réserve additionnel de 12,6 millions CHF à utiliser, au besoin, pour couvrir les coûts supplémentaires non prévus. Le Fonds pour le registre des risques a été créé à cet effet.

Le Secrétaire général a adressé une demande à la Suisse pour la première tranche du prêt concernant la première phase du projet, qui couvre le concours d'architecture, les études architecturales et les dépenses connexes pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2021. Le prêt demandé s'élève à 12 millions CHF, et le premier remboursement annuel ne sera effectué qu'après réception du bâtiment (au plus tôt en 2026). Le prêt a été octroyé par le Parlement suisse en décembre 2016 et l'UIT a signé un contrat avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour la gestion du prêt. Les fonds ont été débloqués au début de l'année 2017.

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ce projet et des politiques comptables, deux fonds ont été créés en vue d'identifier les sources de financement de ce projet de nouveau bâtiment. Ces fonds sont décrits au titre de la présentation de l'information sectorielle, ainsi que dans l'Annexe B2.

##### Fonds destinés aux activités extrabudgétaires

– **Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication**

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de recettes produits par les manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat. À la clôture de chaque exercice budgétaire, les fonds propres affectés qui figurent au bilan sont diminués du montant total des charges encourues au cours de ce même exercice. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents.

Le FDTIC enregistre également des contributions versées par des Membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

– **Fonds de roulement des expositions ITU TELECOM**

Les manifestations ITU Telecom constituent une tribune mondiale dans le cadre de laquelle les gouvernements, les grandes sociétés et les petites et moyennes entreprises (PME) s'emploient à accélérer l'innovation dans le secteur des TIC au service du développement socio-économique. Elles comprennent une exposition dans le cadre de laquelle sont présentés des services, des applications et des solutions novateurs ainsi que les possibilités d'investissement et de partenariat dans le monde entier; un sommet des hautes personnalités et un Forum de premier plan qui sont le cadre de débats au plus haut niveau sur des questions d'actualité ayant des incidences pour le secteur des TIC et permettent d'étudier en détail les évolutions en ce qui concerne les questions technologiques, politiques et réglementaires, ainsi que les modèles stratégiques et économiques dans l'économie numérique. Les manifestations ITU Telecom rassemblent également des participants de tout premier plan, notamment des chefs d'État, des ministres, des régulateurs, des cadres dirigeants et d'autres personnalités influentes.

Après la clôture des comptes de chaque manifestation ITU Telecom, l'excédent de recettes ou l'excédent de dépenses est transféré au Fonds de roulement des expositions dont le solde est inscrit dans les états financiers de l'Union. Sous réserve de l'approbation du Conseil, les fonds peuvent être transférés du Fonds de roulement des expositions au Fonds pour le développement des TIC.

– **Réserves destinées aux projets extrabudgétaires**

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

##### Comptabilisation des produits

Les états financiers sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice, les produits étant comptabilisés: au début de chaque exercice pour les contributions des Membres (budget ordinaire); ou lorsque les contributions sont confirmées (contributions volontaires) par écrit.

Les produits comprennent les contributions mises en recouvrement, les contributions volontaires et les autres produits tirés du recouvrement.

Contributions mises en recouvrement: Il s'agit principalement des contributions provenant des États Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des revenus de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les États Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et s'acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces revenus servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les autres produits tirés du recouvrement comprennent les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS‑MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

L'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN) et l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

Les demandeurs de ces prestations doivent déposer par avance sur les livres de l'Union un montant de 300 CHF par numéro. Les entités qui ne sont pas Membres du Secteur de l'UIT-T ou de l'UIT-R sont redevables d'un droit de gestion annuel de 100 CHF par numéro, à verser sur les livres de l'Union. Au fur et à mesure de l'utilisation de ces numéros, l'UIT facture ses prestations. C'est lors de l'utilisation de ces numéros que l'Union reconnait un produit dans ses livres. Les factures ainsi établies sont régularisées à travers le compte de dépôts de ces clients. Une facture relative au droit de gestion applicable à tous les membres actifs est publiée et envoyée à toutes les entités qui ne sont pas Membres de l'UIT-T ou de l'UIT-R.

Les contributions volontaires sont comptabilisées lorsqu'il existe un accord signé par les donateurs. Les contributions mises en recouvrement concernant des exercices futurs sont comptabilisées dans les produits différés. Le solde des contributions volontaires non utilisées à la date de clôture est comptabilisé dans les fonds de tiers. Les autres revenus rattachés à des exercices futurs sont comptabilisés dans les produits différés.

Les revenus des ventes de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique, sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

##### Présentation de l'information sectorielle

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2018-2019:

– Secrétariat général.

– Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.

– Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.

– Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.

– Fonds pour le nouveau bâtiment: correspond au projet de construction des nouveaux locaux du siège.

– Ancienne Caisse des pensions: regroupe le Fonds de pensions et le Fonds d'intervention.

– Les projets: il s'agit des fonds PNUD, FAS, FDTIC et contributions volontaires.

– ITU TELECOM.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des secteurs et ne sont pas gérées par les différents secteurs. En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passif aux différents secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

##### Comparaison budgétaire

Le projet de budget de l'Union pour la période 2018-2019 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2016-2019", et sur le Plan stratégique de l'Union pour 2016-2019 figurant dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les États financiers annuels. Le projet de budget de l'Union pour 2018-2019 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2019 a été approuvé par le Conseil à sa session de 2017 par l'adoption de la Résolution 1387. L'État V contient une comparaison du budget final et des montants effectifs. Le budget et les États financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'État V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'État II (État de la performance financière). La différence de périmètre représente l'intégration dans les États financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires.

# Note 3 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose des fonds propres affectés à l'organisation ou réservés à des projets ainsi que des fonds propres non affectés réservés à des projets.

Au 31 décembre 2019, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 24,93 millions CHF. L'avoir du Fonds de réserve représente 15,1% du budget 2019, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018).

# Note 4 Gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette Note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

Juste valeur

Ci-dessous figure une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Actifs financiers | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 178 852 | 161 826 | 178 852 | 161 826 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 33 329 | 48 996 | 33 329 | 48 996 |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie  directe ‒ courant | 6 471 | 5 407 | 6 471 | 5 407 |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie  directe – courant | 88 315 | 85 356 | 88 315 | 85 356 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Passifs financiers | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| Emprunts | 44 949 | 43 193 | 44 949 | 43 193 |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 4 772 | 4 660 | 4 772 | 4 660 |

La juste valeur des actifs et des passifs financiers correspond à la valeur à laquelle ces instruments pourraient s'échanger dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur:

– La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à court terme, les créances provenant d'opérations avec contrepartie directe, les autres créances, les dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe et les autres dettes, sont approximativement équivalents à leur valeur comptable, essentiellement en raison de leur échéance à court terme.

– Les créances à court terme et à long terme sont évaluées comme indiqué dans la Note 2.

– Les emprunts sont évalués comme indiqué dans la Note 2.

Hiérarchie de juste valeur

L'UIT utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et faire connaître la juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation.

Niveau 1: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3: Techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée, mais qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 décembre 2019, tous les placements sont des dépôts bancaires ou des investissements bancaires à court terme, et sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des investissements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Investissements | 33 329 | 48 996 |
| Créances | 103 000 | 97 746 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 178 852 | 161 826 |
| Exposition maximale au risque de crédit | 315 181 | 310 119 |

b) Qualité de crédit

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit.

Des mesures, telles que l'envoi trimestriel d'un relevé de compte et la suspension de la participation aux travaux de l'UIT, ont été instaurées pour s'assurer que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés règlent leurs arriérés. En outre, la possibilité de perdre le droit de vote a été instaurée pour inciter les États Membres à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. À cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

c) Risque de taux d'intérêt

L'UIT est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait de ses placements à court terme. En 2015, à la suite de l'introduction par les institutions financières de taux d'intérêt négatifs pour les fonds en caisse, l'UIT a revu avec soin sa politique pour éviter d'impacter sa trésorerie et les équivalents de trésorerie. Depuis, l'Union a réussi à garantir tous les fonds, malgré la nécessité d'assurer un suivi attentif au jour le jour.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de liquidités suffisantes pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le risque de liquidité peut être considéré comme négligeable, étant donné qu'en vertu de l'Article 17 du Règlement financier, le Gouvernement de la Confédération suisse met, selon des conditions à fixer, des avances de fonds à la disposition de l'Union, afin de lui permettre de répondre à ses besoins temporaires de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

e) Risque de change

L'UIT perçoit les contributions des États Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en CHF, et les contributions extrabudgétaires dans des devises autres que le CHF. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises nécessaires sur les comptes bancaires appropriés.

Il y a lieu de noter que le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars EU à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars EU alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, et que le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution et converties en CHF à des fins de présentation.

Le 1er janvier 2020, l'UIT a intégré l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS). Bien que les cotisations mensuelles soient versées en francs suisses, ce qui protège l'UIT contre les risques de change, l'Union doit contribuer au fonds de garantie, ainsi qu'aux coûts administratifs (voir la note 17). Cette participation, répartie en un premier versement 2020 et 13 versements jusqu'en 2032, ainsi que les coûts administratifs sont définis par contrat en dollars EU et, par conséquent, l'Union est exposée à des gains ou à des pertes de change liés au versement annuel en dollars EU. Il est à noter que certaines contributions des membres de l'Union sont reçues en dollars EU, ce qui permet d'atténuer le risque de change, en particulier pour les charges en dollars EU.

f) Risque de marché

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2019 est la suivante:

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Taux d'intérêt moyen pondéré | 1 année ou moins | < 10 ans | > 10 ans | Total |
| Actifs financiers |  |  |  |  |  |
| Placements |  | 33 329 |  |  | 33 329 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |  | 178 852 | 0 | 0 | 178 852 |
| **Total des actifs financiers** |  | 212 181 | 0 | 0 | 212 181 |
| **Passifs financiers** |  |  | 0 | 0 |  |
| Emprunts | 0% | 1 493 | 14 015 | 29 441 | 44 949 |
| **Total des passifs financiers** |  | 1 493 | 14 015 | 29 441 | 44 949 |

# Note 5 Jugement et estimations comptables

La préparation des États financiers selon les normes IPSAS implique le recours à des estimations et/ou à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des États financiers sont:

• Les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI.

• Les durées d'utilité des immobilisations et leur perte éventuelle de valeur.

• Les provisions sur les créances.

• Les probabilités de vente des publications en stock.

• Les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite.

# Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
|  |  |  |
| Caisses en CHF | 14 | 17 |
| Caisses en devises étrangères | 107 | 72 |
| Comptes postaux en CHF | 842 | 843 |
| Comptes courants bancaires en CHF | 27 607 | 25 695 |
| Comptes courants bancaires en devises | 23 211 | 25 444 |
| Comptes à vue en CHF | 127 070 | 109 754 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 178 852 | 161 826 |

Les liquidités sont déposées sur des comptes bancaires et postaux rémunérés aux taux du marché. La juste valeur de ces dépôts est équivalente à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2019, l'UIT ne disposait pas de ligne de crédit. Les liquidités disponibles sont soumises aux restrictions suivantes:

– Les comptes à vue en faveur des pensionnés des fonds de l'UIT qui fonctionnent en caisses fermées depuis l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS), à hauteur de 6,4 millions CHF. Le solde des comptes à vue s'élève à 120,6 millions CHF. Compte tenu de l'application de taux d'intérêts négatifs sur les marchés financiers, ces montants ne peuvent être investis dans des dépôts à court terme. Ils sont donc déposés sur des comptes courants chez des partenaires avec lesquels l'UIT a pu négocier des plafonds d'exonération.

# Note 7 Placements

Les placements à terme sont rémunérés aux taux du marché et rangés dans la catégorie des instruments financiers à la juste valeur par résultat. La juste valeur des dépôts en espèces est équivalente à leur valeur comptable.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Placements à terme | 33 329 | 48 996 |
| **Placements** | **33 329** | **48 996** |

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci-après:

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers selon la devise | 31.12.2019 | | | 31.12.2018 | | |
|  | CHF | USD | EUR | CHF | USD | EUR |
| Échéance |  |  |  |  |  |  |
| 0-3 mois | 10 000 | 19 012 | – | 10 000 | 12 312 | – |
| 4-6 mois |  | 4 000 |  |  | 18 500 |  |
| 7-9 mois |  |  |  |  | 8 000 |  |
| au-delà de 9 mois |  |  |  | 10 000 | 12 312 |  |
| Placements | 10 000 | 23 012 | – | 10 000 | 38 812 | – |

Il a été possible d'effectuer un dépôt en francs suisses auprès de la Banque nationale suisse, qui accorde aux organisations internationales une exonération d'intérêts négatifs sur un montant minimum de 10 millions CHF.

# Note 8 Créances

Les créances représentent les produits non encore encaissés que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT au titre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite ou de factures diverses. Les sommes dues sur les contributions portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'UIT. Cet intérêt est fixé au taux de 3% par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% par an à partir du début du septième mois.

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent des créances liées aux plans d'amortissement de la dette de certains membres qui se sont engagés à rembourser cette dette dans le cadre d'un accord couvrant plusieurs exercices.

Les autres créances représentent les produits non encaissés pour les services liés à ITU TELECOM et les contributions volontaires.

Il convient de souligner que depuis la mise en place des normes IPSAS, une provision de 100% a été comptabilisée pour l'ensemble des arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés.

Après le paiement de créances pour un montant de 3,2 millions CHF pour lesquelles une provision avait été constituée ces dernières années, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement a été comptabilisé, d'un montant de 2,7 millions CHF pour le budget ordinaire et d'un montant de 61 600 CHF pour Telecom World 2019 en ce qui concerne les créances douteuses.

Les principaux indicateurs démontrent que la situation financière immédiate de l'Union est saine, malgré un niveau de créances à recouvrer pour des retards de paiement de 12 mois ou plus (arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés) s'élevant à 39,8 millions CHF au 31 décembre 2019 (contre 39,7 millions CHF au 31 décembre 2018).

La situation des arriérés dans le budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2019 est donnée dans l'Annexe C du présent document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Créances courantes avec contrepartie | 7 518 | 7 288 |
| Provision pour pertes sur créances courantes avec contrepartie | –1 046 | –1 881 |
| Créances courantes avec contrepartie – valeur nette | 6 471 | 5 407 |
| Créances courantes sans contrepartie | 125 881 | 109 812 |
| Provision pour pertes sur créances courantes sans contrepartie | –37 566 | –24 456 |
| Créances courantes sans contrepartie – valeur nette | 88 315 | 85 356 |
| Créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Provision pour pertes sur créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Créances non courantes avec contrepartie – valeur nette | **–** | **–** |
| Créances non courantes sans contrepartie | 4 325 | 16 606 |
| Provision pour pertes sur créances non courantes sans contrepartie | –4 325 | –16 606 |
| Créances non courantes sans contrepartie – valeur nette | **–** | **–** |

# Note 9 Stocks

Les publications incluent les publications destinées à la vente et les publications diffusées gratuitement. Les fournitures comprennent le papier destiné à l'impression des publications et des documents de l'UIT, l'économat ainsi que divers consommables.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Publications – valeur brute | 355 | 334 |
| Dépréciation | –237 | –203 |
| **Publications – valeur nette** | 117 | 131 |
| Souvenirs – valeur brute | 133 | 139 |
| Dépréciation | –85 | –88 |
| **Souvenirs – valeur nette** | 48 | 51 |
| Fournitures – valeur brute | 373 | 353 |
| Dépréciation | 0 | 0 |
| **Fournitures – valeur nette** | 373 | 353 |
| Stocks – valeur nette | **539** | **535** |

# Note 10 Autres créances

| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| --- | --- | --- |
| Avances au personnel | 1 784 | 1 762 |
| Compte courant PNUD | 486 | 428 |
| Yougoslavie | 1 189 | 1 189 |
| Provision sur créance Yougoslavie | –1 189 | –1 189 |
| Retenue à la source | 2 152 | 1 872 |
| Pensions | 220 | 236 |
| Intérêts courus | 1 894 | 356 |
| Actifs transitoires | 1 678 | 3 900 |
|  |  |  |
| Autres créances | 8 213 | 8 534 |

Le compte Avances au personnel comprenait principalement le versement de 97% des frais d'étude des enfants de fonctionnaires.

Les impôts à la source comprennent les impôts anticipés remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le solde à récupérer auprès de cette administration atteint 2,15 millions CHF à la fin de l'exercice 2019.

La dette de l'ex-République fédérale de Yougoslavie a été provisionnée à 100%. Les montants dus n'ont pas été régularisés à ce jour. L'Union est en attente d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant le traitement de cette dette.

Les actifs transitoires représentaient principalement les charges payées à l'avance concernant le budget 2019.

# Note 11 Immobilisations corporelles

Les bâtiments de l'UIT se composent:

– de la Tour, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève;

– de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

La valeur de ces bâtiments a fait l'objet d'une estimation indépendante, réalisée par un cabinet externe dans le cadre de la préparation des premiers états financiers établis selon les normes IPSAS, en 2010. Elle correspond à la valeur estimée des bâtiments au moment de leur achèvement à laquelle s'ajoute la valeur estimée des travaux de rénovation et de réfection effectués depuis que les bâtiments sont occupés, déduction faite du montant cumulé des amortissements.

Les variations de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, y compris les actifs de faible valeur, durant l'exercice 2019 sont expliquées ci-dessous.

Au 31 décembre 2019, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette.

Il convient de noter que, petit à petit, de plus en plus d'équipements sont de type mobile et qu'il est fréquent que les fonctionnaires travaillent à distance. Le suivi de ces équipements nécessite des ressources humaines et du temps et n'a donc pas pu être effectué dans le délai imparti.

| Catégories d'actifs | Bâtiments | Mach. & équip. | Mobilier & agenc. | Matériel inform. | Véhicules | Actifs de faible valeur | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût au 1er janvier** | **124 877** | **2 073** | **1 683** | **8 542** | **259** | **15 084** | **152 518** |
| Adjonctions | 77 | 14 | 24 | 457 | 37 | **977** | **1 585** |
| Dons |  |  |  |  |  |  |  |
| Cessions |  | –41 |  | –18 |  | –586 | –645 |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  | – | – |
| Reclassements et corrections | 47 |  |  |  |  | 14 | 61 |
| Réévaluations |  |  |  |  |  |  | – |
| **Coût au 31 décembre** | **125 000** | **2 046** | **1 707** | **8 981** | **296** | **15 488** | **153 518** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **30 219** | **2 029** | **1 604** | **7 746** | **212** | **15 084** | **56 893** |
| Imputés au cours de l'année | 3 067 | 17 | 26 | 478 | 17 | **990** | **4 595** |
| Cessions |  | –41 |  | –18 |  | –586 | **–645** |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  |  | **–** |
| Reclassements et corrections |  |  |  |  |  |  | **–** |
| Réévaluations |  |  |  |  |  |  | **–** |
| **Amortissement au 31 décembre** | **33 286** | **2 005** | **1 631** | **8 205** | **229** | **15 488** | **60 843** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **94 657** | **44** | **79** | **797** | **48** | **–** | **95 624** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **91 714** | **41** | **76** | **776** | **67** |  | **92 675** |

# 

# Note 12 Immobilisations incorporelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie d'actifs | Développements internes | Logiciels | Logiciels – Actif de faible valeur | Total |
|  | **2019** | **2019** | **2019** |  |
| **Coût au 1er janvier** | **2 860** | **6 457** | **659** | **9 975** |
| Adjonctions | 471 | 301 | 208 | 980 |
| Dons |  |  |  | – |
| Cessions |  | –11 | –151 | –162 |
| Pertes de valeur |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections | 21 |  | 2 | 23 |
| Réévaluations |  |  |  | – |
| **Coût au 31 décembre** | **3 351** | **6 746** | **718** | **10 815** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **1 688** | **5 570** | **659** | **7 917** |
| Imputés au cours de l'année | 507 | 450 | 210 | 1 167 |
| Cessions |  | –4 | –151 | –155 |
| Pertes de valeur |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  |  | – |
| Réévaluations |  |  |  | – |
| **Amortissement au 31 décembre** | **2 195** | **6 016** | **718** | **8 929** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **1 172** | **886** | **–** | **2 058** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **1 156** | **730** | **–0** | **1 886** |

Conformément à la norme IPSAS 31, des développements internes liés à l'amélioration des services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'Union, ont été capitalisés. Les logiciels capitalisés sont les logiciels et les mises à jour standards utilisés dans le cadre des activités opérationnelles de l'Union.

# Note 13 Biens en construction

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'actifs | Nouveau bâtiment | Autres biens en construction | Total |
| Coût au 1er janvier | 1 326 | 983 | 2 309 |
| Adjonctions | 2 671 | 293 | 2 965 |
| Dons |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections | –49 | –34 | (83) |
| Réévaluations |  |  | – |
| Coût au 31 décembre | 3 948 | 1 242 | 5 190 |
| Amortissement au 1er janvier |  | – | – |
| Imputés au cours de l'année |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  | – |
| Réévaluations |  |  | – |
| Amortissement au 31 décembre | – | – | – |
| Valeur comptable nette au 1er janvier | 1 326 | 983 | 2 309 |
| Valeur comptable nette au 31 décembre | 3 948 | 1 242 | 5 190 |

Il a été décidé de publier séparément les biens en construction en prévision du projet concernant le nouveau bâtiment, de façon à permettre le suivi transparent du projet pendant la phase de construction.

# Note 14 Fournisseurs et autres créanciers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Fournisseurs | 4 772 | 4 660 |
| Dépôts reçus | 3 042 | 3 173 |
| Acomptes reçus | 694 | 1 072 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 8 508 | 8 905 |

Le montant des fournisseurs porte essentiellement sur les factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les factures IOV en attente de régularisation avec le PNUD.

Des dépôts ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats ou factures relatives à des publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des futures factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications.

Les acomptes correspondent aux avances que les pays hôtes ont versées à l'Union pour l'organisation de manifestations comme l'AR-19, la CMR-19 et le GSR-19. Après la clôture des comptes de la manifestation, le solde est remboursé aux pays hôtes conformément aux accords signés.

# Note 15 Produits différés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Contributions – États Membres | 109 661 | 109 551 |
| Contributions – Membres de Secteur | 14 166 | 14 049 |
| Contributions – Associés | 2 123 | 1 925 |
| Contributions – Établissements universitaires | 381 | 376 |
| Publications et divers | – | – |
| Fiche de notification des réseaux à satellite | 3 097 | 5 614 |
| Autres | 5 000 | 2 000 |
| Contributions extrabudgétaires | 1 263 | 4 759 |
| Produits différés | 135 642 | 136 273 |

En 2019, les produits différés pour les contributions représentaient les produits associés aux contributions pour l'année 2020. Les produits différés pour les fiches de notification de réseaux à satellite concernent des demandes établies à la fin de 2019, pour publication en 2020. Les autres produits différés concernent des accords de parrainage pour le nouveau bâtiment pour lesquels la facture a été émise mais le paiement n'a pas encore eu lieu.

# Note 16 Emprunts et autres dettes financières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Échéance | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Montants initialement empruntés auprès de la FIPOI |  |  |  |
|  |  |  |  |
| 2 634 780 CHF – dès 1990 | 2020 | 102 | 204 |
| 19 627 590 CHF – dès 1990 | 2039 | 8 856 | 9 299 |
| 45 427 250 CHF – dès 2002 | 2051 | 29 074 | 29 982 |
| 2 000 000 CHF – dès 2002 | 2051 | 1 280 | 1 320 |
| Projet de nouveau bâtiment | – | 5 637 | 2 387 |
| Emprunts |  | **44 949** | **43 193** |
| Dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
| Dont part à long terme |  | 43 456 | 41 699 |
| Emprunts |  | **44 949** | **43 193** |
| Emprunts – dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
| Emprunts – courant |  | **1 493** | **1 493** |
| Emprunts – dont part à long terme |  | 43 456 | 41 699 |
| Emprunts – non courant |  | **43 456** | **41 699** |

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT débutera après réception du nouveau bâtiment seulement, au plus tôt début 2026.

La valeur actualisée des emprunts au 31 décembre 2019 est de 25,2 millions CHF, contre 25,8 millions CHF au 31 décembre 2018. Le différentiel avec la valeur brute représente la valeur actualisée du total des intérêts non versés jusqu'à la fin de la durée de l'emprunt.

# Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.

## 17.1 Avantages du personnel à court terme

Chiffres au 31.12.2019

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – court terme | | |
| En milliers de CHF | Heures supplémentaires | Congés accumulés | Total avantages du personnel − court terme |
| Solde d'ouverture | **39** | **148** | **187** |
| Augmentation | 46 | 132 | 178 |
| Utilisé en cours d'exercice | –39 | –7 | –46 |
| Débloqué | – | –58 | –58 |
| Transfert | – | –84 | –84 |
| Gains de change non réalisés | – | – | – |
| Solde de clôture | **46** | **132** | **178** |

Les heures supplémentaires sont calculées suivant les modalités établies dans les Statut et Règlement du personnel, sur la base des conditions et pratiques locales des organisations locales appliquant le régime commun des Nations Unies.

Les congés accumulés sont les congés accumulés pendant l'exercice.

## 17.2 Avantages du personnel à long terme

Chiffres au 31.12.2019

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – long terme | | | | |
| En milliers de CHF | ASHI | Pensions | Prime d'installation/de rapatriement | Congés accumulés | Total avantages du personnel – long terme |
| Solde d'ouverture | **522 240** | **54** | **12 341** | **8 777** | **573 412** |
| Augmentation | – | – | 1 717 | 766 | 62 139 |
| Utilisé en cours d'exercice | 59 656 | – | –558 | –187 | –745 |
| Débloqué | – | – |  | –33 | –33 |
| Transfert à court terme | – | – | – | 84 | 84 |
| Gains de change non réalisés | – | – | – | – | – |
| Solde de clôture | **611 896** | **54** | **13 500** | **9 407** | **634 857** |

Les avantages à long terme concernent les prestations après la cessation de service qui correspondent au plan ASHI (assurance maladie après la cessation de service), les primes de rapatriement, les congés accumulés et les engagements concernant les anciens régimes de pension et d'assurance maladie pour certains anciens employés de l'UIT.

### *17.2.1 Évaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2020 et a établi à 611,89 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations en cas de maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2019. L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données fournies par l'UIT.

### *17.2.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2019 et de la contribution de l'exercice 2019, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2019 sont décrites ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Taux d'actualisation | 0,60% pour 2019 et 1,20% pour 2018. |
| Hausse des coûts médicaux | 3,00% pour 2019 avec une diminution de 0,30% par an pour atteindre 3,10%. |
| Rendement comptable escompté des actifs | Sans objet pour 2018. |
| Augmentation des traitements | 3% par rapport au barème des traitements statique de la CCPPNU |
| Augmentation des retraites | 2,50% pour 2019 et 2018 |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2018 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2019 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2019, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75 et 80 ans, à respectivement 3 487 CHF, 4 365 CHF, 6 871 CHF, 8 641 CHF, 10 889 CHF, 13 743 CHF. |
| Dépenses d'administration | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 153 CHF par personne. |
| Mortalité | Le taux de mortalité est basé sur les dernières tables de mortalité des Nations Unies ventilées par sexe (février 2020) sans amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie pour les fonctionnaires en service et les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, et avec une amélioration statique liée à l'augmentation de l'espérance de vie jusqu'en 2039 pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs. L'année de référence est 2017, et une échelle d'amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie est appliquée jusqu'à l'année 2039 pour le personnel actuellement en service et en bonne santé. |
| Valorisation des actifs | L'UIT n'avait plus d'actif sous le Fonds de garantie au 31 décembre 2019. |
| Taux d'invalidité | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies communiquées en février 2020. |
| Taux de conversion des droits à prestation | Varient selon l'âge et le nombre d'années de service, les demandes de conversion étant plus fréquentes la première année. |
| Rotation du personnel | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge et le sexe. |
| Taux de retraite | Pour tous les fonctionnaires, les taux de retraite sont équivalents aux taux définis dans le message du Groupe spécial des Nations Unies de février 2020. Les taux varient selon l'âge, le nombre d'années d'affiliation et la catégorie de poste. |
| Participation | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être couvert par l'ASHI. |
| Couverture des conjoints | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui choisira d'être couvert par l'ASHI. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint. |
| Méthode actuarielle | Méthode des unités de crédit projetées avec prorata en fonction du nombre d'années de service. La période d'attribution commence à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles. |
| Approche OCI | Tous les gains et toutes les pertes sont comptabilisés intégralement pendant l'année même au cours de laquelle ils surviennent, mais en dehors du compte de résultat, dans le cadre de l'état du résultat global (SoCI). |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CCAM) pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations et analyses supplémentaires concernant les passifs découlant des indemnités dues aux employés ainsi que la valorisation des actifs détenus par la Caisse d'assurance sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2019.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2019 et 2018 dans  l'état de la situation financière | En milliers de CHF 31.12.2019 | En milliers de CHF 31.12.2018 |
| Solde au 31 décembre 2019-2018 | *552 240* | *617 250* |
| Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière | *78 357* | *28 548* |
| Pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *–12 038* | *–87 277* |
| Contributions de l'exercice | *–6 663* | *–6 281* |
| Pertes/(gains) de change non réalisés | *0* | *0* |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2019-2018 | *611 896* | *552 240* |

Les engagements liés à l'ASHI s'établissaient, au 31 décembre 2019, à 611,89 millions CHF. Cette augmentation considérable par rapport au chiffre de 2018 (552 240 CHF) s'explique par la baisse importante du taux d'actualisation, qui est passé de 1,2% en 2018 à 0,6% en 2019. Le taux d'actualisation utilisé pour cette évaluation a été établi à l'aide des courbes de rendement des obligations des sociétés AA au 31 décembre 2019.

Suite à une demande des vérificateurs extérieurs des comptes et à titre d'information, l'évaluation utilisant la courbe de rendement des obligations d'État suisse Aon a été demandée. Le taux d'actualisation avec ces obligations d'État serait de 0,2% et entraînerait une hausse des engagements liés à l'ASHI de 120 millions CHF environ.

La perte actuarielle due à l'évolution des estimations actuarielles est comptabilisée à l'actif net selon la méthode OCI.

Le tableau ci-dessous montre le montant net de l'obligation à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Analyse des pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *En milliers de CHF* | |
|  | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Obligation due à des changements d'hypothèses | –12 038 | –98 029 |
| Obligation due à l'expérience acquise pendant l'exercice | – | 10 752 |
| Variation pendant l'exercice | –12 038 | –87 277 |
| Montant cumulé comptabilisé à l'actif net au 31 décembre | 270 389 | 282 427 |

Le tableau ci-dessous présente une analyse des charges et produits enregistrés au compte de pertes et profits à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montants comptabilisés dans l'état de la performance financière | ***En milliers de CHF*** | |
|  | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Mise à jour des engagements et montant des contributions de l'exercice |  |  |
| Coût des prestations au titre des services rendus | 21 759 | 23 025 |
| Coûts des prestations au titre des services rendus dans le passé | 50 029 |  |
| Charge financière | 6 569 | 5 523 |
| Rendement attendu des actifs liés au plan ASHI | 0 | 0 |
| Total | 78 357 | 28 548 |

Sur la base d'une recommandation du Comité de la Convention Collective Assurance Maladie (CCAM) préconisant de quitter Cigna pour rejoindre l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS), le Secrétaire général a pris la décision d'intégrer l'UNSMIS à compter du 1er janvier 2020. Cette mutuelle regroupe plusieurs organisations et institutions spécialisées des Nations Unies basées à Genève et comprend le personnel de l'Office des Nations Unies, du HCR et de l'OMM. Dans un souci de commodité, veuillez consulter le Document C20/46 qui contient le rapport annuel sur l'ASHI. Il a été tenu compte de ce nouveau régime d'assurance maladie pour l'évaluation de l'ASHI pour 2019, ce qui a entraîné une réévaluation du coût des prestations au titre des services rendus.

Pour pouvoir rejoindre le régime d'assurance maladie UNSMIS en janvier 2020, l'UIT a dû verser une contribution au fonds de réserve de ce régime à des fins d'égalisation. Cette contribution, d'un montant de 19,53 millions USD, a été versée à partir du fonds de garantie de la CCAM début 2020.

En outre, une contribution extraordinaire sera versée au fonds de réserve chaque année pendant 13 ans, à partir de 2020. Cette contribution supplémentaire vise à compenser l'incidence de l'admission de l'ensemble des personnes assurées de l'UIT au régime d'assurance maladie et représente un montant total de 22,53 millions USD répartis sur 13 ans.

### *17.2.3 Plan ASHI, estimations des coûts pour l'exercice 2019*

Une augmentation de 1% du taux d'évolution des soins de santé entraînerait une hausse sur les coûts et intérêts de 11,885 millions CHF et un impact sur l'obligation au titre des prestations définies de 167,696 millions CHF. Une diminution de 1% entrainerait un recul de 8,454 millions CHF des coûts et intérêts et de 127,906 millions CHF de l'obligation au titre des prestations définies.

### *17.2.4 Rapatriement*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie, le traitement de base et les éventuelles indemnités linguistiques ont été prises en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2019. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'actualisation de 0,6% (1,2% en 2018) et un taux d'augmentation des traitements de 3% (3,5% en 2018). Pour l'évaluation de 2019, les hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle concernant la prime de rapatriement ont été alignées sur les hypothèses concernant l'ASHI.

### *17.2.5 Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans les Statut et Règlement du personnel. En décembre 2019, la provision se chiffrait à 13,33 millions CHF contre 12,16 millions CHF en 2018. La hausse de cette provision pourrait s'expliquer par la baisse du taux d'actualisation, qui est passé de 1,2% à 0,6%, mais aussi par l'annulation de la réduction du traitement des fonctionnaires de la catégorie professionnelle (6% en moyenne) en application de la Décision 4137 du Tribunal administratif de l'OIT.

Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

### *17.2.6 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies*

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la "Caisse"), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant à la Caisse. L'UIT et la Caisse, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UIT dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'UIT assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'UIT à la Caisse pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements n'interviennent que si et dans le cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

L'évaluation actuarielle de la Caisse la plus récente a été arrêtée au 31 décembre 2017 et l'évaluation au 31 décembre 2019 est en cours. La Caisse a utilisé les données relatives à la participation au 31 décembre 2017 plutôt que celles au 31 décembre 2018 pour établir les états financiers de 2018.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 a eu pour résultat un taux de couverture des passifs par les actifs de 139,2%, dans l'hypothèse d'aucun ajustement futur des pensions. Ce taux était de 102,7% en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse des pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2017 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre du plan. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

Si l'Article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle, soit au cours de l'opération en cours soit en raison de la fin de la Caisse, les paiements exigés de chaque organisation membre pour couvrir le déficit seraient définis en fonction de la part des cotisations de ces organisations par rapport aux cotisations totales versées à la CCPPNU au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse au cours des trois dernières années (2016, 2017 et 2018) s'élève à 7 131,56 millions USD, auquel l'UIT a contribué à hauteur de 0,35%.

Au cours de l'année 2019, les contributions versées à la Caisse se sont élevées à 25,1 millions USD (contre 23,7 millions USD en 2018). Le montant des cotisations dues en 2020 devrait être d'environ 25 millions USD.

L'affiliation à la Caisse peut être résiliée sur décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation devra être versée à l'ancienne organisation membre, au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient affiliés à la Caisse à cette date, conformément à un accord conclu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est défini par le Comité mixte de la CCPPNU à partir d'une évaluation actuarielle des actifs et des passifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation; l'établissement de ce montant ne tient pas compte des actifs en excès par rapport au passif.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](https://www.unjspf.org/fr/).

Les chiffres ci-dessous sont tirés des dossiers et de la comptabilité de l'Union.

État au 31 décembre 2019

Nombre d'affiliés au 31 décembre 2019

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d'affiliés au 31.12.2018 | Nouveaux affiliés | Mutations | | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2019 |
| À l'UIT | À une autre organisation |
| 695 | 47 | 0 | 1 | 26 | 715 |

Nombre de prestations servies au cours de l'exercice financier   
se terminant au 31 décembre 2019

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions de réversion | Pensions d'enfant | Autres prestations |  | |
| Rentes différées | TOTAL |
| 817 | 37 | 203 | 66 | 0 | 107 | 1 230 |

Récapitulation des contributions versées à la Caisse pour la période   
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019

**Dollars des États-Unis**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nature des contributions | Contributions normales | Contributions  pour validation  de service | Contributions volontaires | Total |
| Contributions des participants | 8 332 114 | 15 185 | 98 158 | 8 445 458 |
| Contributions de l'Union | 16 664 229 | 30 370 |  | 16 694 599 |
| **Total** | **24 996 343** | **45 555** | **98 158** | **25 140 056** |

Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel et son affiliation à ces caisses, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance-maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT aux Caisses susmentionnées. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2019, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2019, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 54 000 CHF, reste inchangée.

# Note 18 Provisions

Les provisions pour risques et charges se composent de la provision pour litiges qui représente l'évaluation à la date de clôture des obligations futures liées à un évènement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal.

La provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander au titre de la gratuité de leur demande de publication au cours d'une année. Cette provision a été entièrement utilisée au cours de l'exercice.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Provisions | | |
| En milliers de CHF | SNF | Litiges | TOTAL |
| **Solde d'ouverture** | **604** | **6 228** | **6 832** |
| Augmentation | 545 | 29 | 573 |
| Utilisé en cours d'exercice | –162 | –3 857 | –4 018 |
| Débloqué | –443 | –2 218 | –2 661 |
| Mutation |  |  |  |
| Gains de change non réalisés |  |  |  |
| **Solde de clôture** | **545** | **182** | **727** |

# Note 19 Autres dettes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Passifs transitoires | 4 156 | 2 511 |
| Divers personnel | 754 | 651 |
| Biens/factures reçues | 21 | 21 |
| PNUD | – | 12 |
| **Autres dettes** | **4 931** | **3 195** |

# Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés

Conformément à la norme IPSAS 23, le solde des fonds à la date de clôture représente les financements qui ont été reçus et n'ont pas encore été dépensés. Des soldes sont présentés dans la ligne de bilan correspondante et les mouvements de ces fonds sont illustrés dans le tableau ci‑dessous en précisant si ces financements sont affectés ou non à un projet financé par des fonds de tiers ou par l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | **Fonds de tiers affecté** | **Fonds de tiers  en attente d'affectation** | **Total fonds  de tiers** | **Fonds propres affectés à des projets extrabudgétaires** |
| **Solde au 31.12.2018** | 31 034 | 2 790 | **33 824** | **5 614** |
| Augmentation | 13 139 | 1 125 | **14 264** | 1 510 |
| Diminution | –9 033 | –731 | **–9 764** | –1 789 |
|  |  |  |  |  |
| **Solde de clôture au 31.12.2019** | 35 141 | 3 184 | **38 325** | **5 335** |

On observe une augmentation des fonds de tiers affectés depuis l'augmentation des contributions externes ayant découlé de la signature de plusieurs accords en 2019. On observe en outre une légère hausse concernant le niveau de mise en œuvre globale de projets spécifiques.

La hausse des fonds de tiers en attente de se voir affecter de nouveaux crédits est due principalement à la clôture de divers projets et aux transferts des soldes vers des comptes temporaires. Par conséquent, le montant total des fonds de tiers a augmenté en 2019 (38 325 CHF) par rapport à 2018 (33 824 CHF).

On observe une légère baisse du total des fonds propres de l'UIT affectés à des projets. De nombreux projets ont été clôturés en 2019 et les fonds transférés vers différents comptes temporaires. En outre, des affectations de fonds provenant du FDTIC et du budget ordinaire de l'UIT ont été faites.

# Note 21 Contributions mises en recouvrement

Le tableau suivant présente les contributions effectivement mises en compte au cours de l'exercice 2019.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Contributions des États Membres | 109 869 | 108 597 |
| Contributions des Membres des Secteurs | 14 173 | 14 219 |
| Contributions des Associés | 2 054 | 1 787 |
| Contributions des établissements universitaires | 390 | 358 |
| Contributions aux conférences | – | 230 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **126 485** | **125 191** |

Par la Résolution 1387 qu'il a adoptée à sa session de 2017, le Conseil a approuvé le budget de l'Union pour la période 2018-2019.

Le Conseil a fixé le montant de l'unité contributive des États Membres à 318 000 CHF pour 2018 et 2019, sur la base de 334 1/2 unités. Dans la même Résolution, il a fixé à 63 600 CHF le montant de l'unité contributive des Membres des Secteurs pour 2016 et 2017, soit 1/5 de l'unité contributive des États Membres. La contribution financière des Associés a été fixée comme suit: 10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T, 3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D, et 1 987,50 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D dans le cas des Associés de pays en développement. La contribution financière des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés a été fixée comme suit: 3 975 CHF pour les pays développés et 1 987,50 CHF pour les pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs.

L'augmentation des produis provenant des contributions mises en recouvrement a été de 126,48 millions CHF en 2019 contre 125,19 millions CHF en 2018 et elle peut s'expliquer par les changements de classe de contribution du Koweït (de 3 à 5 unités), de l'Iraq (d'1/4 à 1 unité) et du Qatar (de 1 à 2 unités). Il est également à noter que les contributions versées par les Associés ont augmenté de 15%.

# 

# Note 22 Produits

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont les sources de financement provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets de développement en faveur des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés. Le montant total des contributions volontaires s'élevait à 10,4 millions CHF en 2019 (contre 7,1 millions CHF en 2018).

Autres produits d'exploitation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2019 | 2018 |
| Produits extrabudgétaires | 7 181 | 5 844 |
| Vente des publications | 15 614 | 13 865 |
| Notification de réseaux à satellite | 12 083 | 19 070 |
| UIFN/UIPRN-UISC | 131 | 905 |
| GMPCS-MoU | 2 | 8 |
| Recouvrement – Publications | 9 | 14 |
| Autres produits | 4 346 | 2 222 |
| **Autres produits d'exploitation** | **39 366** | **41 930** |

Dans la plupart des cas, les autres produits d'exploitation concernent des activités soumises au recouvrement des coûts. Les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts sont principalement l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU), la vente de publications. Les produits liés à l'appui aux projets sont comptabilisés avec les ajustements de consolidation afin de donner un aperçu global des résultats financiers de l'Union.

Le total des autres produits d'exploitation a diminué de 9% pour s'établir à 39,3 millions CHF en 2019. Cela s'explique par la diminution des produits des ventes des publications, notamment en raison du calendrier exceptionnel de parution des publications de service (service maritime) phares de l'UIT-R, mais aussi par la diminution de nombre de fiches de notification de réseau à satellite due à la CMR-19, les opérateurs ayant attendu pour soumettre leurs demandes.

# Produits financiers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2019 | 2018 |
| Intérêts sur les placements | 926 | 748 |
| Gains de change réalisés | 24 | 23 |
| Gains de change non réalisés | 9 079 | 475 |
| **Produits financiers** | **10 030** | **1 245** |

La situation sur les marchés financiers concernant le franc suisse et l'euro s'est maintenue en 2019. Néanmoins, l'UIT a garanti tous les fonds, et aucun taux d'intérêt négatif n'a été appliqué sur la trésorerie en francs suisses. La hausse des taux en USD en 2019 a donné lieu à de meilleurs rendements des placements en USD, ce qui explique en grande partie l'augmentation des intérêts générés par les placements. Les gains de change non réalisés ne sont pas considérés comme un produit dans le budget mais doivent être comptabilisés dans la réévaluation du bilan en fin d'exercice.

# Note 23 Charges

Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2019 | 2018 |
| Traitements et indemnités | 95 756 | 93 577 |
| Autres charges de personnel | **108 186** | **55 229** |
| Installations et rapatriement | 2 295 | 519 |
| Indemnité pour frais d'étude | 3 201 | 3 443 |
| Congés dans les foyers | 1 000 | 1 056 |
| Congés accumulés | 1 208 | 702 |
| Assurance maladie et assurance accident | 10 934 | 11 181 |
| Contribution à la CCPPNU | 17 259 | 15 994 |
| Autres charges | 596 | 3 985 |
| Ajustement de l'ASHI | 71 694 | 18 214 |
| **Charges du personnel** | **203 942** | **148 806** |

La baisse générale des charges de personnel est due principalement à l'ajustement de l'ASHI. Il est à noter que les traitements et indemnités ont connu une augmentation de 3% qui peut s'expliquer par la Décision 4137 du Tribunal administratif de l'OIT qui a annulé la réduction du traitement des fonctionnaires de la catégorie professionnelle. Jusqu'en août 2019, la provision faite en 2018 a été utilisée pour payer la partie rétroactive des traitements et à compter de septembre 2019, le nouveau barème des traitements a été appliqué dans le budget. Le budget 2019 a été mis à jour afin d'intégrer le nouveau barème des traitements via la provision faite en 2018.

Frais de mission

Les frais de mission regroupent les déplacements des experts et des fonctionnaires envoyés en mission ou participant à des conférences ou des réunions. Les frais de mission ont augmenté et sont passés de 6,7 millions CHF en 2018 à 7,7 millions en 2019. Cette augmentation peut s'expliquer par la hausse de 17% du nombre de missions effectuées (2 737 en 2019 contre 2 339 en 2018).

Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités. Les services contractuels représentaient 13,8 millions CHF en 2019 (contre 12,6 millions CHF en 2018). Une situation détaillée est donnée dans la Note 24 (Présentation de l'information sectorielle).

Location et entretien des locaux et équipements

Relèvent de cette catégorie la location de salles de conférence et de salles de réunion, de lieux de stockage et de places de parking, d'équipements informatiques et d'autres machines de bureau. Sont également compris l'entretien des bâtiments, des espaces verts, des véhicules, des équipements techniques et informatiques et les assurances contre les incendies, les inondations et les dommages divers. Le montant de ces dépenses pour 2019 s'élevait à 4,1 millions CHF (contre 3,9 millions CHF en 2018).

Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services

Les matériels et fournitures comprennent les fournitures de bureau, les fournitures pour imprimantes, les formulaires, cartes, revues, livres et reliures, les fournitures informatiques et les logiciels informatiques qui ne sont pas activables. Les dépenses de matériels et fournitures s'élevaient à 3,8 millions CHF en 2019 (contre 4,5 millions CHF en 2018). Les dépenses afférentes aux frais d'expédition et de télécommunications et aux services se sont chiffrées à 1,6 million CHF en 2019 (contre 1,7 million CHF en 2018).

Autres charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2019 | 2018 |
| Frais de vérification extérieure | 108 | 135 |
| Participation aux frais de l'Organisation des Nations Unies | 664 | 660 |
| Coûts juridiques | 29 | 3 209 |
| Ajustement provisions et autres charges | –390 | –4 072 |
| **Autres charges** | **411** | **67** |

Ces charges ont trait à la vérification extérieure annuelle statutaire des livres et comptes de l'UIT effectuée par la Cour des Comptes de la République italienne, ainsi qu'à la participation de l'Union aux comités et services interorganisations des Nations Unies, tels que le Corps commun d'inspection, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion et le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques.

Les coûts juridiques comprennent les coûts estimés de la résolution des litiges en cours ainsi que le coût moyen des frais administratifs encourus pour chaque affaire portée devant le tribunal.

"L'ajustement provisions et autres charges" s'explique principalement par la dissolution de la provision pour créances douteuses en raison du paiement de créances en retard.

Charges financières

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2019 | 2018 |
| Frais bancaires | 225 | 207 |
| Pertes de change réalisées | 65 | 84 |
| Pertes de change non réalisées | 3 389 | 329 |
| **Charges financières** | **3 679** | **621** |

Les pertes de change réalisées et non réalisées proviennent pour l'essentiel de la réévaluation des postes ouverts en devises au moment de la clôture annuelle. Cette réévaluation est annulée à compter du 1er janvier de l'année suivante.

# Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2019

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom- munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement | – | 6 565 | 8 161 | 1 500 | 110 259 | **126 485** | – | – | – | – | – | – | – | – | – | **126 485** |
| Contributions volontaires | – | – | – | – | 1 | **1** | – | – | – | 3 740 | 6 603 | 566 | –453 | – | – | **10 456** |
| Publications | – | – | – | – | – | **–** | – | – | – | – | – | – | – | – | – | **–** |
| Recouvrement des coûts | 1 585 | 27 507 | 141 | 110 | 881 | **30 224** | – | – |  | – | – | – | – | – | –1 971 | **28 253** |
| Autres produits | 47 | 178 | 1 | 1 | 1 104 | **1 332** | – | 3 040 | – | 116 | 132 | – | – | 6 908 | –415 | **11 113** |
| Produits financiers | – | – | – | 1 | 9 940 | **9 942** | – | – | – | 12 | 709 | 110 | 96 | 2 | – | **10 871** |
|  |  |  |  |  |  |  |  | – |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des produits** | **1 632** | **34 250** | **8 304** | **1 612** | **22,184** | **167 983** | **–** | **3 040** | **–** | **3 867** | **7 443** | **675** | **–357** | **6 910** | **–2 385** | **187 177** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 66 704 | 25 865 | 11 662 | 21 543 | 71 694 | **197 468** | – | – | 17 | 1 394 | 2 490 | – | – | 2 574 | – | **203 942** |
| 30 | 46 326 | 19 723 | 8 811 | 15 787 | – | **90 647** | – | – | – | 1 112 | 2 010 | – | – | 1 987 | – | **95 756** |
| 31 | 20 378 | 6 142 | 2 851 | 5 756 | 71 694 | **106 821** | – | – | 17 | 282 | 480 | – | – | 586 | – | **108 186** |
| Frais de missions | 943 | 1 150 | 986 | 2 512 | 19 | **5 609** | – | – | – | 405 | 1 500 | – | – | 253 | – | **7 767** |
| Services contractuels | 5 854 | 397 | 531 | 2 399 | 546 | **9 727** | 5 | – | – | 1 303 | 1 518 | – | – | 1 269 | – | **13 821** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 3 285 | 103 | 55 | 86 | 36 | **3 565** | – | – | – | 381 | – | – | – | 229 | – | **4 175** |
| Matériels et fournitures | 1 513 | 497 | 164 | 315 | 35 | **2 523** | 3 | – | – | 305 | 823 | – | – | 161 | – | **3 816** |
| Amortissements | – | – | – | – | 4 452 | **4 452** | – | – | – | 105 | 13 | – | – | – | – | **4 570** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 1 218 | 162 | 41 | 127 | 21 | **1 570** | – | – | – | – | 39 | – | – | 10 | – | **1 619** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 724 | – | – | 48 | – | **772** | – | – | – | – | – | – | – | – | – | **772** |
| Autres charges | 82 | 8 | 7 | 48 | 704 | **850** | – | – | – | 3 | 447 | – | – | 1 566 | –2 385 | **480** |
| Charges financières | 107 | 17 | 12 | 48 | 809 | **992** | 1 | 1 | – | 530 | 1 896 | 605 | –357 | 12 |  | **3 679** |
| **Total des charges** | **80 430** | **28 199** | **13 458** | **27 125** | **78 316** | **227 528** | **8** | **1** | **17** | **4 425** | **8 724** | **605** | **–357** | **6 075** | **–2 385** | **244 640** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–78 799** | **6 052** | **–5 154** | **–25 513** | **43 868** | **–59 546** | **–8** | **3 039** | **–17** | **–557** | **–1 281** | **71** | **–** | **836** | **–** | **–57 463** |

Informations sectorielles – État de la performance financière 2018

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom- munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement | 230 | 6 706 | 7 747 | 1 552 | 108 955 | **125 191** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **125 191** |
| Contributions volontaires |  |  |  |  | 1 | **1** |  |  |  | 2 006 | 5 155 | – | – | – |  | **7 161** |
| Publications | 34 | 13 616 | 34 | 173 | 7 | **13 865** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **13 865** |
| Recouvrement des coûts | 1 008 | 19 070 | 913 | 4 | 887 | **21 881** |  |  |  |  |  |  |  |  | –1 884 | **19 997** |
| Autres produits | 48 | 104 | 2 | 13 | 2 845 | **3 012** |  | 95 |  | 0 | 78 |  |  | 5 743 |  | **7 928** |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 1 | 852 | **853** |  |  |  | 1 | 308 | 72 |  | 10 |  | **1 245** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des produits** | **1 320** | **39 497** | **8 696** | **1 744** | **113 546** | **164 804** | **–** | **95** | **–** | **2 007** | **5 541** | **72** | **–** | **5 753** | **–1 884** | **176 389** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 64 868 | 23 113 | 11 417 | 21 448 | 22 267 | **143 113** | 171 |  | 19 | 877 | 1 787 | – | – | 2 838 |  | **148 806** |
| Charges de personnel | 46 210 | 17 937 | 8 847 | 16 270 | – | **89 264** | 133 |  |  | 710 | 1 293 | – |  | 2 177 |  | **93 577** |
| Frais de missions | 18 658 | 5 176 | 2 570 | 5 177 | 22 267 | **53 849** | 39 |  | 19 | 167 | 494 | – |  | 661 |  | **55 229** |
| Services contractuels | 1 094 | 1 064 | 950 | 2 278 | 51 | **5 438** | – |  |  | 313 | 813 | – |  | 138 |  | **6 702** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 4 866 | 330 | 532 | 2 133 | 526 | **8 386** | 1 |  |  | 1 005 | 1 871 | – |  | 1 428 |  | **12 692** |
| Matériels et fournitures | 3 393 | 44 | 96 | 97 | 87 | **3 718** | – |  |  | 35 | 21 | – |  | 198 |  | **3 971** |
| Amortissements | 1 352 | 269 | 175 | 644 | 121 | **2 560** | 15 |  |  | 259 | 1 568 | – |  | 106 |  | **4 509** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | – | – | – | – | 4 372 | **4 372** | – |  |  | 111 | 14 | – |  | – |  | **4 497** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 1 389 | 179 | 56 | 140 | – | **1 764** | – |  |  | 0 | 4 |  |  | 5 |  | **1 773** |
| Autres charges | 759 | – | – | 37 | – | **796** | – |  |  | – | – | – |  | – |  | **796** |
| Charges financières | 36 | 53 | 7 | 74 | 5 | **176** | – |  |  | – | 426 | – |  | 1 282 | –1 884 | **–1** |
|  | 113 | 16 | 13 | 35 | 379 | **557** | 0 |  |  | 11 | 35 | 0 |  | 17 |  | **621** |
| **Total des charges** | **77 869** | **25 067** | **13 248** | **26 887** | **27 808** | **170 879** | **–188** | **–** | **19** | **2 611** | **6 539** | **0** | **–** | **6 012** | **–1 884** | **184 365** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–76 549** | **14 429** | **–4 552** | **–25 142** | **85 738** | **–6 076** | **–188** | **95** | **–19** | **604** | **–998** | **72** | **–** | **–259** | **–** | **–7 976** |

# Note 25 Présence régionale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | AFRIQUE | | AMÉRIQUES | | ÉTATS ARABES | | ASIE-PACIFIQUE | | CEI | | EUROPE | |
|  | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs |
| Charges de personnel | 2 037 | 1 983 | 2 081 | 2 060 | 897 | 887 | 1 358 | 1 266 | 443 | 395 | 485 | 495 |
| Frais de mission | 50 | 62 | 50 | 35 | 32 | 37 | 36 | 41 | 23 | 18 | 18 | 19 |
| Services contractuels | 21 | 18 | 4 | 4 | 5 | 1 | 3 | 9 | 3 | – | – | – |
| Location et entretien | 28 | 31 | 10 | 10 | 4 | 4 | 6 | 3 | 1 | – | – | – |
| Matériels et fournitures | 19 | 9 | 11 | 11 | 4 | 2 | 4 | 3 | 5 | 2 | 2 | 0 |
| Expéditions,  télécommunications | 24 | 19 | 19 | 19 | 9 | 6 | 12 | 16 | 2 | – | 1 | – |
| Autres charges | 47 | 39 | 30 | 30 | 5 | 2 | 7 | 4 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| **Total (milliers CHF)** | **2 225** | **2 161** | **2 204** | **2 153** | **955** | **938** | **1 426** | **1 343** | **479** | **418** | **507** | **514** |

En 2019, une attention particulière a été accordée au travail de renforcement de la présence régionale de l'UIT par le biais d'un ensemble de mesures GAR visant à permettre à l'Union d'être plus réactive aux besoins particuliers des régions et de fournir efficacement et dans les meilleurs délais des produits et des services de qualité aux niveaux national et régional. En 2019, 19 nouveaux accords de projet ont été signés. Au moment où le présent rapport a été établi, 61 projets et initiatives régionales étaient en cours pour une valeur de plus de 80 000 000 USD.

# Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs

Les états financiers incluent:

• Le budget ordinaire de l'UIT.

• Les manifestations ITU Telecom.

• Les contributions volontaires.

• Les caisses d'assurance.

• Les projets PNUD, FAS et FDTIC.

Le budget et les États financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2018‑2019 est établi sur une base mixte avec quelques éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par les contributions volontaires, les projets et les fonds.

Les États financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir Tableau II).

Les différences de périmètres sont dues aux fonds extrabudgétaires, lesquels ne sont pas inscrits au budget ordinaire. Pour rapprocher le résultat définitif selon le contrôle budgétaire du résultat net de l'exercice après ajustements IPSAS, il est nécessaire de tenir compte des différences entre la présentation budgétaire et la comptabilité d'exercice (voir Tableau V). Dans le budget, les dépenses en équipements non fongibles sont comptabilisées comme charges d'investissement. En comptabilité d'exercice, les équipements non fongibles (poste de plus de 5 000 CHF) sont inscrits sur les comptes d'immobilisation et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des actifs immobilisés acquis avec des fonds extrabudgétaires et transférés au bénéficiaire du projet. La charge d'amortissement liée aux immobilisations est comptabilisée dans l'état de la performance financière et non prise en compte dans le budget.

Dans le budget, les charges correspondant aux avantages du personnel sont prises en compte au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité d'exercice, une partie des charges est estimée par un actuaire selon une méthodologie définie dans les normes comptables. Les engagements au titre l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisés dans l'état de la situation financière, comme indiqué dans la Note 17. Les différences de change réalisées et non réalisées ne sont pas prises en compte dans le budget mais reflétées dans l'état de la performance financière. Il en est de même pour la provision pour les créances douteuses et la reconnaissance des stocks. Le remboursement du prêt FIPOI n'a pas été considéré comme une charge dans l'état de la performance financière même s'il avait été budgété.

Enfin, les intérêts liés aux prêts sans intérêts accordés par la FIPOI ont été calculés aux conditions normales du marché et n'ont pas été versés mais ont été reconnus en contribution et charge en nature dans l'état de la performance financière.

Pour l'exercice financier 2019, les produits et les charges ont été budgétés à un montant de 164,74 millions CHF. Une surveillance constante des charges ainsi qu'une augmentation des produits provenant du recouvrement des coûts et des ventes des publications ont permis de dégager un excédent budgétaire de 4,78 millions CHF.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2019** | | | |
| **Opérationnel** | **Placement** | **Financement** | **Total** |
|  | En milliers de CHF | | | |
| **Résultats sur une base comparable** | 4 778 |  |  | **4 778** |
| Variation et utilisation de la provision pour créances douteuses | 576 |  |  | 576 |
| Comptabilisation des stocks | 48 |  |  | 48 |
| Capitalisation des stocks |  | 1 653 |  | 1 653 |
| Amortissements | –4 452 |  |  | –4 452 |
| Gains et pertes de change | 7 906 |  |  | 7 906 |
| ASHI | –71 694 |  |  | –71 694 |
| Remboursement prêt FIPOI non considéré comme charge |  |  | 1 493 | 1 493 |
| Produits en nature | 841 |  |  | 841 |
| Charges en nature | –841 |  |  | –841 |
| Vente d'actifs | 2 |  |  | 2 |
| Divers | –26 |  |  | –26 |
| **Total des différences IPSAS** | **–67 640** | **1 653** | **1 493** | **–64 494** |
| Gain Fonds 1000/1010 | –62 862 | 1 653 | 1 493 | –59 716 |
| Augmentation des réserves du Fonds 1010 | 170 |  |  | 170 |
| **Total excédent** | **–62 692** | **1 653** | **1 493** | **–59 546** |
| **Différences de périmètre** | **2 083** |  |  | **2 083** |
| **Excédent tel que montré dans l'état de la performance financière** | **–60 609** | **1 653** | **1 493** | **–57 463** |

# 

# Note 27 Informations relatives aux parties liées

L'entité suivante est à considérer comme partie liée:

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

Le Conseil d'Administration de l'Union se compose de 48 États Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice‑Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Conseil exécutif): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D). Les cinq fonctionnaires élus sont assistés par trois hauts responsables de grade D.2 et 18 autres responsables de grade D.1 (chefs de département et ou d'unité).

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

– Les congés dans les foyers.

– L'indemnité pour frais d'études.

– Des prestations après la cessation de service.

Ces prestations ne peuvent pas être quantifiées séparément de façon fiable.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 31.12.2019 | | 31.12.2018 | |
| En milliers de CHF | Nombre de personnes | Rémunérations globales | Nombre de personnes | Rémunérations globales |
| 5 fonctionnaires élus | 5 | 2 270 | 5 | 2 139 |
| **Principaux dirigeants** | **5** | **2 270** | **5** | **2 139** |
| Directeurs D.2 | 3 | 775 | 4 | 1 148 |
| Directeurs D.1 | 18 | 5 728 | 17 | 5 102 |
| **Total des chefs de départements** | **21** | **6 503** | **21** | **6 250** |
| **Total des principaux dirigeants – UIT** | **26** | **8 773** | **26** | **8 389** |

# Note 28 Engagements

L'UIT a conclu un contrat avec un prestataire tiers pour la location, l'installation et l'entretien de systèmes d'impression numérique noir/blanc et couleur. Ce contrat est entré en vigueur en 2014. Il arrivera à échéance en 2020. L'UIT n'a aucun contrat de location-financement. Les loyers payables dans le cadre de contrats de location opérationnelle sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière. L'UIT s'acquittera de coûts supplémentaires, le cas échéant en fonction du nombre de photocopies effectivement traitées, sur la base d'un coût par page défini par contrat.

Les paiements futurs minimums à effectuer au titre de ce contrat sont les suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2019 | 31.12.2018 |
| Moins d'une année | 278 | 278 |
| De 1 à 5 ans | – | 278 |
| Plus de 5 ans | – | – |
| Engagement de leasing | **278** | **556** |

L'Union a des engagements contractuels avec différents prestataires de services. Ces contrats qui sont résiliables à court terme ne représentent pas un engagement financier défini à l'avance.

# Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan

Après la clôture des comptes pour l'exercice financier 2019, l'UIT, comme le reste du monde, a dû faire face à la crise liée à l'épidémie de Covid-19. Conformément aux normes comptables généralement acceptées en la matière, la Partie IX du présent rapport de gestion financière contient les Notes relatives aux états financiers qui indiquent de manière détaillée toutes les mesures prises par la direction de l'UIT pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

# 

# I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE B1)

Budget ordinaire

56 Pendant l'exercice 2019, les produits ainsi que les charges budgétés représentaient 164,74 millions CHF.

Produits

57 Un budget de 1,25 million CHF a été attribué pour les projets Bâtiment (0,75 million CHF) et TIC (0,5 million CHF) pour l'année 2019. Les charges connexes pour l'année 2019 sont incluses dans les charges totales du Secrétariat général.

Contributions mise en recouvrement

58 Les recettes provenant des contributions mises en recouvrement sont budgétées à 124,4 millions CHF par an pour l'exercice biennal2018-2019. Le total des contributions effectivement mises en compte s'est élevé à 126,48 millions CHF en 2019.

59 En 2019, l'UIT a continué d'atteindre de nouveaux acteurs en vue de diversifier et de renforcer sa composition et, ce faisant, la participation de ses membres du secteur privé et des milieux universitaires a continué d'évoluer, reflétant la constante évolution de l'écosystème des TIC.

60 En 2019, l'UIT comptait plus de 1 200 membres au total, avec 900 entités du secteur privé. Il s'agit des niveaux les plus élevés jamais atteints à ce jour. L'UIT a attiré plus de 100 nouveaux membres au cours de l'année, tout en maintenant le taux annuel de perte de membres à moins de 5%. L'UIT-T a attiré la plupart des nouveaux membres du secteur privé. En ce qui concerne les régions, la plus forte progression concerne l'Asie-Pacifique, suivie de l'Europe, de la région Amériques et de l'Afrique.

61 Au total, l'UIT compte deux fois plus de nouveaux membres qu'elle n'en a perdus en 2019. La progression du nombre de Membres de Secteur à part entière a aidé à accroître les produits par rapport aux années précédentes.

Recettes au titre de l'appui aux projets

62 Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétées à 1,37 million CHF pour 2019. Les recettes effectives se sont élevées à 0,4 million CHF, comme en 2018. Les recettes sont comptabilisées uniquement si les projets sont mis en œuvre.

Ventes de publications

63 En 2019, les produits des ventes de publications ont augmenté de 13% par rapport à l'année précédente, pour atteindre 15,61 millions CHF, ce qui représente 82% des prévisions budgétées.

64 Les ventes ont augmenté principalement en raison de la publication, en avril et décembre respectivement, des éditions de 2019 des publications de service (services maritimes) phares de l'UIT-R que sont la Liste V et la Liste IV. Les activités de développement des ventes ont consisté à ajouter six nouveaux revendeurs dans le monde en 2019, afin de continuer à élargir les canaux de diffusion, ainsi qu'à renforcer des campagnes menées auprès des inspecteurs des ports afin de faire connaître les nouveaux éléments concernant la lutte contre la contrefaçon figurant dans toutes les publications de service de l'UIT relatives au service maritime.

65 Bien que la grande majorité des contenus et titres de l'UIT soit désormais accessible gratuitement en ligne, les grands clients traditionnels utilisant les statistiques sur les télécommunications dans le monde (par exemple, Economist Intelligence Unit, Financial Times, Ernst & Young, etc.) ont renouvelé l'accord de licence personnalisé en matière de données qu'ils avaient signé pour la base de données de l'UIT-D sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde et continuent donc de verser des redevances annuelles à l'UIT.

Produits et services au titre du recouvrement des coûts

66 Les produits et services au titre du recouvrement des coûts ont été estimés à 16 millions CHF dans le budget ordinaire pour 2019. Les revenus effectifs se sont élevés à 13,72 millions CHF (21 millions CHF en 2018). Cette baisse est principalement due à la diminution du nombre de fiches de notification de réseau à satellite.

67 En 2019, du fait de la tenue de la CMR-19, les opérateurs de réseaux à satellite ont attendu la fin de la CMR pour soumettre leurs fiches de notification, afin de bénéficier des nouvelles conditions définies par la Conférence. Étant donné que les factures concernant les fiches de notification reçues à la fin des mois de novembre et décembre 2019 sont émises en début d'année 2020, elles ne sont pas prises en compte dans l'exercice 2019, mais le seront dans l'exercice 2020. À titre de première confirmation, au 24 mars 2020, les factures émises représentaient un montant de 4 314 460 CHF, ce qui, avec une extrapolation linéaire, donne un montant de 18 798 718 CHF pour le reste de l'année 2020.

68 En outre, la tendance observée dans le secteur spatial à utiliser plus de satellites non géostationnaires que géostationnaires se répercute dans les soumissions à l'UIT. En 2019, pour la première fois depuis 10 ans, le nombre de demandes de coordination pour des satellites géostationnaires a baissé par rapport à l'année précédente. Parallèlement, le nombre de demandes concernant des satellites non géostationnaires a augmenté, mais la notification de ce type de satellite est généralement moins coûteuse que les notifications de satellites géostationnaires.

Intérêts créditeurs

69 Le montant des intérêts créditeurs a été budgété à 0,3 million CHF. Le montant effectif s'est élevé à 408 000 CHF (377 000 CHF en 2018). En dépit des conditions de marché inchangées concernant le franc suisse, l'UIT a été en mesure d'effectuer des dépôts en USD dont les taux garantissent un bon rendement.

Charges

70 Des informations relatives aux charges sont fournies dans la Note 23.

71 Les charges totales du Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB) se sont chiffrées à 13,46 millions CHF en 2019, soit 99,8% du budget approuvé de 13,48 millions CHF.

72 En 2019, l'UIT-R a eu beaucoup de travail avec la Conférence mondiale des radiocommunications, l'Assemblée des radiocommunication et la Réunion de préparation à la Conférence. Une part importante du travail accompli par le Bureau concernait ces manifestations.

73 Les dépenses totales pour les activités de l'UIT-R se sont élevées à 28 millions CHF en 2019, soit 89% du budget approuvé de 31,5 millions CHF.

74 Afin de veiller à ce que le travail du BDT soit mené de la manière la plus efficace possible avec des résultats concrets et mesurables produisant des effets réels, le Bureau a étendu son approche de gestion axée sur les résultats à la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets et a élaboré une théorie du changement pour chaque priorité thématique du BDT.

75 Les dépenses totales du BDT se sont élevées à 27,2 millions CHF en 2019, soit 59,1% du budget approuvé de 28,6 millions CHF.

Charges non prévues au budget

76 Un montant de 71,69 millions CHF a été comptabilisé en charges pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service dues aux fonctionnaires (ASHI). Cette augmentation importante est due à la réévaluation du coût des prestations au titre des services rendus liée à l'abandon de CIGNA au profit de l'UNSMIS. Cette charge est considérée comme statistique et ne fait pas partie des résultats budgétaires.

77 Une contribution en nature a été comptabilisée à la fois en charges et en produits. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2019, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 841 000 CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25%.

78 Un montant de 4,5 millions CHF a été comptabilisé en charges. Il s'agit des dépréciations constatées au cours de l'exercice 2019.

Cas de fraude

79 Un groupe de coordination interne a été créé afin de prendre des mesures et de veiller à ce qu'un tel cas ne se reproduise pas à l'UIT. Ce groupe a déjà présenté son rapport au GTC-FHR sur la mise en œuvre des recommandations du vérificateur extérieur des comptes et du CCIG.

80 Ces recommandations seront présentées en détail, avec leurs dates de mise en œuvre, à la session du Conseil (Document [C20/63](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0063/en)).

Bourses

Tableau en milliers de CHF

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Budget 2019 | Charges 2019 | Montant disponible | Taux d'utilisation |
| Budget ordinaire | **1 595** | **959** | **609** | **60%** |
| SG | 27 | **0** | 27 | 0% |
| UIT-R | 150 | 32 | 118 | 21% |
| UIT-T | 450 | 433 | 17 | 96% |
| UIT-D | 968 | 494 | 474 | 51% |
| Fonds extrabudgétaires | **818** | **611** | **207** | 75% |
| **Total** | **2 413** | **1 570** | **816** | **65%** |

81 Le taux d'utilisation du budget total est de l'ordre de 65,06%. La version révisée actuelle de la politique d'attribution des bourses dans le cadre d'activités financées sur le budget ordinaire de l'UIT et les lignes directrices correspondantes seront soumises à cette session du Conseil et permettront donc dans l'avenir d'accroître ce taux d'utilisation du budget affecté aux bourses. Conformément à la Résolution 213 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, ces recommandations seront présentées en détail, avec leurs dates de mise en œuvre, à la session du Conseil (Document[C20/50](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0050/en)).

Représentation géographique

# II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE B2)

82 En avril 2019, une équipe interne de projet dédiée a été créée; elle travaille conjointement avec Hill International, cabinet de conseil renommé spécialisé dans la gestion des projet de construction et des risques associés, qui est le prestataire retenu pour fournir des services d'appui externes pour le projet de construction.

83 À sa session additionnelle tenue en septembre 2019, le Conseil, par sa Décision 619, a approuvé le programme de référence du projet et son coût conformément au financement disponible et a fixé le montant à CHF 170,13 millions CHF.

84 Les documents à l'appui de la demande concernant la seconde tranche du prêt ont été soumis au pays hôte en décembre 2019. Une réponse est attendue d'ici à la fin de l'année 2020.

85 En 2020, la conception et le coût du projet continueront d'être peaufinés et la demande de permis de construire sera soumise d'ici à la fin de l'année. Toutefois, les conséquences de la pandémie de Covid-19 pourraient modifier ce calendrier.

86 Un prêt de 3 250 000 CHF a été reçu et, en 2019, les dépenses liées au projet de nouveau bâtiment se sont chiffrées à 2 679 855 CHF.

# III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE B3)

87 La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT couvre l'ensemble des fonds garantissant les pensions du personnel qui était en fonction avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. À l'origine, elle se composait de plusieurs fonds et comptes individuels. Fin 2019, le Fonds de réserve et des compléments a servi 21 pensions de retraites et 17 pensions de survivants, et le Fonds d'intervention a permis d'assister les fonctionnaires et les pensionnés se trouvant dans une situation financière difficile. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les assurés de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

88 Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires), le personnel de l'UIT est affilié à partir du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

89 Un compte courant est ouvert pour chacun des deux fonds restants auprès du Crédit Mutuel en France. Le Fonds de réserve et des compléments a présenté un déficit de16 864,80 CHF.

# IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

90 Selon la catégorie de projets PNUD, l'UIT peut être l'agent d'exécution exclusif ou exécuter le projet conjointement avec le PNUD.

91 D'une manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT et les projets exécutés par les gouvernements.

92 Pour les projets exécutés partiellement ou en totalité par l'UIT, le PNUD fixe un budget à l'intention de l'UIT. À la fin de chaque année, le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce budget, sur la base du "Project Delivery Report" (PDR). Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

93 En 2019, le compte du Fonds opérationnel (Operating Fund) avec le PNUD présente un solde de 209 579 CHF en faveur de l'UIT (335 815 CHF en faveur de l'UIT en 2018).

# V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE B4)

94 Le Fonds spécial de coopération technique (FSCT) a été créé en vue de répondre aux besoins des pays en développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence. Ce Fonds est alimenté par des contributions volontaires soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle devise, ou sous toute autre forme.

95 Les crédits non utilisés pour tous les types de projets financés par des tiers ainsi que des fonds de l'UIT représentent 44,8 millions CHF en 2019 (28,5 millions CHF en 2018). Le solde du Fonds de tiers en cours d'affectation qui s'élevait à 1,7 million CHF fin 2019 (1,3 million CHF fin 2018) est composé des dernières sommes reçues pour les projets sur le point d'être lancés ainsi que des sommes restant après la clôture de projets. Celles-ci sont retournées aux bailleurs de fonds ou allouées à de nouveaux projets.

96 En 2019, les actifs liquides s'élevaient à 23,9 millions CHF (contre 16,4 millions CHF en 2018). Le montant des placements se chiffrait à 13,9 millions CHF fin 2019 (18,4 millions CHF en 2018). Ces placements ont généré des intérêts s'élevant à 447 000 CHF en 2019 (298 000 CHF en 2018).

Dépenses relatives aux projets et dépenses d'appui 2019

97 En 2019, les dépenses pour l'ensemble des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 8,7 millions CHF, contre 6,5 millions CHF en 2018. Les dépenses d'appui se sont chiffrées à 414 000 CHF en 2019 (425 000 CHF en 2018).

# VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B5)

98 En 2019, les actifs liquides s'élevaient à 9,4 millions CHF (9,7 millions CHF en 2018).

99 En 2019, les dépenses pour l'ensemble des contributions volontaires se sont chiffrées à 4,4 millions CHF, contre 4,4 millions CHF en 2018.

# VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B6)

100 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 4,9 millions CHF au 31 décembre 2019 (4,3 millions CHF au 31 décembre 2018).

101 En 2019, un montant de 124 000 CHF a été alloué au financement de projets TIC et les intérêts générés par les dépôts, qui se sont chiffrés à 71 000 CHF, ont été transférés vers le Fonds de roulement des TIC.

# VIII ITU TELECOM WORLD 2019 (ANNEXE B7)

102 Au 31 décembre 2019, ITU Telecom World 2019 affichait un résultat de 847 006,56 CHF avec un total des produits effectifs se chiffrant à 6 908 597,06 CHF et un total des charges effectives se chiffrant à 6 061 590,50 CHF, qui comprend la provision pour comptes débiteurs s'établissant à 61 600 CHF, sans quoi la manifestation aurait affiché un résultat de 908 606,56 CHF.

103 Le pays hôte a apporté des contributions en numéraire et en nature (fourniture gratuite de biens et de services), conformément à l'Accord de pays hôte conclu entre l'UIT et le Gouvernement de la Hongrie. Les contributions en numéraire apportées par le pays hôte, qui s'établissent au total à 2 854 484,91 CHF, incluent le versement d'une somme forfaitaire de 2,7 million CHF, pour participer aux charges de base d'ITU Telecom pour la préparation, la planification et la mise en œuvre de la manifestation, y compris le programme de bourses. En outre, un montant de 154 484,91 CHF a été versé par le Gouvernement pour les fonctionnaires en mission dans le pays hôte et les frais de transport du fret. Ce soutien financier a représenté 41% du montant total des produits effectifs et 96% du montant budgété en tant que contribution du pays hôte. Le pays hôte a également fourni gratuitement des biens et services d'une valeur non négligeable, et notamment le lieu de la manifestation avec l'électricité et les services de nettoyage, les services de sécurité, le personnel local, les équipements informatiques, etc.

104 Au total, la surface d'exposition payante a été de 3 353 m2, dont 2 616 m2 d'espace brut et 737 m2 de stands clés en main. L'espace brut loué de 2 616 m2 correspond à 86%de la surface de 3 050 m2 prévue dans le budget. Les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut se sont élevés à 1 260 600 CHF, soit 83% du budget. En 2019, les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut ont augmenté de 12% par rapport aux produits effectifs enregistrés en 2018 qui s'élevaient à 1 121 255 CHF. Pour la location d'espace, des tarifs réduits ont été appliqués conformément aux politiques et aux procédures. Le total des ventes de forfaits de solutions clés en main s'est élevé à 545 798 CHF pour 737 m2, ce qui correspond à 52% du montant prévu dans le budget et à 59% de l'espace qu'il était prévu de vendre (1 240 m2). En 2018, les produits effectifs tirés des solutions clés en main se sont élevés à 724 300 CHF pour 798 m2.

105 Le total des produits tirés des billets d'entrée pour le forum a dépassé de 52 096 CHF (37%) le montant budgété. Au total, 165 billets d'entrée pour le forum ont été vendus (40 billets catégorie dirigeant et 125 billets forum) pour un montant de 192 096 CHF (billets dirigeant: 89 040 CHF et billets forum: 103 056 CHF) alors que le montant budgété était de 140 000 CHF et que 174 participants étaient attendus. En 2018, les produits de la vente des 407 billets d'entrée pour le forum s'établissaient à 315 425 CHF.

106 Le total des produits tirés de la vente de billets d'entrée à l'exposition s'est élevé à 4 760 CHF, ce qui représente 95% du montant budgété. Les billets d'entrée pour les visiteurs étrangers coûtaient 20 CHF, tandis que l'accès était gratuit pour les ressortissant hongrois. 238 visiteurs payants ont participé à la manifestation, contre 479 en 2018.

107 Le total des charges effectives a représenté 92% du budget comprenant le total des charges directes (68% du budget) et le total des charges de base (91% du budget). Seulement 1 872 055,96 (68%) du total des coûts directs budgétés de 2 751 000CHF ont été dépensés. Les efforts concertés déployés par ITU Telecom et le Département de la gestion des ressources financières afin de suivre attentivement les charges et de les réduire ont permis cette baisse du niveau des coûts directs. Malheureusement, malgré l'envoi de plusieurs rappels, certaines factures, pour un montant total de 61 600 CHF, restent impayées, pour lesquelles des provisions ont été faites et ajoutées aux charges.

108 Les charges de base comprennent le recouvrement des coûts à l'UIT et le coût du secrétariat d'ITU Telecom pendant la période où le personnel a assuré des services relatifs à la manifestation. Ces coûts indirects, d'un montant total de 4 127 934,54 CHF, représentent seulement 91% du budget des charges de base. Un montant fixe de 1,5 million CHF pour le recouvrement des coûts à l'UIT a été prévu dans le budget, ce qui représente les traitements et rémunérations de fonctionnaires d'autres départements ayant rendu des services pour ITU Telecom World 2019. Le fait que les charges de base soient moins élevées est dû aux économies réalisées grâce aux postes vacants au sein du secrétariat d'ITU Telecom ainsi qu'aux détachements de fonctionnaires d'ITU Telecom dans d'autres départements de l'UIT, qui font l'objet d'un remboursement.

# IX DÉCLARATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

109 Au vu des effets qu'elle a partout dans le monde, la pandémie actuelle aura des incidences considérables sur le fonctionnement de l'organisation en 2020 sur les plans de la mise en œuvre des programmes, de la collecte des contributions et des portefeuilles de placements, dont il n'est pas possible de donner une estimation fiable à l'heure actuelle.

110 Face à cette crise du Covid-19, la direction a réactivé deux organes afin de lutter contre ce fléau:

– l'équipe d'intervention opérationnelle (ORT);

– l'équipe de gestion des crises (CMT).

111 Ces deux groupes se réunissent régulièrement afin de prendre des mesures adéquates face à la pandémie.

112 Le Secrétaire général a décidé d'affecter un montant de 1 270 000 CHF pour couvrir les coûts liés à ce virus. On trouvera ci-après les détails des dépenses déjà engagées ou en cours.

|  |  |
| --- | --- |
| pt | *En milliers de CHF* |
|  | Proposition d'utilisations des économies réalisées en 2020 |
| **Déjà comptabilisé dans la situation financière pour 2020** | **1 270** |
| **Urgence liée au Covid-19** | **300** |
| Outil de surveillance du bien-être du personnel | 50 |
| Respect des recommandations en matière de port du masque sur le lieu de travail | 50 |
| Services de conseil en ligne pour les fonctionnaires en télétravail | 50 |
| Extension à plein temps du temps de travail du médecin jusqu'à fin 2020 | 50 |
| Professionnels de santé/personnel d'appui pour couvrir les congés annuels/congés maladie et appui pour la phase post-confinement | 100 |
| **Sûreté et sécurité** | **470** |
| Caméras infrarouge et autres équipements | 100 |
| Plans BCP dans les bureaux régionaux et les bureaux de zone | 120 |
| Plan BCP pour l'infrastructure TIC dans les bureaux régionaux et les bureaux de zone | 250 |
| **Conférences virtuelles** | **500** |
| Organisation de réunions virtuelles pour le Conseil, le GCDT, le GCR et le GSR | 200 |
| Organisation de réunions virtuelles pour le Forum du SMSI et l'AMNT | 300 |

113 Cette provision provient de la mise en œuvre du budget pour 2020 et a pu être affectée grâce à des économies réalisées dans la mise en œuvre du budget, dont une part importante est due à l'annulation des missions à l'UIT depuis mars 2020 et jusqu'à nouvel ordre.

114 L'Annexe F du présent document montre les mesures prises par la direction pour faire face à cette pandémie, mais aussi le calendrier adopté pour lutter efficacement contre ce fléau. Ces mesures s'appliquent non seulement au siège à Genève, mais aussi aux fonctionnaires de l'UIT des bureaux hors siège.

# X VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION

115 Conformément aux dispositions de l'Article 28 du Règlement financier, le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie. Elle a été désignée par le Conseil, à sa session de 2011, selon les modalités arrêtées à la Conférence de plénipotentiaires, pour un mandat de quatre ans. La vérification des comptes est effectuée selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et sous réserve de toutes directives spéciales du Conseil en conformité avec le mandat additionnel pour la vérification des comptes, joint en Annexe 1 du Règlement financier.

116 Conformément aux Normes comptables pour le système des Nations Unies, les informations soumises à vérification sont présentées dans des états ou des tableaux.

117 Les comptes audités sont soumis au Conseil pour approbation. Ils sont accompagnés des rapports du Vérificateur extérieur des comptes qui sera invité à présenter ses rapports à la séance du Conseil prévue à cet effet.

ANNEXE A

projet de résolution

**Rapport de gestion financière pour l'exercice 2019**

Le Conseil,

*vu*

le [numéro 101](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)du Règlement financier de l'Union,

*ayant examiné*

le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2019 portant sur les comptes vérifiés de l'exercice financier 2019 du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes TELECOM de 2019, les comptes vérifiés 2019 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

*et ayant noté*

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le [Document C20/40](http://www.itu.int/md/S20-CL-C-0040/en),

*décide*

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2019 ([Document C20/42(Rév.1)](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0042/en)) portant sur les comptes vérifiés de l'Union, la position des comptes TELECOM de 2019 ainsi que les comptes 2019 vérifiés pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

ANNEXE B1

**Budget ordinaire**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produits** | **Montants budgétés** | | | | **Montants effectifs** | **Différence entre budget final et montants effectifs** |
| **Budget**  **initial** | **Activités reportées** | **Transferts budgétaires** | **Budget final** |
| **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** |
| *Contributions mises en recouvrement des États Membres* | *106 292* |  |  | *106 292* | *109 869* | *3 577* |
| *Contributions mises en recouvrement des Membres de Secteur* | *15 875* |  |  | *15 875* | *14 173* | *–1 702* |
| *Contributions mises en recouvrement des Associés* | *1 955* |  |  | *1 955* | *2 054* | *99* |
| *Contributions mises en recouvrement des établissements universitaires* | *279* |  |  | *279* | *390* | *111* |
| *Contributions pour les conférences* |  |  |  |  | *–* | *–* |
| **Contributions mises en recouvrement** | **124 401** |  |  | **124 401** | **126 485** | **2 084** |
| *Dépenses d'appui* | *1 375* |  |  | *1 375* | *415* | *–960* |
| *Ventes des publications* | *19 000* |  |  | *19 000* | *15 614* | *–3 386* |
| *Numéros UIFN* | *500* |  |  | *500* | *131* | *–369* |
| *TELECOM* | *1 500* |  |  | *1 500* | *1 500* | *–* |
| *Recouvrement des coûts – fiches de notification des réseaux à satellite* | *14 000* |  |  | *14 000* | *12 083* | *–1 917* |
| *Recouvrement des coûts – autres* |  |  |  | *–* | *11* | *11* |
| **Recouvrement des coûts** | **36 375** |  |  | **36 375** | **29 753** | **–6 622** |
| **Intérêts** | *300* |  |  | *300* | *408* | *108* |
| **Autres produits** | *100* |  |  | *100* | *1 110* | *1 010* |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | *1 095* |  |  | *1 095* | *-* | *–1 095* |
| **Économies réalisées au cours des années précédentes** | *2 469* |  |  | *2 469* |  | *–2 469* |
| **Total produits** | **164 740** |  |  | **164 740** | **157 757** | **–6 983** |
| **Charges** | **Montants budgétés** | | | | **Montants**  **effectifs** | **Différence entre budget final et montants effectifs** |
| **Budget**  **initial** |  | **Transferts budgétaires** | **Budget final** |
| **31.12.2019** |  | **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** | **31.12.2019** |
| *Secrétariat général* | *90 935* |  | *153* | *91 088* | *84 247* | *6 841* |
| *Secteur des radiocommunications* | *31 598* |  |  | *31 598* | *28 040* | *3 558* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 631* |  | *–153* | *13 478* | *13 456* | *22* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *28 576* |  |  | *28 576* | *27 167* | *1 409* |
| *Charges non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *69* | *–69* |
| **Total charges** | **164 740** |  | **-** | **164 740** | **152 979** | **11 762** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **4 778** | **4 778** |

ANNEXE B2

**Nouveaux locaux du siège**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2019** | **31/12/2018** |
| **PRODUITS** |  |  |
| Produits d'exploitation | 0 | 0 |
| **Total des produits** | **0** | **0** |
| **CHARGES** |  |  |
| Charges de personnel | 0 | 171 |
| Frais de missions | 0 | 0 |
| Services contractuels | 5 | 1 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 0 | 0 |
| Matériels et fournitures | 3 | 15 |
| Frais d'expédition et de télécommunication et services | 0 | 0 |
| Autres charges | 0 | 0 |
| Charges financières | 0 | 0 |
| **Total des charges** | **8** | **188** |
| **Excédent/déficit de la période** | **–8** | **–188** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2019** | **31/12/2018** |
| **ACTIF** |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 869 | 296 |
| Placements |  |  |
| **Total Actifs courants** | **869** | **296** |
| **Actifs non courants** |  |  |
| Immobilisations corporelles |  |  |
| Immobilisations incorporelles |  |  |
| Biens en construction | 3 948 | 1 279 |
| **Total Actifs non courants** | **3 948** | **1 279** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **4 817** | **407** |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 87 | 39 |
| **Total Passifs courants** | **87** | **39** |
| **Passifs non courants** |  |  |
| Emprunts | 5 637 | 2 387 |
| Avantages du personnel | 8 | 8 |
| **Total Passifs non courants** | **5 645** | **2 395** |
| **TOTAL DU PASSIF** | **5 731** | **2 434** |
| Actif net |  |  |
| Fonds propres affectés | –4 862 | –859 |
| Déficit cumulé IPSAS (statistique) | 3 948 |  |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** | **–914** | **–859** |

ANNEXE B3

**Caisse d'assurance du personnel – Voir la Note 2**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **État de la performance financière pour l'exercice 2019 et comparatif avec l'exercice 2018** | | | | |
|  | **Fonds de réserve  et des compléments** | | **Fonds d'intervention** | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| CHARGES |  |  |  |  |
| Rentes | 16 864,80 | 19 363,80 | – | – |
| Dons | – | – | – | – |
| Autres charges | – | – | – | – |
| Total des charges | 16 864,80 | 19 363,80 | – | – |
| Excédent sur l'année | – | – | – | – |
| **TOTAL** | **16 864,80** | **19 363,80** | – | – |
|  |  |  |  |  |
| PRODUITS |  |  |  |  |
| Intérêts sur placement | – | – | – | – |
| Total des produits | – | – | – | – |
| Déficit sur l'année | 16 864,80 | 19 363,80 |  |  |
| **TOTAL** | **16 864,80** | **19 363,80** | **–** | **–** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **État de la situation financière au 31 décembre 2019 et comparatif avec les chiffres au 31 décembre 2018** | | | | |
|  | **Fonds de réserve  et des compléments** | | **Fonds d'intervention** | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| ACTIF |  |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 236 867,40 | 6 236 867,40 | 277 580,84 | 277 580,84 |
| Fonds à recevoir | −16 864,80 | – | – | – |
| Débiteurs | – | – | – | – |
| Actifs transitoires | – | – | – | – |
| **TOTAL** | **6 220 002,60** | **6 236 867,40** | **277 580,84** | **277 580,84** |
|  |  |  |  |  |
| PASSIF |  |  |  |  |
| Avantages du personnel | 54 000,00 | 54 000,00 | – | – |
| Fonds propres affectés | 6 166 002,60 | 6 182 867,40 | 277 580,84 | 277 580,84 |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL** | **6 220 002,60** | **6 236 867,40** | **277 580,84** | **277 580,84** |

ANNEXE B4

**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) – Voir la Note 20**



**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)***



**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)***



**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)***



**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)***



**Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(fin)***



ANNEXE B5

**Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20**



**Contributions volontaires (*suite*)**





**Contributions volontaires (*suite*)**



**Contributions volontaires (*suite*)**







**Contributions volontaires (*fin*)**



ANNEXE B6

**Fonds pour le développement des technologies de l'information et   
de la communication (FDTIC) – en francs suisses – Voir la Note 20**

**Évolution du Fonds de roulement des TIC**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Diminution** | **2019** | **Augmentation** | **2019** |
|  |  |  |  |
| Financement de projets | 123 589,00 | Contributions 2019 |  |
| Charges administratives | 38,79 | Intérêts | 70 719,02 |
| Annulation de la réévaluation 2018 | 98 361,00 | Intérêts transférés depuis les fonds d'affectation spéciale | 42 544,46 |
|  |  | Rapatriement des soldes des projets FDTIC clôturés | 269 612,95 |
|  |  | Réévaluation 2019 | 108 727,04 |
| Excédent de recettes | 269 614,68 |  |  |
|  |  |  |  |
|  | 491 603,47 |  | 491 603,47 |
|  |  |  |  |

ANNEXE B7

ITU TELECOM WORLD 2019

**Résumé des produits et charges par catégorie au 31 décembre 2019**

*En francs suisses (CHF)*



ANNEXE C

**SITUATION DES ARRIÉRÉS AU 31.12.2019**

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS ET LES PUBLICATIONS**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **A États Membres de l'Union** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| Antigua-et-Barbuda | 1987-2018 | 2 037 848,20 | 41 149,00 | 2 078 997,20 |
| Argentine | 2018 | 8 215,00 | 0,00 | 8 215,00 |
| Cameroun | 2014-2018 | 494 456,41 | 0,00 | 494 456,41 |
| Tchad | 2017-2018 | 23 278,55 | 0,00 | 23 278,55 |
| Cuba | 2016-2018 | 7 513,59 | 0,00 | 7 513,59 |
| Rép. dém. du Congo | 2017-2018 | 23 753,80 | 0,00 | 23 753,80 |
| Dominique | 2001-2018 | 506 383,65 | 0,00 | 506 383,65 |
| Guinée équatoriale | 2018 | 43 715,10 | 0,00 | 43 715,10 |
| Érythrée | 2017-2018 | 22 539,85 | 0,00 | 22 539,85 |
| Éthiopie | 2017-2018 | 22 430,55 | 0,00 | 22 430,55 |
| Guinée | 2014-2018 | 174 382,77 | 90,20 | 174 472,97 |
| Iran | 2016-2018 | 102 809,39 | 0,00 | 102 809,39 |
| Libye | 2014-2018 | 1 970 551,80 | 0,00 | 1 970 551,80 |
| Iles Marshall | 2017-2018 | 10 097,78 | 0,00 | 10 097,78 |
| Mozambique | 2018 | 21 857,50 | 0,00 | 21 857,50 |
| Nauru | 1991-2017 | 1 691 422,55 | 0,00 | 1 691 422,55 |
| Népal | 2013-2018 | 8 872,65 | 42,00 | 8 914,65 |
| Nicaragua | 2015-2018 | 382 473,30 | 0,00 | 382 473,30 |
| Pakistan | 2017-2018 | 159 910,97 | 0,00 | 159 910,97 |
| Pérou | 2014-2018 | 7 572,35 | 0,00 | 7 572,35 |
| Tunisie | 2015-2018 | 14 529,40 | 0,00 | 14 529,40 |
| Vanuatu | 2014-2018 | 56 283,64 | 0,00 | 56 283,64 |
| Venezuela | 2013-2018 | 1 151 162,89 | 0,00 | 1 151 162,89 |
|  | | 8 942 061,69 | 41 281,20 | 8 983 342,89 |

| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Algérie** |  |  |  |  |
| – Centre de développement des technologies avancées, Alger | 2015 | 2 603,25 | 0,00 | 2 603,25 |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013 | 3 454,20 | 0,00 | 3 454,20 |
| – Orascom Telecom Algérie, Alger | 2010 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| – Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger | 2005-2007 | 8 425,00 | 0,00 | 8 425,00 |
| **Argentine** |  |  |  |  |
| – Cooperativa Telefónica (COTELCAM), Buenos Aires | 2003-2006 | 38 182,10 | 0,00 | 38 182,10 |
| – IMPSAT Corp. S.A., Buenos Aires | 1999-2006 | 60 970,70 | 0,00 | 60 970,70 |
| **Australie** |  |  |  |  |
| – NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | 5 300,10 | 0,00 | 5 300,10 |
| **Azerbaïdjan** |  |  |  |  |
| – Université technique d'Azerbaïdjan, Bakou | 2015-2016 | 2 479,75 | 0,00 | 2 479,75 |
| **Bahreïn** |  |  |  |  |
| – Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| – Univ. Collège de Bahreïn, Manama | 2018 | 2 126,98 |  | 2 126,98 |
| **Bélarus** |  |  |  |  |
| – Belarsat LLC, Minsk | 2009-2010 | 22 039,50 | 0,00 | 22 039,50 |
| **Belgique** |  |  |  |  |
| – AnSem, Heverlee | 2010 | 18 580,05 | 0,00 | 18 580,05 |
| **Botswana** |  |  |  |  |
| – Mascom Wireless Botswana (Pty), Gaborone | 2012-2013 | 5 885,85 | 0,00 | 5 885,85 |
| **Canada** |  |  |  |  |
| – Avvasi Inc., Waterloo | 2015 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| **Chine (République populaire de)** |  |  |  |  |
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 1 074 830,35 | 0,00 | 1 074 830,35 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Costa Rica** |  |  |  |  |
| – Université de Costa Rica, San José | 2017 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| **Côte d'Ivoire** |  |  |  |  |
| – Association des Consommateurs de télécommunications, Abidjan | 2007-2008 | 8 701,85 | 0,00 | 8 701,85 |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | 826 292,50 | 0,00 | 826 292,50 |
| **Guinée équatoriale** |  |  |  |  |
| – GETESA, Malabo | 2015-2016 | 2 138,72 | 0,00 | 2 138,72 |
| **Égypte** |  |  |  |  |
| – Barkotel Communications, Le Caire | 2002-2006 | 47 069,00 | 0,00 | 47 069,00 |
| – LINKdoNET, Le Caire | 2008-2009 | 7 507,50 | 0,00 | 7 507,50 |
| – Telecom Consultants, Le Caire | 2002-2006 | 49 159,40 | 0,00 | 49 159,40 |
| – Trade Fairs International, Le Caire | 2000-2006 | 64 716,90 | 0,00 | 64 716,90 |
| **Fidji** |  |  |  |  |
| – South Pacific Commission, Suva | 2012-2013 | 5 882,55 | 0,00 | 5 882,55 |
| **Finlande** |  |  |  |  |
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | 14 406,65 | 0,00 | 14 406,65 |
| **France** |  |  |  |  |
| – LegalBox, Paris | 2016-2017 | 17 217,13 | 0,00 | 17 217,13 |
| – PMI Conseil, Luynes | 2018 | 8 743,05 | 0,00 | 8 743,05 |
| – Viable France, Paris | 2010-2012 | 13 095,30 | 0,00 | 13 095,30 |
| **Ghana** |  |  |  |  |
| – Regional Maritime University, Accra | 2012 | 2 353,91 | 0,00 | 2 353,91 |
| **Haïti** |  |  |  |  |
| – Haiti Télécommunications Int. S.A., Petion-Ville | 2008 | 62 629,55 | 0,00 | 62 629,55 |
| **Honduras** |  |  |  |  |
| – UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | 3 100,50 | 0,00 | 3 100,50 |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Hongrie** |  |  |  |  |
| – MCNTelecom, Budapest (Ex. Tel2tel Kft.) | 2017 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| **Inde** |  |  |  |  |
| – Amity Institute of Telecom Eng., Noida | 2017 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – Centre for Internet and Society, Bangalore | 2014-2015 | 5 230,05 | 0,00 | 5 230,05 |
| – HRM Inst. of Tech. & Management, New Delhi | 2016-2018 | 2 260,30 |  | 2 260,30 |
| – Luna Ergonomics Pvt. Ltd., Noida | 2011 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Raitel Corporation on India Ltd., New Delhi | 2013 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – Reliance Infocom Ltd., Navi Mumbai | 2009 | 125 554,60 | 0,00 | 125 554,60 |
| – Sinhgad Tech. Education Society, Pune | 2011-2012 | 4 420,45 | 0,00 | 4 420,45 |
| – Tata Communications Ltd., New Delhi | 2013 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – Telecommunications Consultants, New Delhi | 2006-2007 | 136 757,85 | 0,00 | 136 757,85 |
| – Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 52 650,55 | 0,00 | 52 650,55 |
| **Indonésie** |  |  |  |  |
| – PT Bakrie Telecom Tbk., Jakarta | 1997-2002 | 64 486,25 | 0,00 | 64 486,25 |
| **Israël** |  |  |  |  |
| – Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva | 1997-2002 | 113 629,75 | 0,00 | 113 629,75 |
| – IP Light, Petach Tikva | 2017 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – TangoTec, Il Haifa | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
| – Telrad Networks Ltd., LOD | 1998-2006 | 99 131,35 | 0,00 | 99 131,35 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Italie** |  |  |  |  |
| – Aethra S.p.A., Palombina | 2007-2008 | 35 276,45 | 0,00 | 35 276,45 |
| – ComProve Technologies SpA | 2018 | 3 885,78 | 0,00 | 3 885,78 |
| – Intermatica S.p.A., Rome | 2015-2018 | 2 787,80 | 0,00 | 2 787,80 |
| – Leonardo (Ex. Selex Communications S.p.A.), Rome | 2001-2007 | 579 093,00 | 0,00 | 579 093,00 |
| **Jordanie** |  |  |  |  |
| – Jordan Mobile Telecomm., Amman | 2016 | 4 911,85 | 0,00 | 4 911,85 |
| – Middle East Communications (MEC), Amman | 2008-2009 | 7 416,70 | 0,00 | 7 416,70 |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman | 2006-2007 | 17 094,90 | 0,00 | 17 094,90 |
| **Kazakhstan** |  |  |  |  |
| – Kazakh Academy of Transp. & Comm., Almaty | 2008-2009 | 8 054,40 | 0,00 | 8 054,40 |
| **Kenya** |  |  |  |  |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi | 2010-2012 | 6 407,05 | 0,00 | 6 407,05 |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi | 2005-2007 | 352 139,30 | 0,00 | 352 139,30 |
| **République de Corée** |  |  |  |  |
| – Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2013-2014 | 14 805,50 | 0,00 | 14 805,50 |
| – SUNY Korea, Incheon | 2018 | 2 003,63 |  | 2 003,63 |
| **Koweït** |  |  |  |  |
| – The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 17 094,90 | 0,00 | 17 094,90 |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
| – Kyrgyztelecom OJSC, Bichkek | 2016 | 6 842,60 | 0,00 | 6 842,60 |
| **Liban** |  |  |  |  |
| – Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth | 2015 | 5 206,55 | 0,00 | 5 206,55 |
| – Arabcom Hitek, Beyrouth | 2001-2006 | 60 786,20 | 0,00 | 60 786,20 |
| – ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 6 608,70 | 0,00 | 6 608,70 |
| – IDMI Sal offshore, Beyrouth | 2011 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – MNT/Investcom LLC, Beyrouth | 2008 | 7 828,75 | 0,00 | 7 828,75 |
| **Libéria** |  |  |  |  |
| – West Africa Telecomm, Inc., Monrovia | 2007 | 8 298,50 | 0,00 | 8 298,50 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Libye** |  |  |  |  |
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 147 819,10 | 0,00 | 147 819,10 |
| **Luxembourg** |  |  |  |  |
| – Luxembourg Space Telecomm, Luxembourg | 2018 | 34 972,05 | 0,00 | 34 972,05 |
| **Mali** |  |  |  |  |
| – Orange Mali SA, Bamako | 2018 | 3 003,85 | 0,00 | 3 003,85 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
| – Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
| – Chinguitel S.A., Nouakchott | 2013-2015 | 5 254,25 | 0,00 | 5 254,25 |
| – Société mauritanienne des télécommunications (MAURITEL S.A.), Nouakchott | 2008 | 70 458,35 | 0,00 | 70 458,35 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
| – CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 6 028,95 | 0,00 | 6 028,95 |
| – Colegio de Ing. Mecánico Electricistas A.C., Mexico | 2018 | 2 185,75 | 0,00 | 2 185,75 |
| **Pays-Bas** |  |  |  |  |
| – Smitcoms N.V., Saint–Martin | 2004-2007 | 577 859,25 | 0,00 | 577 859,25 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
| – CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 603,25 | 0,00 | 2 603,25 |
| – e Wordwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 5 929,60 | 0,00 | 5 929,60 |
| – Paktel Limited, Islamabad | 2007 | 8 298,50 | 0,00 | 8 298,50 |
| – Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi | 2003-2006 | 32 780,30 | 0,00 | 32 780,30 |
| **Philippines** |  |  |  |  |
| – PhilCom, Makati | 2007-2009 | 7 509,50 | 0,00 | 7 509,50 |
| – Univ. of the Philippines, Quezon City | 2018 | 2 185,75 | 0,00 | 2 185,75 |
| **Qatar** |  |  |  |  |
| – Qatar National Broadband Network, Doha | 2017 | 37 070,35 | 0,00 | 37 070,35 |
| **République du Rwanda** |  |  |  |  |
| – Univ. of Rwanda, College and Tech., Kigali | 2016 | 2 046,60 | 0,00 | 2 046,60 |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Roumanie** |  |  |  |  |
| – Polytechnic School Bucharest, Bucarest | 2009-2010 | 7 060,85 | 0,00 | 7 060,85 |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
| – IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 5 236,35 | 0,00 | 5 236,35 |
| – Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 14 781,65 | 0,00 | 14 781,65 |
| – National Telemedicine Agency, Moscou | 2012 | 4 650,80 | 0,00 | 4 650,80 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
| – Electronia Ltd., Khobar | 2008-2010 | 6 988,25 | 0,00 | 6 988,25 |
| – Saudi Telecom, Riyad | 2012-2017 | 10 640,20 | 0,00 | 10 640,20 |
| – Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 78 849,25 | 0,00 | 78 849,25 |
| **Somalie** |  |  |  |  |
| – Telcom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 17 794,60 | 0,00 | 17 794,60 |
| **République sudafricaine** |  |  |  |  |
| – Cell C (Pty) Ltd., Benmore | 2004-2007 | 552 409,40 | 0,00 | 552 409,40 |
| – Vodacom S.A. (Pty) Ltd., Midrand | 2015-2017 | 2 864,60 | 0,00 | 2 864,60 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
| – Garden City College for Science & Technology, Khartoum | 2013-2014 | 3 572,60 | 0,00 | 3 572,60 |
| – Open University of Sudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 572,60 | 0,00 | 3 572,60 |
| – Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 4 911,85 | 0,00 | 4 911,85 |
| – University of Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 572,60 | 0,00 | 3 572,60 |
| **Suède** |  |  |  |  |
| – GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| **Suisse** |  |  |  |  |
| – ACN Advanced Comm. Networks S.A., Neuchâtel | 2016 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| – Ascom Network Testing AG, Solothurn | 2018 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
| – Arab Regional Isps Association (ARISPA), Manama | 2009 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **République togolaise** |  |  |  |  |
| – Centre Régional de Maintenance des Télécommunications, Lomé | 2003-2007 | 250 778,45 | 0,00 | 250 778,45 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
| – Agence Tunisienne d'Internet (ATI), Tunis | 2018 | 9 453,55 | 0,00 | 9 453,55 |
| – École Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 11 831,09 | 0,00 | 11 831,09 |
| – École Supérieure des Communications de Tunis (Sup'Com), Tunis | 2017-2018 | 2 259,95 | 0,00 | 2 259,95 |
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – Prisma, Tunis | 2015-2018 | 12 007,15 | 0,00 | 12 007,15 |
| – Telnet Technocentre, Tunis | 2012-2017 | 13 232,15 | 0,00 | 13 232,15 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
| – Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 21 503,19 | 0,00 | 21 503,19 |
| **Émirats arabes Unis** |  |  |  |  |
| – Université américaine de Dubaï, Dubaï | 2014 | 2 759,45 | 0,00 | 2 759,45 |
| – Teralight, FZ LLC, Dubaï | 2016 | 4 911,85 | 0,00 | 4 911,85 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex, ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
| – Malden Electronics, Ewell | 2016 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| – Tinklabs Limited, Londres | 2018 | 10 685,92 | 0,00 | 10 685,92 |
| – Times Publications Ltd. Londres | 1998-2002 | 87 335,25 | 0,00 | 87 335,25 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **États-Unis d'Amérique** |  |  |  |  |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 20 876,55 | 0,00 | 20 876,55 |
| – Animatele Inc., New York | 2011 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| – AOL, New York | 2002-2003 | 213 415,60 | 0,00 | 213 415,60 |
| – Applied Micro Circuits Corporation, Andover | 2017 | 37 070,35 | 0,00 | 37 070,35 |
| – Calient Networks Inc., San José | 2003-2006 | 288 165,80 | 0,00 | 288 165,80 |
| – Compuware Corporation, Detroit | 2009-2010 | 14 114,10 | 0,00 | 14 114,10 |
| – ConceroConnect, L3C, Park City | 2015 | 10 413,10 | 0,00 | 10 413,10 |
| – Conversay, Redmond | 2007-2008 | 84 132,45 | 0,00 | 84 132,45 |
| – Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 133 653,05 | 0,00 | 133 653,05 |
| – Cypress Semiconductor Corp.,  San José | 2004-2005 | 40 054,95 | 0,00 | 40 054,95 |
| – E-MAC Corporation, Arlington | 2005-2007 | 50 877,65 | 0,00 | 50 877,65 |
| – Ellipsat Inc., Washington | 2018 | 9 082,35 | 0,00 | 9 082,35 |
| – EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
| – Ezenia Inc., Salem | 2016 | 39 294,55 | 0,00 | 39 294,55 |
| – Graphnet Inc., New York | 2008 | 20 876,55 | 0,00 | 20 876,55 |
| – Ikanos Communications, Red Bank NJ | 2011 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| – ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 72 232,45 | 0,00 | 72 232,45 |
| – Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 19 694,85 | 0,00 | 19 694,85 |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 33 220,25 | 0,00 | 33 220,25 |
| – Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
| – nVent Electric, Solon OH | 2018 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| – Ossia Inc., Bellevue WA | 2017-2018 | 35 274,60 | 0,00 | 35 274,60 |
| – Range Networks, Inc., Santa clara | 2013-2014 | 14 763,55 | 0,00 | 14 763,55 |
| – Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 18 580,05 | 0,00 | 18 580,05 |
| – The Gores Technology Group LLC (Ex, Forgent Networks Inc.), Los Angeles | 1998-2006 | 424 948,00 | 0,00 | 424 948,00 |
| – The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 15 694,45 | 0,00 | 15 694,45 |
| – UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 62 724,95 | 0,00 | 62 724,95 |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 17 031,15 | 0,00 | 17 031,15 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 451 663,05 | 0,00 | 451 663,05 |
| – WI-FI Alliance, Austin | 2013 | 44 151,35 | 0,00 | 44 151,35 |
| – Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 85 152,00 | 0,00 | 85 152,00 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
| – Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 2 759,45 | 0,00 | 2 759,45 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
| – Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 89 690,85 | 0,00 | 89 690,85 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
| – NetOne Cellular Ltd., Harare | 2003-2006 | 334 694,88 | 0,00 | 334 694,88 |
| – TelOne (Pvt) Limited, Harare | 2016-2018 | 75 823,45 | 0,00 | 75 823,45 |
| – University of Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 23 782,90 | 0,00 | 23 782,90 |
| **Résolution 99 (Rév. Dubaï, 2018)** |  |  |  |  |
| – BCI Communicat, & Advanced Tech. Ramallah | 2007-2008 | 9 828,50 | 0,00 | 9 828,50 |
|  | | **11 173 901,78** | **0,00** | **11 173 901,78** |
|  |  |  |  |  |
| **C Autres débiteurs** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| – C & C Marine Combine, Bombai | 2017 | 0,00 | 48 766,00 | 48 766,00 |
| – RascomStar − QAF, Port Louis | 2017 | 0,00 | 3 530,00 | 3 530,00 |
|  | | 0,00 | 52 296,00 | 52 296,00 |
|  |  |  |  |  |
| **D Autres débiteurs divers\*** |  | 42 374,26 | 154,00 | 42 528,26 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 31.12.2019** |  | **20 158 337,73** | **93 731,20** | **20 252 068,93** |
|  |  |  |  |  |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les États Membres et 2 000 CHF pour les membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. | | | | |

**Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés (accords d'amortissement)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions PP** | **Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux** | **Solde au 31.12.2018** | **Mouvements 2019** | **Intérêts 2019** | **Paiements 2019** | **Solde au 31.12.2019** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 – PP 1989 | 567 047,95 | 51 849,92 | 0,00 | 0,00 | –45 821,47 | 6 028,45 |
| Bénin | Rés. 41 – 2011 | 462 317,50 | 71 279,38 | 0,00 | –27 830,70 | –43 448,68 | 0,00 |
| Tadjikistan | Rés. 41 – 2011 | 745 617,40 | 535 201,81 | 0,00 | 0,00 | –23 379,51 | 511 822,30 |
| Comores | Rés. 41 – 2012 | 376 005,93 | 210 094,66 | –210 094,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2014 | 159 474,68 | 118 206,03 | 0,00 | 0,00 | –8 253,73 | 109 952,30 |
| Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis | Rés. 41 – 2017 | 251 777,75 | 72 902,74 | 0,00 | –72 902,74 | 0,00 | 0,00 |
| Somalie | Rés. 41 – 2017 | 2 281 017,16 | 2 155 847,54 | 0,00 | 0,00 | –62 584,81 | 2 093 262,73 |
| Congo (Rép. du) | Rés. 41 – 2018 | 1 730 027,81 | 1 645 764,39 | 0,00 | 0,00 | –84 263,42 | 1 561 500,97 |
| Gabon | Rés. 41 – 2018 | 343 052,55 | 267 633,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 267 633,89 |
| Gambie | Rés. 41 – 2018 | 332 385,98 | 252 885,98 | –252 885,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2018 | 4 430 568,52 | 4 351 343,35 | –4 351 343,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Libéria | Rés. 41 – 2018 | 4 885 078,20 | 4 769 016,24 | –4 769 016,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2018 | 2 827 393,64 | 2 690 902,73 | –2 690 902,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Systel, Égypte | Rés. 41 – 2016 | 47 918,25 | 36 204,20 | 0,00 | –36 204,20 |  | 0,00 |
| **Total au 31 décembre 2019** |  | **19 439 683,32** | **17 229 132,86** | **–12 274 242,96** | **–136 937,64** | **–267 751,62** | **4 550 200,64** |

**Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés supprimés   
(accords d'amortissement supprimés pour non-paiement)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions  de la PP** | **Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux supprimés** | **Solde au 31.12.2018** | **Mouvements 2019** | **Intérêts 2019** | **Paiements 2019** | **Solde au 31.12.2019** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nicaragua | Rés. 41 – 2016 | 1 462 488,98 | 1 741 573,93 | 0,00 | 104 494,45 | 0,00 | 1 846 068,38 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2018 | 118 043,75 | 118 043,75 | 0,00 | 7 082,65 | 0,00 | 125 126,40 |
| Comores | Rés.41 – 2019 | 210 094,66 | 0,00 | 210 094,66 | 0,00 | 0,00 | 210 094,66 |
| Gambie | Rés. 41 – 2019 | 255 414,83 | 0,00 | 255 414,83 | 0,00 | 0,00 | 255 414,83 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2019 | 4 416 613,50 | 0,00 | 4 416 613,50 | 0,00 | 0,00 | 4 416 613,50 |
| Libéria | Rés. 41 – 2019 | 4 769 016,24 | 0,00 | 4 769 016,24 | 23 845,10 | 0,00 | 4 792 861,34 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2019 | 2 731 266,28 | 0,00 | 2 731 266,28 | 0,00 | 0,00 | 2 731 266,28 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| TIT, Liban | Rés. 41 – 2008 | 25 000,00 | 44 771,10 | 0,00 | 2 686,25 | 0,00 | 47 457,35 |
| Cameroon Telecomm., Cameroun | Rés. 41 – 2014 | 149 588,50 | 169 351,80 | 0,00 | 10 161,10 | 0,00 | 179 512,90 |
| Ellipsat Inc., États-Unis | Rés. 41 – 2015 | 27 865,90 | 29 537,85 | 0,00 | 1 772,25 | 0,00 | 31 310,10 |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 – 2016 | 6 658,15 | 7 705,55 | 0,00 | 462,35 | 0,00 | 8 167,90 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 31 décembre 2019** |  | **14 172 050,79** | **2 110 983,98** | **12 382 405,51** | **150 504,15** | **0,00** | **14 643 893,64** |

**Montants dus concernant les factures établies pour   
les fiches de notification des réseaux à satellite**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Administration notificatrice** | **Entité exploitante** | **Année** | **Montant dû en CHF** |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 302,25 |
|  |  |  |  |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, Moscou | 2014 | 98 794,70 |
|  |  |  |  |
| **États-Unis d'Amérique** | Leading Technologies, LLC | 2008-2009 | 136 308,00 |
|  | New Mexico Tech., Socorro, NM | 2018 | 570,00 |
|  | Steptoe & Johnson LLP | 2017 | 72,85 |
| **Royaume-Uni** | Spectrum Group, OFCOM, Londres | 2018 | 24 970,00 |
| **Total des arriérés au 31.12.2019** |  |  | **263 017,80** |

**Montants dus concernant des factures diverses**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays** | **Entité** | **Année** | **Montant dû** |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyad | 2010 | 62 560,00 |
|  |  |  |  |
| **Total des arriérés au 31.12.2019** |  |  | **62 560,00** |

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES NUMÉROS UNIVERSELS   
DE LIBRE APPEL INTERNATIONAL (UIFN)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays** | **Entité** | **Année** | **Montant dû en CHF** |
| ARGENTINE | Telefónica de Argentina S.A. (TASA) | 2018 | 200,00 |
| BRÉSIL | Intelig Telecomunicações Ltda. | 2018 | 100,00 |
| COLOMBIE | Telefónica S.A. | 2018 | 500,00 |
| ESTONIE | Elion Ettevotted AS | 2018 | 200,00 |
| FRANCE | Altice France | 2018 | 200,00 |
| ALLEMAGNE | Telepassport Service GMBH | 2018 | 100,00 |
| HONDURAS | Empresa Hondureña de Telecomunicaciones | 2018 | 100,00 |
| HONG KONG (Chine (République populaire de)) | HKBN Enterprise Solutions | 2018 | 400,00 |
| ISRAËL | Bezeq International Ltd. | 2018 | 11 200,00 |
| ISRAËL | Partner Land-Line Communications | 2018 | 6 800,00 |
| ITALIE | Eutelia S.p.A. | 2018 | 1 000,00 |
| LETTONIE | SIA LATTELEKOM | 2018 | 100,00 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | Vodafone New Zealand LTD. | 2018 | 100,00 |
| PÉROU | Telefónica del Perú S.A.A. | 2018 | 300,00 |
| ESPAGNE | Telecable de Asturias SA | 2018 | 100,00 |
| SUÈDE | Tele 2 AB | 2018 | 900,00 |
| SUÈDE | Unisource NV | 2018 | 100,00 |
| ROYAUME-UNI | KCOM | 2018 | 500,00 |
| ROYAUME-UNI | Primus Telecommunications Ltd. | 2018 | 300,00 |
| ÉTATS-UNIS | International Telecom Ltd. | 2018 | 5 600,00 |
| **Total au 31.12.2019** |  |  | **28 800,00** |

**Résumé de la situation des arriérés au 31 décembre 2019**

|  |  |
| --- | --- |
| **MONTANTS DUS** | **CHF** |
| Contributions | **20 158 337,73** |
| Publications | **93 731,20** |
| Notifications des réseaux à satellite | **263 017,80** |
| Factures diverses | **62 560,00** |
| Numéros universels de libre-appel international (UIFN) | **28 800,00** |
| Comptes spéciaux d'arriérés (Accords d'amortissement) | **4 550 200,64** |
| Comptes spéciaux d'arriérés supprimés (Accords d'amortissement supprimés pour non-paiement) | **14 643 893,64** |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **39 800 541,01** |

ANNEXE D

**Liste des débiteurs au 31 décembre 2019 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM**

(Cette liste ne tient pas compte des paiements reçus après le 31.12.2019)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| AFT08 | République sudafricaine | MPCELL (Pty) Ltd. | 3 690,00 | 0,00 | 3 690,00 |
| AFT08 | Canada | Broad Connect Telecom Ltd. | 14 760,00 | 5 850,00 | 8 910,00 |
| AFT08 | Chine | SipRing Telecommunication | 8 200,00 | 0,00 | 8 200,00 |
| AFT08 | Côte d'Ivoire | Apex Technologies | 7 380,00 | 0,00 | 7 380,00 |
| AFT08 | Liban | Splendor | 12 300,00 | 0,00 | 12 300,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **AFT08** |  |  |  |  | **40 480,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2006 | Chine | Consulat des Etats-Unis à Hong Kong | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| TLC 2006 | Chine | ChongQing Chong You | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Jiangxi Lianchuang | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Naike (HK) Digital | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Shenzhen Orea Design | 3 600,00 | 0,00 | 3 600,00 |
| TLC 2006 | Chine | Sipnovo | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Tiger NetCom | 3 150,00 | 0,00 | 3 150,00 |
| TLC 2006 | Chine | Vapel Power | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2006** |  |  |  |  | **40 750,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2009 | Etats-Unis | E: Telesis Energy and Data | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Inde | REVE Systems (S) Pte Ltd | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Etats-Unis | UTStarcom Inc. | 94 050,00 | 47 025,00 | 47 025,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2009** |  |  |  |  | **68 625,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2011 | Suisse | Client World 2011 | 203 243,05 | 194 643,25 | 8 599,80 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2011** |  |  |  |  | **8 599,80** |

**Liste des débiteurs au 31.12.2019 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*suite*)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2014 | Congo | Ministère des Postes | 110 000,00 | 0,00 | 110 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2014** |  |  |  |  | **110 000,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2015 | Sri Lanka | Negete Private Ltd. | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Égypte | Tawasol IT | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2015** |  |  |  |  | **2 400,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2016 | Ouganda | Abercom(U) | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Kenya | FarmDrive | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Argentine | Ministerio de Comunicaciones | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| TLC 2016 | Soudan | National Information Center | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2016** |  |  |  |  | **92 400,00** |

**Liste des débiteurs au 31.12.2019 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*fin)***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2017 | Yémen | AnaMehani | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Cameroun | Citizen Assoc, For Tech. Development | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Bénin | Ministère de l'Économie Numérique | 50 000,00 | 47 048,89 | 2 951,11 |
| TLC 2017 | Gabon | Ministère de l'Économie numérique | 138 000,00 | 0,00 | 138 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2017** |  |  |  |  | **143 351,11** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2018 | République sudafricaine | Ekasi Gaming | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| TLC 2018 | Cameroun | Iplans SA | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2018 | Royaume-Uni | Quika Limited | 31 800,00 | 0,00 | 31 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2018** |  |  |  |  | **33 800,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Événement** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2019 | Congo | Centre Intégré de Développement (CID) | 5 400,00 | 0,00 | 5 400,00 |
| TLC 2019 | République sudafricaine | Orizur Consulting Enterprise Pty Ltd. | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| TLC 2019 | Émirats arabes unis | Smart Life for IT | 5 400,00 | 0,00 | 5 400,00 |
| TLC 2019 | Ghana | Tawo Mobile Technologies | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| TLC 2019 | Inde | Telecommunication Headsets India Ltd. | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| TLC 2019 | Hongrie | The Digital Future Foundation | 48 000,00 | 0,00 | 48 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2019 |  |  |  |  | **61 600,00** |

|  |  |
| --- | --- |
| Débiteurs ITU TELECOM World | **561 525,91** |
| Débiteurs ITU TELECOM Africa | **40 480,00** |
| **Total débiteurs** | **602 005,91** |

ANNEXE E

**Liste des sponsors n'ayant pas réglé le solde dû au 31 décembre 2019**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Élément WBS** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Devise** | **Solde dû** | **Devise** | **Équivalent CHF** |
| P.30063.1.13 | République de Corée | MIND AI | 60 000 | CHF | 60 000 | CHF | 60 000 |
| P.40646.1.01 | Cameroun | ANTIC | 16 500 | USD | 16 500 | USD | 16 121 |
| P.40739.1.01 | Royaume-Uni | Inmarsat | 4 000 | USD | 4 000 | USD | 3 976 |
| P.10002.1.01 | Suisse | IGF | 600 | CHF | 600 | CHF | 600 |
| P.40545.1.01 | République sudafricaine | Discovery | 150 000 | USD | 150 000 | USD | 149850 |
| P.40685.1.01 | Zimbabwe | POTRAZ | 350 194 | EUR | 350 194 | EUR | 398 004 |
| P.40736.1.01 | Brésil | ANATEL | 7 000 000 | USD | 628 252 | USD | 651 383 |
|  |  | **TOTAL** |  |  |  |  | **1 279 934** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| C:\Users\ucar\Pictures\ITU Logo (Black).PNG | ANNEXE F  (au 7 mai 2020)  **Planification en cas de pandémie**  **Procédure opérationnelle normalisée pour les interventions en cas d'urgence** | **DIVISION DE LA SÛRETÉ ET DE LA SÉCURITÉ** |
| **Union internationale des télécommunications (UIT), Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse** | | |

DESCRIPTION GÉNÉRALE:

Le Plan de l'UIT en cas de pandémie décrit les mesures, politiques et procédures à mettre en œuvre à des fins de préparation, de prévention, d'intervention ou de rétablissement en cas de pandémie. Priorité est donnée à la sécurité et au bien-être du personnel, ainsi qu'aux *activités définies comme étant prioritaires* par l'analyse SBIA de l'UIT (*analyse d'impact sur les activités stratégiques*) dans le cadre des fonctions essentielles de l'Organisation.

Ce Plan s'appuie sur les références suivantes:

• les données d'expérience acquises et les enseignements tirés par l'UIT dans le cadre de l'élaboration du plan de préparation et d'intervention en cas de pandémie de 2006, visant à faire face au virus de la grippe aviaire (H5N1) apparu en 2006;

• le document "Influenza Pandemic Guideline" (Lignes directrices relatives à la pandémie de grippe) (mars 2019) des Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, élaboré avec la contribution technique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres spécialistes de la santé publique et des maladies infectieuses;

• le document "Pandemic Planning and Preparedness Guidelines for the United Nations System" (Directives à l'intention des organismes des Nations Unies concernant la planification en cas de pandémie et les mesures de préparation) (2009).

Il importe de noter que le Plan de l'UIT en cas de pandémie:

• s'articule autour des quatre [4] phases pandémiques définies par l'OMS et adaptées aux besoins et à la situation de l'UIT;

• est destiné à une application générale en cas de pandémie constituant un danger biologique;

• tient compte de l'emplacement géographique du siège de l'UIT, de ses bureaux régionaux et de ses bureaux de zone;

• décrit les mesures de préparation à mettre en œuvre pour atténuer le risque de pandémie auquel sont exposés les fonctionnaires, les sous-traitants, les délégués et les visiteurs de l'UIT;

• prévoit des mesures d'intervention éventuelles si des cas se déclarent parmi les fonctionnaires, les sous-traitants ou les délégués.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CHRONOLOGIE DE LA PANDÉMIE** | | | |
| **Phases de la pandémie** | **Niveau d'intervention de l'UIT en fonction des phases** | **Description** | **Mesures d'intervention de l'UIT** |
| **Période inter-pandémique** |  | Pathogènes identifiés – Aucun cas ou cas isolés d'infection humaine (par exemple: transmission à l'homme de virus présents chez l'animal). | • Suivre/solliciter les informations actualisées de l'OMS, des Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies et du pays hôte.  • Suivre les déplacements du personnel et les manifestations au siège et dans les régions.  • Suivre les rapports du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises.  • Continuer de tenir régulièrement à jour les plans concernant la gestion de crise, les communications et la continuité des activités. |
| **Période d'alerte à la pandémie** | **1 Préparation: (état d'alerte)** | Groupes de cas sporadiques ou restreints d'infection humaine grave n'entraînant pas de transmission interhumaine suffisante pour provoquer une flambée épidémique au niveau communautaire. | • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies et le pays hôte.  • Examiner/mettre à jour les plans spécifiques pour les interventions, les communications et la continuité des activités.  • Identifier les lacunes en matière de planification, d'équipement ou d'approvisionnement afin d'y remédier. |
| **Période de flambée** | **2 Préparation renforcée (état d'alerte élevé)** | Confirmation que l'épidémie est causée par des pathogènes transmissibles d'homme à homme, entraînant une infection grave, et susceptibles de provoquer une flambée épidémique prolongée au sein de la population générale.  L'OMS qualifie l'épidémie d'urgence de santé publique de portée internationale.  Absence de cas au siège de l'UIT, présence possible dans les bureaux régionaux/bureaux de zone ou à d'autres endroits où l'UIT déploie des activités.  En présence de cas au siège de l'UIT, mettre en œuvre la phase 4 (flambée épidémique localisée). | • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies et le pays hôte.  • Le cas échéant, contacter les bureaux régionaux et bureaux de zone touchés et fournir un appui sur le plan des procédures, des communications et du matériel.  • Annuler les déplacements vers des lieux signalés comme présentant un risque élevé ainsi que les réunions et les manifestations devant s'y dérouler.  • Déployer des activités d'information/de sensibilisation à l'intention du personnel.  • Mener des campagnes de vaccination (s'il y a lieu et si un vaccin existe).  • Constituer des réserves d'équipements de protection individuelle (EPI) appropriés.  • Constituer des réserves de médicaments adaptés disponibles.  • Préparer des installations médicales isolées, examiner/tester les procédures en cas d'événement médical sur place.  • Mettre en œuvre un suivi actif et des mesures de préparation et d'intervention renforcées pour les manifestations et les réunions.  • Limiter les voyages officiels pour les missions aux voyages essentiels qui sont approuvés par le SG selon les besoins.  • Convoquer une réunion de l'équipe de gestion de crise (CMT) pour examiner les mesures de préparation et d'intervention et résoudre les questions en suspens.  • Convoquer une réunion de l'équipe de lutte opérationnelle (ORT) afin d'organiser les activités et de donner suite aux décisions transmises par l'équipe CMT.  • Évaluer la disponibilité et l'état de préparation du personnel essentiel, en mettant particulièrement l'accent sur la capacité de télétravail.  • Permettre et encourager la participation à distance, au siège et dans des pays tiers où sont organisées des réunions faisant intervenir des participants issus de zones touchées qui présentent un risque élevé. |
| **Période de pandémie** | **3 Pandémie  (déclarée)** | L'OMS qualifie l'épidémie de pandémie globale de portée internationale. Des orientations particulières seront données lors de cette annonce.  Foyers de plus en plus nombreux et importants de cas de transmission interhumaine avec un risque concret/élevé de transmission communautaire dans les pays accueillant le siège de l'UIT ou ses bureaux régionaux ou bureaux de zone. | • Suivre les lignes directrices de l'OMS, des Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, des responsables désignés par l'ONU et du pays hôte dans tous les lieux où sont situés le siège, les bureaux régionaux et les bureaux de zone.  • Convoquer une nouvelle réunion de l'équipe CMT pour examiner les mesures de préparation et d'intervention en cours de mise en œuvre.  • Organiser des réunions de l'équipe ORT afin de continuer de donner suite aux décisions transmises par l'équipe CMT.  • Évaluer les incidences qu'aurait la déclaration officielle, par l'UIT, de la réduction de ses activités, en particulier sur les fonctions essentielles des Secteurs et des Départements et sur les priorités établies dans l'analyse SBIA.  • Consulter les États Membres et d'autres parties prenantes, le cas échéant.  • Suivant les orientations associées à l'annonce de l'OMS, l'UIT prendra les mesures d'atténuation suivantes:  – suspension des voyages officiels pour les missions jusqu'à nouvel ordre;  – annulation des réunions en présentiel dans les locaux du siège de l'UIT ou dans des pays tiers;  – évaluation du bien-être du personnel sur le lieu de travail;  – mise en œuvre des procédures de continuité des activités qui conviennent (par exemple, télétravail depuis le domicile si nécessaire);  – recommandation faite aux fonctionnaires présentant des symptômes de se placer d'eux-mêmes en isolement. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **4 Pandémie  (flambée épidémique localisée)** | Transmission communautaire interhumaine accrue et durable dans les pays accueillant le siège de l'UIT ou ses bureaux régionaux ou bureaux de zone. | • Suivre les lignes directrices de l'OMS, des Directeurs des services médicaux des organismes des Nations unies, des responsables désignés par l'ONU et du pays hôte (réunions et bureaux) dans tous les lieux, y compris au siège.  • L'UIT déclare officiellement qu'elle reste ouverte mais que le travail se fait différemment, en tenant compte des incidences particulières sur ses fonctions opérationnelles essentielles.  • Restreindre l'accès aux locaux pour toutes les personnes autres que les fonctionnaires ayant besoin d'effectuer des tâches officielles essentielles qui ne peuvent être effectuées à distance.  • Annuler les voyages officiels.  • Annuler toutes les réunions en présentiel dans les lieux d'affectation touchés.  • Les fonctionnaires de l'UIT sont en télétravail/restent à leur domicile jusqu'à nouvel ordre.  • Il est vivement recommandé au personnel de l'UIT de ne pas effectuer de voyages privés.  • Il est recommandé aux fonctionnaires présentant un risque élevé de se placer d'eux-mêmes en isolement.  • Mettre en œuvre les activités définies comme étant prioritaires par l'analyse SBIA pour assurer la continuité des activités de l'UIT.  • Consulter et informer les États Membres et d'autres parties prenantes. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **RÉTABLISSEMENT APRÈS LA FLAMBÉE ÉPIDÉMIQUE LOCALISÉE (Transmission communautaire interhumaine)** | | | |
|  | **Phases** | **Description** | **Mesures d'intervention de l'UIT** |
| **Phase  suivant le pic de la pandémie** | Le nombre de cas d'infection pandémique et le taux de transmission communautaire interhumaine ont chuté au-dessous des niveaux observés lors du pic. | **L'équipe ORT dirige les interventions**  **L'équipe CMT est tenue informée**  • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, le pays hôte et les responsables désignés par l'ONU, et agir en collaboration avec ceux-ci.  • Consulter et informer les États Membres et les autres parties prenantes.  • Suivre la situation; une décision prise par le SG de l'UIT au niveau interne en vue d'un retour sur le lieu de travail devrait reposer sur un juste équilibre entre les risques pour la sécurité et la santé (fonctionnaires, délégués, sous-traitants et visiteurs) et les risques pour la continuité des activités (de l'Union).  • Planifier la levée progressive des restrictions d'accès aux locaux de l'UIT, après décontamination, selon les besoins.  • Les questions dont il faudra tenir compte pour préparer le retour sur le lieu de travail (RTO) sont les suivantes: besoin d'entrer dans les locaux, maintien des mesures barrières (distanciation sociale, lavage des mains, etc.), application d'horaires de travail souples, mesures de nettoyage de l'environnement, fourniture aux fonctionnaires de masques non médicaux lavables à porter dans les locaux et les transports publics et octroi d'une certaine souplesse selon la situation personnelle de chaque fonctionnaire.  • Installer des stations de prise de température par caméra thermique à Montbrillant (1), à la Tour (1) et, lorsque nécessaire pour les manifestations, à la Porte Rouge (1).  • Installer des tentes temporaires de triage et d'isolement aux points d'entrée désignés de Montbrillant et de la Tour (également Porte Rouge lors des manifestations).  • Poursuivre les activités de sensibilisation et d'appui à l'intention du personnel infecté/touché et du personnel présentant un risque élevé.  • Maintenir la suspension des missions officielles.  • Les réunions physique au siège de l'UIT ou dans d'autres pays sont toujours suspendues et sont tenues via la participation à distance.  • Continuer de recommander aux fonctionnaires de l'UIT de ne pas effectuer de voyages privés. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Phase post-pandémique** | Le niveau et le taux d'infection ont chuté considérablement et les systèmes de santé sont capables de gérer efficacement les flambées localisées restantes. | **L'équipe ORT dirige les interventions**  **L'équipe CMT est tenue informée**  • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, le pays hôte et les responsables désignés par l'ONU, et agir en collaboration avec ceux-ci.  • Consulter et informer les États Membres et les autres parties prenantes.  • Examiner les plans de rétablissement en accordant la priorité aux fonctions essentielles.  • La plupart du personnel essentiel et des autres fonctionnaires poursuivent leurs activités en télétravail.  • Évaluer l'organisation de voyages et de réunions (approbation au cas par cas).  • Lever progressivement les restrictions d'accès aux locaux de l'UIT.  • Poursuivre les activités de sensibilisation et d'appui au personnel infecté/touché et à haut risque. |
| **Phase de  normalisation** | Vagues épidémiques périodiques d'intensité limitée alternant avec des périodes avec un faible niveau de transmission dans des pays accueillant les bureaux de l'UIT. | **L'équipe ORT dirige les interventions**  **L'équipe CMT est tenue informée**  • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, le pays hôte et les responsables désignés par l'ONU.  • Consulter et informer les États Membres et les autres parties prenantes.  • Retour progressif et échelonné sur le lieu de travail pour tout le personnel.  • Le reste du personnel continue de télétravailler.  • Certains fonctionnaires présentant un risque élevé peuvent continuer à télétravailler depuis leur domicile.  • Reprise des voyages officiels pour les missions prioritaires.  • Des réunions et manifestations sont de nouveau organisées mais certaines continuent de se tenir sous forme virtuelle. |
|  | **Phase de retour à la  normale** | Vagues épidémiques périodiques d'intensité limitée alternant avec des périodes avec un faible niveau de transmission dans des pays accueillant les bureaux de l'UIT.  Dans certains pays, interruption complète de la transmission interhumaine. | **L'équipe ORT dirige les interventions**  **L'équipe CMT est tenue informée**  • Consulter l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies et le pays hôte; les responsables désignés par l'ONU sont informés.  • Reprise complète de toutes les activités quotidiennes compte tenu des enseignements tirés.  • Certains fonctionnaires présentant un risque élevé peuvent continuer à télétravailler depuis leur domicile.  • Actualiser le Plan en cas de pandémie à partir des enseignements tirés.  • Évaluer l'efficacité et la mise en œuvre des plans de rétablissement, en les mettant à jour selon qu'il convient. |

**Mesures d'atténuation des risques opérationnels en vue   
d'un retour sur le lieu de travail (RTO)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Domaine | Commentaires/Actions |  |
| Gouvernance et conformité | • Les membres de l'équipe CMT supervisent et encadrent les différentes mesures RTO relatives à la gestion de risques liés au Covid-19.  • Les Directeurs des Bureaux et les Chefs de Département détermineront la nécessité de la présence, dans les locaux du siège, des bureaux régionaux, des bureaux de zone et du bureau de liaison, de fonctionnaires de leur Secteur/Département essentiels pour les activités et établiront la liste correspondante.  • Lignes directrices relatives aux exigences pour les personnes ayant besoin d'entrer dans les locaux (par exemple, fonctionnaires, délégués, autres fonctionnaires du système des Nations Unies, sous‑traitants, retraités de l'UIT, membres des clubs de l'UIT, visiteurs, etc.).  • Procédure stricte de suivi des fonctionnaires présentant des symptômes pour lesquels une contamination est suspectée ou confirmée ou ayant été en contact avec des personnes contaminées.  • Maintien des mesures de sensibilisation et d'appui à l'intention des fonctionnaires contaminés/touchés et des fonctionnaires présentant un risque élevé.  • Lignes directrices à l'intention du personnel concernant la distanciation sociale, le lavage des mains, etc.  • Suivi permanent des recommandations et avis publiés par l'OMS, les Directeurs des services médicaux des organismes des Nations Unies, le pays hôte et les responsables désignés par l'ONU.  • Avis juridique concernant le devoir de protection au cas où le retour à l'UIT se ferait de façon prématurée et des fonctionnaires seraient contaminés? |  |
| Mesures d'atténuation | • Permettre aux fonctionnaires de travailler selon des horaires souples, y compris de poursuivre le télétravail selon les besoins.  • Prévoir des mesures afin de réduire les risques pour les fonctionnaires en leur permettant de ne pas utiliser les transports publics et d'autres moyens de transports collectifs aux heures de pointe.  • Assurer un devoir de protection pour fournir à tous les fonctionnaires des masques non médicaux lavables à porter dans les locaux ou dans les transports publics.  • Mesures détaillées concernant un protocole de nettoyage renforcé des locaux (par exemple, après une réunion, à la cafétéria, dans les toilettes, dans les bureaux, dans la salle de sport, dans les espaces communs).  • Considérations environnementales liées au système de chauffage et de climatisation/de ventilation des bâtiments.  • Décision concernant la réouverture partielle de la cafétéria (par exemple, délai d'au minimum 6 jours nécessaire), avec, dans un premier temps, une offre de repas froids (sandwich, salades), puis une offre de repas chauds lors de la phase suivante. Mesures visant à empêcher les regroupements (nécessité de déterminer le nombre de places/tables avec un espacement d'au moins 2 mètres entre chaque).  • Respect des lignes directrices relatives à la distanciation sociale dans les salles de réunion physiques et organisation des espaces de travail partagés afin de garantir une distance physique d'au moins 2 mètres entre les personnes (suppression de chaises, marquage, etc.); pas de configuration où des personnes sont face à face.  • Dans toute la mesure possible, essayer de faire en sorte que les bureaux partagés ne soient occupés que par une personne à la fois grâce à des arrangements souples permettant d'alterner les jours de travail sur place, etc.  • Mesures de protection spéciales et équipements de protection individuelle pour les fonctionnaires et le personnel des sous-traitants qui pourraient être exposés au virus (par exemple, Division SSD, Service médical, Division FMD, Protectas, TopNet – vitres de protection en plexiglas aux bureaux d'information/de retrait des badges – à la librairie – comptoir du service d'assistance informatique – réception de la Tour, gants, gel hydroalcoolique et masques, etc.).  • Mise en place de sens de circulation différenciés (une personne/ascenseur, cages d'escalier, couloirs, cafétéria, points d'accès [entrée/sortie à des points d'accès différents], bureau de retrait des badges, etc.).  • Zone d'attente visuelle pour entrer dans les locaux et/ou en sortir.  • Fermeture du cybercafé jusqu'à la "Phase de retour à la normale".  • Fermeture de tous les espaces communs (par exemple, cafétéria du 15ème étage et restaurant le Satellite de la Tour, halls situés au –2 à l'extérieur des salles de réunion, espace au rez-de-chaussée de Montbrillant, hall de Varembé) jusqu'à la "Phase de retour à la normale".  • Mise à disposition de lingettes nettoyantes pour chaque bureau/poste de travail (nettoyage des claviers, etc.).  • Fourniture de matériels de nettoyage pour les boutons des ascenseurs, les poignées de porte, etc. et de dispositifs pour maintenir les portes ouvertes.  • Distribution de masques aux visiteurs et aux autres membres du personnel à leur arrivée aux points d'accès (masques non médicaux jetables).  • Fermeture des sas de Varembé (Entrée/sortie) jusqu'à nouvel ordre.  • Dans toute la mesure possible, supprimer ou mettre à l'écart les objets fréquemment touchés. |  |
| Technologie et moyens informatiques | • Avant le retour sur le lieu de travail, lancement/test/examen des moyens technologiques nécessaires (écrans, WiFi, systèmes de gestion des bâtiments, contrôle d'accès, salles de réunion, etc.).  • Réouverture du service d'assistance informatique: définir la procédure pour ne recevoir qu'une personne à la fois au comptoir et éviter les files d'attente. La disponibilité de désinfectant pour les mains et le nettoyage des claviers sont essentiels.  • Équipe du service d'assistance informatique: fournir l'appui selon les besoins via des tickets d'incident ou par téléphone – limiter les interactions avec les personnes – La disponibilité de désinfectants, de gants et de matériel de nettoyage des claviers est essentielle.  • Remise d'équipements TIC: Les équipements peuvent être récupérés au bureau du service d'assistance informatique tous les jours, uniquement dans une tranche horaire définie et sur rendez-vous pour éviter les files d'attente. La disponibilité de désinfectants, de gants et de matériel de nettoyage des claviers est essentielle. |  |
| Communications et formation | • Instructions et lignes directrices claires à l'intention du personnel concernant les mesures de distanciation sociale et les mesures d'hygiène sur le lieu de travail.  • Signalétique, marquage au sol, cordons de sécurité dans les halls, dans les couloirs, à la cafétéria et dans les autres espaces communs où le personnel fait la queue.  • Rappel des informations concernant la signalétique et des communications à l'intention du personnel sur les écrans LCD.  • Obligation pour les fonctionnaires de suivre une formation avant leur retour sur leur lieu de travail.  • Communication de la politique pour garantir des bureaux propres. |  |
| Accès et Contrôles | • Stations de prise de température par caméra thermique à Montbrillant (1), à la Tour (1) et, lorsque nécessaire pour les manifestations, à la Porte Rouge (1).  • Installation de tentes temporaires de triage et d'isolement aux points d'entrée désignés de Montbrillant et de la Tour (également Porte Rouge lors des manifestations) où le Service médical pourra procéder à une évaluation individuelle de l'état de santé des personnes ayant déclenché une alerte à leur passage devant les caméras thermiques.  • Rondes de surveillance régulières de la Division SSD pour vérifier la bonne application des mesures de distanciation sociale, etc.  • Observation visuelle pour repérer les personnes symptomatiques. |  |

**Situation de l'UIT concernant le rétablissement au siège sur la base des conditions pour la sécurité et la santé ainsi que de la continuité des activités (réunions)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Juridiction** | **Restrictions** | **Date** | **Mesures prises par l'UIT** |
| Parlement suisse | À l'échelle de la Suisse pays hôte (fermeture des écoles et des frontières, limitation des rassemblements, etc.) | 11 mai 2020 | Tous les fonctionnaires en télétravail jusqu'à la fin du mois de mai 2020.  Poursuite de l'annulation des réunions physiques (réunions virtuelles uniquement). |
| À l'échelle de la Suisse pays hôte, levée du confinement, ouverture des écoles mais les frontières restent fermées et les restrictions applicables aux rassemblements sont toujours en vigueur. | 11 mai 2020 – 8 juin 2020? | Tous les fonctionnaires non essentiels et essentiels dont la présence est nécessaire dans les locaux continuent de télétravailler.  Les réunions virtuelles continuent avec tous les délégués à distance. |
| Restrictions internationales | Réouverture des frontières suisses?  Levée de l'interdiction de voyage/d'entrée sur le territoire suisse pour les ressortissants de certains pays.  Maintien des mesures de distanciation sociale et d'autres mesures de précaution pour empêcher la propagation du virus. | JJ.juin.2020 – JJ.MMM.2021 | La plupart des fonctionnaires en télétravail.  Les réunions virtuelles continuent avec tous les délégués à distance. |
| Levée de toutes les restrictions nationales concernant les voyages.  Aucun pays soumis à des restrictions (Convention 1946/47). | JJ.MMM.2021 – JJ.MMM.AAAA | Les réunions physiques peuvent reprendre avec l'application des mêmes conditions pour tous les États Membres. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_